

كنا من النحل

Radio-Télévision/Heures locales

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14968 - 7 F

- DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN



La « fatigue » de M. Castro

LES résultats des élections législatives et provinciales qui ont eu lieu mercredi 24 février à Cuba semblent appartenir à un autre âge. Les candidats uniques présentés par le régime ont obtenu officiellement 95 % des voix, et le taux de participation a été supérieur à 99 %. Les Cubains n'avaient à leur disposition que les bulletins blancs ou nuls pour contester la victoire en place. Ils ne s'en sont pas privés dans les bureaux de vote de la Havane, où les observateurs étrangers, où les blancs et nuls ont dépassé 10 %, ce qui jette un doute sur les chiffres fournis par l'ensemble du pays.

Ces compilations invérifiables n'ont de toute façon pas plus de signification que celles qui produisaient jadis à intervalles réguliers l'URSS et ses satellites. La victoire massive de candidats uniques peut difficilement être présentée comme le signe de l'adhésion de la population à ses dirigeants. Celle-ci manifeste au contraire régulièrement ses véritables sentiments en s'efforçant de quitter l'île au prix de mille difficultés.

Il s'est donc cent mille à fuir l'île en 1980 par le port de Mariel lorsque M. Fidel Castro leur en a donné la possibilité. Combien seraient-ils si l'occasion se présentait à nouveau ? Comme l'écrit un des biographes de leur chef, « curieusement, Cuba semble exporter sa population plutôt que sa révolution ».

Le destin de M. Castro elle-même davantage les préoccupations et conversations des Cubains que le rôle d'un assemblée dont ils savent bien qu'elle ne détermine aucun pouvoir réel. Le combat solitaire qu'il mène contre les États-Unis depuis plus de trente ans ne manque pas d'élire, même s'il s'est traduit par une pénurie des biens de première nécessité en raison de l'embargo américain, qui, loin de se relâcher, n'a cessé de se renforcer au fil du temps.

Tout propos, public ou privé, du « commentent en chef » concernant ses intentions personnelles est l'objet de commentaires sans fin. La mort de l'URSS a encore ajouté du piment à ces spéculations. Combien de temps le dirigeant cubain résistera-t-il ou, tout au moins, emportera-t-il la quasi-totalité de ses homologues au sein de ce qu'on appelait naguère le camp socialiste ?

M. CASTRO a provoqué le mépris en pareil cas, comme il le reconnaît lui-même, « fatigué ». Mais il faut prendre avec une pincette de ses confidences inhabituelles. M. Castro se considère comme un « esclave de la révolution » et décide tout seul, comme il le fait toujours, de la suite de son étonnante carrière. Cuba lui doit sans conteste une notoriété mondiale due à son inextinguible duel avec les États-Unis. Beaucoup de Cubains se passeraient volontiers de cette pose héroïque qui profite surtout à l'ego de M. Castro. Ils sont probablement plus fatigués encore que leur inamovible dirigeant...

M0146 - 0228 0 - 7.00 F



La réunion des ministres des finances du G7

Le président Clinton plaide pour la liberté du commerce

La montée du chômage dans les pays industrialisés, la stagnation en Allemagne, l'excédent commercial japonais sont au centre de la réunion informelle des ministres des finances du groupe des sept principaux pays industrialisés, samedi 27 février à Londres. A la veille de cette réunion du G7, le président américain s'est prononcé pour la liberté du commerce international, modérant ses critiques à l'égard de l'Europe. Il a préconisé une coopération renforcée et appelé l'Allemagne et le Japon à contribuer à la croissance mondiale.

NEW-YORK

de notre correspondant

L'économie d'abord, le reste ensuite, avait averti M. Bill Clinton avant son investiture. Depuis son entrée à la Maison Blanche, le président américain s'est efforcé de conserver le même ordre de priorités assignées à son administration, sans trop se soucier des attentes de l'étranger.

Ainsi, le 17 février, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, il n'avait consacré que deux minutes aux questions internationales, alors qu'il avait exposé pendant plus d'une heure d'antenne le contenu de son programme économique. Par la suite, en guise de signaux destinés aux

partenaires des États-Unis sur ses intentions en matière de libre-échange, le président américain s'était efforcé d'apaiser les dispositions protectionnistes prises par la nouvelle administration dans plusieurs domaines (importations d'acier, marchés publics, télécommunications) quand il ne descendait pas lui-même dans l'arène pour démentir les subventions accordées au consortium européen Airbus.

La Maison Blanche a, sans doute jugé l'avertissement suffisant, à vingt-quatre heures de la réunion à Londres des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés.

SERGE MARTI

Lire la suite page 13

Plusieurs morts et des centaines de blessés

L'explosion de New-York serait due à un attentat

La Maison Blanche et d'autres bâtiments officiels de Washington ont fait l'objet de mesures de sécurité renforcées, vendredi 26 février, après l'explosion d'une bombe placée dans les sous-sols du World Trade Center, à New-York, qui a fait, indiquait-on samedi, cinq morts et quelque trois cents blessés. Le FBI et la police, qui ont reçu plusieurs appels téléphoniques revendiquant la responsabilité de l'explosion, dont certains émanant de groupes se disant serbes ou croates, penchent pour l'hypothèse d'un acte terroriste.

NEW-YORK

de notre correspondant

Une gigantesque explosion s'est produite vendredi 26 février à 12 h 18, heure locale, au deuxième étage du parking commun aux tours jumelles du World Trade Center, les plus hauts gratte-ciel de Manhattan, situés dans le quartier financier de la ville de New-York.

La déflagration a creusé un cratère profond de plusieurs mètres dans les sous-sols du bâtiment, haut de 110 étages, et entraîné l'effondrement du plafond de la gare de banlieue située sous le parking, quasi déserte à cette heure de la journée. L'explosion a été d'une telle violence qu'elle a fait trembler l'édifice.

L'onde de choc a été ressentie dans l'ensemble du quartier et jusque sur l'autre rive de la rivière Hudson, qui longe le bâtiment et constitue la frontière avec l'État voisin du New-Jersey.

Un incendie que les pompiers ont mis trois heures à maîtriser s'est aussitôt déclaré, et une épaisse fumée s'est propagée dans presque tous les étages du bâtiment, plongés dans l'obscurité totale en raison d'une coupure volontaire d'électricité.

Les quelque deux cents ascenseurs desservant les deux tours se sont aussitôt immobilisés, piégeant leurs occupants.

S. M.

Lire la suite et nos informations page 5

Les séropositifs pris en charge à 100 %

Parmi différentes mesures destinées à améliorer la sécurité transfusionnelle et la prévention du sida et de l'hépatite C, M. Bernard Kauchner, ministre de la Santé, a annoncé que toutes les personnes séropositives pourraient être prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

page 8

M. Mitterrand et les DOM-TOM

Dialoguant avec les habitants de l'outre-mer, vendredi 26 février, sur RFO, M. Mitterrand a plaidé pour le maintien des liens entre les DOM-TOM et la République. « La France sans l'outre-mer, c'est moins que la France », a-t-il notamment déclaré.

page 6

Un premier bilan de la chaîne ARTE

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président d'ARTE, M. Jérôme Clément, fait le point sur la chaîne franco-allemande en répondant aux critiques que celle-ci suscite et en soulignant qu'elle a permis de « récupérer un public qui ne regardait plus la télévision ».

Lire notre supplément « Radio-Télévision »

Les dessins sans vie des enfants bosniaques

En Croatie, l'intégration des réfugiés commence à l'école où s'expriment les traumatismes de la guerre

SPLIT

de notre envoyé spécial

Lentement, une larme a coulé sur la joue de Nijaza, la directrice. Devant elle, le cadeau des élèves croates aux enfants bosniaques réfugiés et scolarisés dans leur école : un long cortège de statuettes en terre cuite collées sur deux planches de contreplaqué. Il y a là, en rang par deux, beaucoup de femmes. Toutes sont voilées et tiennent un enfant dans leurs bras. Au milieu des silhouettes courbées, les enfants ont rajouté une vache et un chien.

Ce cortège figé, Nijaza Mulabekovic, musulmane de Tzsanj en Bosnie, le revêt périodiquement s'animer. L'été dernier, elle

aussi a dû fuir sa ville et marcher des kilomètres avec sa fille de quinze jours dans les bras. Ingénieur en minéralogie, elle est aujourd'hui directrice d'un petit groupe scolaire de deux cents enfants bosniaques hébergés dans l'école primaire Filip-Lukas de Kastela, à 10 kilomètres de Split.

A Kastela, qui compte 35 000 habitants et 12 000 réfugiés, la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés est très vite devenue une question essentielle. Devant l'afflux massif de ces réfugiés (la Croatie - 4,5 millions d'habitants - accueille 450 000 réfugiés de Bosnie et 300 000 personnes déplacées de Croatie), il a fallu augmenter les effectifs des classes existantes. Aujourd'hui, la fréquentation moyenne est de cin-

quante élèves par classe. A Filip-Lukas, qui compte mille élèves, un a ainsi, non sans peine, accueilli deux cent quinze élèves supplémentaires dans les classes croates.

Mais cela n'a pas suffi. Les classes de Split et de Trogir ayant vite été débordées, les enfants en quête d'une école sont venus de plus en plus nombreux. Afin d'absorber deux cents élèves supplémentaires, la directrice de l'école croate a donc décidé, voilà un mois, de créer une petite école bosniaque au sein de son établissement, dont la direction a été confiée à Nijaza. Vingt-deux professeurs, tous réfugiés et bénévoles, ont été recrutés.

JEAN-MICHEL DUMAY

Lire la suite page 3

Stabilité du chômage en janvier

ET ON FAIT DE NOTRE MIEUX POUR QUE VOUS ACCÉDIEZ À LA PLACE DE TROIS MILLIONNIÈME !



Lire page 13 l'article d'ALAIN LEBLAUBE

DATES

Il y a soixante ans, l'incendie du Reichstag. page 2

HEURES LOCALES

Petites annonces rurales

Canal + offre chaque semaine son écran aux maires en quête de repères pour leurs communes abandonnées.

Vesoul : comme toujours

Voyage en Haute-Saône, dans une préfecture troublée par une affaire de promotion immobilière.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », le dossier, les informations pratiques et les livres. pages 17 à 24

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 28 février à 18 h 30.

(Publicité) FONDATION DE CULTURE INTERNATIONALE ARMANDO VERDIGLIONE

Le ciel d'Europe

Congrès de la deuxième renaissance

Paris, 4-5-6 mars 1993

Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique, Paris - 7^e

La Russie dans l'Europe - La Méditerranée et l'Europe - l'Italie - Les médias dans l'invention de l'Europe - Arts et inventions de la deuxième renaissance intellectuelle et la République - La nouvelle langue diplomatique - Nation ou bailisme ? - La cité planétaire - Sanjévo - Inventer la politique, l'éthique et l'Europe - La charte européenne de la tolérance - Les femmes, l'écriture, la société - Science, finance - L'image de l'Europe du troisième millénaire - L'antisémitisme aujourd'hui - La conjuration des idiots

Tél : 1-49270961 - Fax : 1-49270930

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 0,01 TL ; Turquie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FR ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 1,20 T ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 190 ESC ; Sénégal, 400 F CFA ; Suisse, 1,80 FR ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

Le parachutage de secours au dessus de la Bosnie-Herzégovine

L'OTAN confirme son soutien sans participation à l'opération humanitaire américaine

Au cours d'une session extraordinaire du Conseil atlantique autour du nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, vendredi 26 février à Bruxelles, les membres de l'OTAN ont exprimé leur soutien de principe au projet des Etats-Unis de parachutage de vivres et de médicaments en Bosnie, sous la surveillance des AWACS de l'OTAN. Pour autant, écrit notre correspondant, Jean de la Guérinière, ils ne se sont pas engagés à associer tout de suite à l'opération, ce qu'ils ont fait le lendemain. M. Christopher a déclaré que son homologue russe s'était « montré ouvert en offrant un soutien politique pour notre parachutage humanitaire et n'avait pas exclu une éventuelle participation russe ».

En dehors de cette opération, M. Christopher a évoqué la possibilité d'un concours des Etats-Unis à

la mise en œuvre d'un plan de paix « préservant la Bosnie comme Etat », tout en exprimant l'espoir « que l'Europe, qui est la plus directement concernée, jouera un rôle majeur et redoublera ses efforts de concertation ». « Cela inclut la possibilité d'une participation militaire des Etats-Unis », a précisé M. Christopher. Avec ses capacités spéciales et sa structure de commandement, l'OTAN peut jouer un rôle clé à cet égard, en combinaison avec des contributions de pays n'appartenant pas à l'Alliance. Pour sa part, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé qu'il « serait prématuré de vouloir arrêter dès maintenant les détails de ce qui pourrait être le rôle de l'OTAN ». M. Dumas, dont c'était sans doute la dernière prestation au siège de l'OTAN, a tenu à « définir quelques principes » pour la mise en œuvre du plan Owen-Vance. L'un d'eux « est que l'action entreprise restera bien une action des Nations unies ». « Il ne s'agit pas de déléguer à un ense-

ble de pays, rassemblés ou non dans une organisation de défense (en l'occurrence, l'OTAN), le pouvoir d'agir au nom des Nations unies », a-t-il déclaré. M. Dumas a exprimé le souhait qu'une « haute personnalité, de préférence européenne », soit investie de l'autorité des Nations unies pour assurer « la responsabilité générale des opérations civiles et militaires dans la zone ».

Appréhension

et reconnaissance du HCR

D'autre part, notre correspondant à Genève, Isabelle Vinciguerra, souligne que c'est avec une évidente appréhension - crainte d'accidents et de provocations militaires, rappel des drames survenus au Kurdistan lors de la précédente opération de secours aéroportés - que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) perçoit ces parachutages américains. Mais c'est aussi avec reconnaissance qu'il les accepte, certains de ses responsables manifestant même leurs regrets que

cette initiative n'ait pas été prise plus tôt.

Le HCR a, d'ailleurs, déjà commencé à collaborer à la préparation de ces opérations. La ville, tel qu'il a été précisé à notre correspondant par M^{me} Christiane Berthiaume, porte-parole du Haut Commissariat, consiste principalement à désigner les sites où les vivres et les médicaments sont le plus nécessaires et à identifier ces besoins, afin que les secours parviennent de la manière la plus rationnelle. Des inspections sont également prévues sur la base américaine de Francfort-sur-le-Main, avant le changement des containers à bord d'avions gros porteurs C 130, afin de s'assurer qu'aucune arme ne sera parachutée. Les modalités et la fréquence des parachutages, qui pourraient débuter avant dimanche si les conditions atmosphériques le permettent, ont été étudiées, vendredi 26 février à Genève au siège du HCR, par des responsables militaires américains et les spécialistes du HCR.

Les dessins sans vie des enfants bosniaques

Suite de la première page

Les horaires ont été aménagés. Libérées de 11 heures à 14 heures, les salles sont désormais occupées par les classes bosniaques. Pour gagner du temps, les cours ont été réduits à une demi-heure. Et comme les enseignants eux-mêmes qui ont mis au point les programmes, bosniaques.

Aucun être vivant

Partout, la scolarisation est devenue une priorité. Tant bien que mal, dans les camps, des maternelles de fortune ont été installées. A Split, à

l'école, une fille solide de Kastele, y joue de mille et une astuces pour faire sortir des vieux papiers et des cartons les rêves de cent vingt bambins.

Ici, comme dans tous les camps, les dessins se ressemblent. Peu de dessins d'hommes en armes, mais une foule de maisons. Toujours la même maison, le même chemin. Des traits vifs pour simuler un incendie. De grosses taches pour marquer les impacts des obus. Les enfants bosniaques dessinent, avant tout, leur maison. Les plus optimistes y ajoutent un soleil ou des fleurs. Toujours les mêmes fleurs, de la plus petite à la plus grande, comme pour suggérer une famille.



L'hôtel Marjan, entièrement peuplé de réfugiés, c'est l'ancienne salle de restaurant qui fait office de maternelle. Un petit texte affiché au mur remercie tous les enfants du monde pour l'aide - papier, crayons, peinture, blouse - qu'ils veulent bien leur apporter. A l'hôtel Resnik, sur la côte, où 1 700 personnes ont trouvé refuge dans de petits bungalows, l'ancienne salle de télévision, sans fenêtre, accueille sur moins de 20 mètres carrés près de soixante élèves en bas âge.

On compte vingt et une chaises. Le restaurant voisin a volé en éclats en octobre 1991 sous les obus des navires de la marine fédérale. Ana,

De temps en temps, une ou deux fleurs sont coupées, fanées. Au Resnik on a vu Marjan, les éducateurs l'ont tous remarqué : les dessins des enfants du monde ne comportent aucun être vivant. Ni hommes, ni femmes, ni enfants ; pas même un chat ou un chien. « Comme si la vie avait disparu », dit un professeur de dessin. « Ils sont imprégnés de la guerre, explique Nijaza, même s'ils en parlent peu. » Sur les cahiers que tendent Dazmana et Adi, six ans, sur lesquels sont alignés de parfaites lignes d'écriture, ce sont des pommes, des oranges, des citrons qui sont dessinés. « Tout ce dont ils ont envie », insiste leur

professeur ; tandis que dans les rues de Split, vers le marché, des pères de famille hésitent entre le simple pistolet à déchet et le jouet dernier cri : le combattant qui rampe en tenue camouflée, avec mitraillette céramique.

« Il a fallu improviser »

Lois de la côte dalmate, à Karlovac (50 km au sud-ouest de Zagreb), dans le camp de transit placé sous la protection du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, une petite salle de classe a été aménagée pour les enfants qui ont retrouvé leur père sorti des camps de détention serbes en Bosnie. Un professeur a été chargé d'organiser, dans ce camp qui compte encore 2 000 réfugiés, les cours avec une poignée de bénévoles. Lui-même respecté des camps de Karlovac et de Tuzla, il a l'habitude aux enfants des rudiments d'informations sur les pays qui accueillent les familles. « Au début, se souvient M^{me} Nada Ruzic, chargée des questions d'éducation à Split, il n'y avait rien. Tout le monde en Croatie a mis du sien, surtout les enseignants, pour accueillir ces enfants. Aujourd'hui, nous n'avons plus vraiment de problèmes de locaux car nous pourrions reconstruire d'anciennes casernes, par exemple, si nous n'avions pas de pro-

blèmes d'argent, pour payer le matériel, le mobilier et les professeurs ».

Appuyés notamment par l'Institut européen pour le développement des potentialités des enfants (IEDPE), qui regroupe deux cent cinquante spécialistes européens en éducation, et soutenus par diverses associations d'aide humanitaire, les responsables croates de l'éducation proposent parfois des projets « faits en main » aux bénévoles de fond. Ainsi, dans l'agglomération de Split, à Stobreč, où campent - sous des tentes et dans des caravanes - environ 500 réfugiés dont 300 enfants, un projet d'école devrait bientôt voir le jour grâce au ministère des affaires étrangères italien : celui-ci paierait le matériel et le mobilier scolaire ainsi que des professeurs recrutés parmi les enseignants croates au chômage.

« Nous tenions de nous organiser, explique M^{me} Ruzic, sachant que nous ne pouvons tout résoudre. C'est nous avons par les réfugiés, c'est bon nombre d'entre eux, nous parlons bon de multiplier les écoles spécifiquement bosniaques. » Qu'advient-il, alors, du brassage maintenu par la première vague de scolarisation ? « N'est-il pas déjà fait ? répond M^{me} Ruzic. Ce qui compte, de toute façon, c'est que tous les enfants puissent aller à l'école. »

JEAN-MICHEL DUMAY

HONGRIE : tout en craignant une victoire des anciens communistes

Le Parlement a donné son feu vert aux premières élections intersyndicales démocratiques

Après l'adoption d'une nouvelle loi par les députés, mardi 23 février, les Hongrois éliront, au mois de mai, pour la première fois, des députés à la caisse de sécurité sociale et aux comités d'entreprise. Le syndicat néocommuniste a de fortes chances de remporter ce scrutin.

BUDAPEST

de notre correspondant

Trois ans après le changement de régime, la Hongrie assiste à un retour en force du « social ». Longtemps absent du devant de la scène, le mode du travail redresse progressivement la tête au fur et à mesure que la facture de la transition économique commence à se faire sentir. La classe politique, largement dominée par des intellectuels, au point que le pays a été surnommé la « république des professeurs », a souvent entretenu une méfiance instinctive envers les revendications sociales et les syndicats, perçus comme des vestiges de l'ordre ancien.

Mais un tournant important a été franchi mardi 23 février lorsque le Parlement a adopté une loi sur l'organisation des premières élections intersyndicales démocratiques à l'échelle nationale. Le scrutin se déroulera en deux étapes : le 21 mai, l'ensemble des huit millions d'employés hongrois seront appelés aux urnes pour élire des députés syndicaux aux caisses de la sécurité sociale et de la retraite, qui seront cooptés avec des membres nommés par les organisations patronales et les associations de retraités. Parallèlement, entre le 21

et le 28 mai, les salariés éliront, à leur tour, pour la première fois, des représentants aux comités d'entreprise.

Cette nouvelle loi, qui consacre le rôle des syndicats sociaux, est l'aboutissement de deux ans de négociations ardues entre le gouvernement conservateur et les syndicats. Mais le dialogue était tellement tendu que ce sont finalement les syndicats entre eux qui ont accouché de ce projet en septembre dernier. « C'est la première fois que le Parlement adopte un contrat civique », se félicite M. Csaba Ory, président de la Ligue démocratique des syndicats indépendants, le deuxième syndicat libre à voir le jour en Europe de l'Est après Solidarnosc.

Un test politique

Ces élections du mois de mai auront également valeur de test politique à un an des prochaines législatives en raison des affinités des trois principaux candidats. La MSOSZ (ancienne centrale unique) est l'allié déclaré du Parti socialiste (ex-communiste), la Ligue est plutôt proche de l'opposition, alors que le président des conseils ouvriers est un député du Forum démocratique, la principale formation de la coalition au pouvoir.

Un autre enjeu de la loi, adopté mardi dernier, a été de mettre un terme à la polémique entourant la division du vaste patrimoine immobilier de la Confédération des syndicats hongrois (MSOSZ), l'héritière de la centrale communiste. Contrairement à l'ex-PC, dont les biens ont été répartis, la MSOSZ est demeurée le dernier bastion de l'ancien régime à préserver ses pri-

ITALIE : les suites de l'enquête « Mains propres »

L'industriel Raul Gardini dans la tempête

ROME

de notre correspondante

Gros temps pour M. Raul Gardini, l'industriel italien, un des anciens condottieri de l'héliotriomphe, qui, en 1992, avait fait vibrer d'enthousiasme des millions de téléspectateurs à travers le monde lorsqu'il fallut gagner, avec son vétéran Moro di Venezia, la Coupe de l'America, se prépare à affronter une nouvelle tempête : après tant d'autres, M. Gardini a reçu, vendredi 26 février, un avis d'ouverture d'enquête judiciaire le concernant.

L'industriel aura à répondre d'une éventuelle violation de l'article 2628 du Code civil pour « surévaluation exagérée de certains biens et actions de sociétés », qui aurait pu léser des petits actionnaires lors de la naissance, en 1989, de l'Enimont, cette joint-venture ratée lancée par M. Gardini, alors à la tête du groupe Ferruzzi-Montedison, pour assurer un quasi-monopole dans le domaine de la chimie, par le biais d'une alliance entre les hydrocarbures d'Etat, l'ENI, et la Montedison. L'aventure a été achevée, fin 1990, par le rachat inverse : le rachat des parts de la Montedison par l'ENI. Faisant remarquer qu'il ne s'agit, cette fois, ni de « corruption, ni de concussion, ni de violation sur la loi de financement des partis », l'expert de la Montedison s'est dit « à la disposition de la justice ».

Vers

un compromis

M. Raul Gardini n'en est plus, à soixante ans, à une tempête près : celui que l'on surnomme aussi le « contadino », « le paysan », ce self-made man à caractère entier, qui, n'émul d'un diplôme d'ingénieur agricole, après avoir été le plus proche collaborateur de Serafino Ferruzzi, épouse une de ses filles et finit par prendre en main le groupe, s'est déjà trouvé dans le tourbillon en juin 1991 : la famille Ferruzzi, l'écarter alors de ses affaires, après plus de dix ans d'une direction audacieuse qui lui avait fait prendre le contrôle, entre

autres, de Baghin-Say en 1981 et de Montedison cinq ans plus tard. Avec son associé français, M. Jean-Marc Vernes, M. Gardini, largement « dédoublé » de son divorce avec Ferruzzi, a fait l'année dernière une nouvelle aventure agroalimentaire internationale, obtenant, à la tête de Gardini et associés, le contrôle de Cacan Barry, Sogavindes and Vitel et surtout Sucres et dérivés (Sucden).

Comme par un fait exprès, le jour même où l'opération « Mains propres », après Fiat et les Chemins de fer italiens - dont un des plus hauts dirigeants, M. Lorenzo Necchi, est aussi sous enquête - touchait à M. Gardini, un des industriels « phares » les plus « symboliques » du pays, le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, en visite à Pavia, dans le nord du pays, s'exprimait pour la première fois, avec force et précision, sur la crise morale traversée par le pays et illustrée de manière si dévastatrice par l'enquête milanais. Trouver une issue, explique le président, est une urgence absolue. La solution ? Une sorte de compromis, suggère-t-il, qui pénaliserait les hommes politiques ayant encaissé de l'argent pour les partis, en les obligeant à le rendre, et à renoncer à toute fonction politique. En contrepartie, leur serait évitée « la honte d'aller en prison ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-président de sa société financière Ferrini, a-t-on appris de source judiciaire. M. Garofano est recherché pour une affaire de pots-de-vin versés à la Démocratie chrétienne pour une campagne électorale en 1990, alors qu'il était à la tête de Montedison. De bonne source à Milan, on indique qu'il se serait réfugié à Paris. - (AFP)

○ Mandat d'arrêt contre M. Giuseppe Garofano, ancien président du Montedison. Le parquet de Milan a délivré, vendredi 26 février, un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, l'actuel conseiller du groupe Ferruzzi et vice-pr

AFRIQUE

MAROC

Les prisonniers politiques dénoncent la dégradation de leurs conditions de détention

RABAT

correspondance

Les détenus politiques marocains multiplient depuis quelque temps les grèves de la faim et les appels à l'opinion publique nationale et internationale pour protester contre « la détérioration de leurs conditions ».

Qu'ils aient été arrêtés pour appartenance à des organisations d'extrême gauche interdites, à la mouvance islamiste ou simplement pour des activités syndicales, tous dénoncent, dans les communiqués qu'ils ont fait parvenir à la presse, l'attitude du nouveau directeur général de l'administration pénitentiaire, M. Mohamed Ledidi.

Il s'agit d'un homme de rappeler que ce dernier président, en avril 1992, le tribunal qui jugea à Rabat le secrétaire général de la Confédération démocratique du travail, M. Noubir Anoual. Ce dernier fut alors condamné à deux ans de prison pour propos diffamatoires envers le gouvernement. A M. Ledidi, et à ses subordonnés, les prisonniers reprochent de

remettre en cause les « acquis » qu'ils avaient obtenus à la suite de « longues années de souffrance ». Ainsi, les visites sont à nouveau strictement réglementées et les contacts directs interdits. La visite des enfants n'est plus admise, les soins médicaux sont très insuffisants, et la nourriture est aussi mauvaise que les prisons sont sales. Enfin, les détenus réclament le droit de poursuivre des études.

Vendredi 26 février à Rabat, des familles de prisonniers ont déploré, au cours d'une rencontre avec la presse, cette « dégradation de la situation », et exprimé leur « crainte que les détenus ne soient victimes d'occurrences graves de santé ». Au début de février, le ministre de la justice, auquel est rattachée l'administration pénitentiaire, avait rejeté ces accusations, et affirmé que M. Ledidi était en train de « procéder à une réorganisation afin d'améliorer les conditions de vie en prison aussi bien pour la nourriture que pour l'espace ».

Il y a quelques jours, l'Organisation marocaine des droits de

l'homme (OMDH, indépendante) demandait aux autorités de libérer rapidement « pour des raisons d'ordre humanitaire », M. Abderrahim Sawah détenu à la prison Oukacha de Casablanca, et condamné, après les événements de juin 1981 à Casablanca, à quinze années de prison. Il avait alors dix-sept ans. Selon l'OMDH, il est « dans un état de santé critique, atteint de tuberculose, paralysé des membres inférieurs et présente des troubles mentaux graves ».

En juin 1990, l'OMDH estimait à trois cents le nombre de détenus politiques au Maroc. Vendredi, les familles présentes et des membres de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH, opposition de gauche) ont évoqué le chiffre de sept cent cinquante prisonniers politiques, y compris des islamistes. Les autorités marocaines rejettent, pour leur part, la distinction entre prisonniers de « droit commun » et détenus « politiques ».

MOJINA EL BANNA

ZAÏRE

Le chef d'état-major des Forces armées lance un avertissement à la classe politique

Après plus de quarante-huit heures de siège, les militaires ont finalement libéré, dans l'après-midi du vendredi 26 février, les accès du Palais du peuple, à Kinshasa, où étaient réunis les trois cents membres du Haut Conseil de la République (HCR, Parlement provisoire). Le soulèvement qui a suivi l'annonce du retrait des militaires n'a malheureusement pas duré. En fin d'après-midi, les échos d'une fusillade étaient entendus autour de la résidence du président du HCR, Mgr Laurent Mosengwo, située dans le quartier de la Gombe, dans le centre de la capitale.

Joint par téléphone, le prélat - jusque-là considéré comme une personnalité intouchable - a raconté que les troupes avaient commencé au moment où des membres du HCR venaient d'arriver chez lui. Un groupe de militaires a pris position

autour du centre interdiocésain, où réside Mgr Mosengwo, tirant « des coups de feu » et lançant « des grenades lacrymogènes ». Le calme n'est revenu qu'en début de soirée.

Au même moment, dans une déclaration télévisée, le chef d'état-major des Forces armées zaïroises (FAZ), le général Eluki Monga, a fait savoir que les FAZ « prendront leurs responsabilités » si la prochaine rencontre entre le président Mobutu et les députés du HCR, qualifiée de « conciliabule de la dernière chance », n'aboutit pas.

Cette rencontre, dont la date n'est toujours pas fixée, est censée permettre de trouver une solution à la crise politique, et, en particulier, à la crise entre le chef de l'Etat et le premier ministre de transition, M. Etienne Tshisekedi, dont M. Mobutu souhaite le départ.

En France, le gouvernement devrait donner, au début de la semaine prochaine, une « orientation définitive » à sa politique à l'égard du Zaïre, a indiqué le ministre belge des affaires étrangères, M. Willy Claes, qui s'est entretenu, vendredi à Bruxelles, avec son homologue français, M. Roland Dumas, et le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher.

A Bern, le gouvernement suisse a précisé qu'il étudiait « toutes les options » qui pourraient prendre la communauté internationale pour accroître sa pression à l'encontre du président Mobutu. Ce dernier possède une villa à Lausanne, ainsi que plusieurs comptes bancaires dans des banques belges. Le chef de l'Etat zaïrois, en « séjour préventif » en France, doit repasser son pays dans les prochains jours. (AFP, Reuters)

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR

Le professeur Albert Zafy a été proclamé président

La professeur Albert Zafy, chef de file de l'opposition, regroupée au sein du mouvement des Forces vives, a été officiellement proclamé, vendredi 26 février à Tananarive, vainqueur de l'élection présidentielle à deux tours qui l'avait opposé, le 25 novembre puis le 10 février, au chef de l'Etat sortant, l'amiral Didier Ratsiraka.

Selon les derniers résultats électoraux publiés par le ministère de l'intérieur, M. Zafy a recueilli 66,62 % des suffrages, contre 33,38 % à M. Ratsiraka. Celui-ci, ont assuré ses proches, se soumettra au « vœu démocratique du peuple ». Le nouveau président malgache devrait prêter serment, le 12 mars, devant la Haute Cour.

Un médecin au chevet de la Grande Ile

Fils de paysans de la côte est, né à Ambilobe, dans la région d'Antsiranana (ex-Diego-Suarez), M. Albert Zafy, soixante-cinq ans, marié et père de trois enfants, n'a pas le profil d'un politicien ordinaire. Cette « grosse tête » a un tempérament de bûcheur et la passion des sciences exactes. Quittant Madagascar en 1954, il fit toutes ses études à Montpellier, en France. Licencié de mathématiques et de physique, il obtint l'agrégation de médecine et se spécialisa en chirurgie thoracique. Il fut l'un des assistants du professeur Christian Cabrol, lors de la première opération à cœur ouvert réalisée en France.

Ce n'est qu'en 1971 que « Zafy », comme l'appellent aujourd'hui ses fidèles, revient définitivement au pays, ses titres de professeur en poche. Il est ministre de la santé et des affaires sociales, de 1972 à 1975, dans le gouvernement du général Gabriel Ramanantsoa, avant que M. Ratsiraka n'accede au pouvoir. Au référendum constitutionnel de décembre 1975, il fait campagne pour le « non ».

Dédaignant les querelles de chapelle, cet autodidacte de la politique attendra 1988 pour créer l'Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD), un parti

ouvert aux thèses écologistes. A l'issue de la deuxième « Concertation nationale », organisée en décembre 1990, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (CECM), M. Zafy est nommé président du Comité national des Forces vives, creuset de la contestation. Son franc-parler et son indépendance d'esprit font de ce fervent catholique, aux allures déboussolées, une des personnalités les plus populaires parmi les jeunes opposants. Nommé premier ministre du gouvernement de transition, le 16 juillet 1991, il traverse avec sang-froid les tempêtes politiques que soulève, parmi les partisans du chef de l'Etat, la mise en place de ce « gouvernement bis ».

« Notre histoire sera heureuse ! »

Trois semaines plus tard, lors de la fameuse « marche de la liberté », violemment réprimée par les forces de l'ordre, deux de ses gardes du corps, qui se sont jetés devant lui pour le protéger, sont tués sous ses yeux. Le massacre du 10 août, d'il y a brisé le rêve d'une transition rapide et pacifique, achève d'isoler le président Ratsiraka - que n'hésite pas à désavouer une partie de l'armée.

L'opposition saura en tirer avan-

tage : la création d'une Haute Autorité de l'Etat, en octobre 1991, puis la désignation d'un « gouvernement de consensus », en décembre, confirment la lente mais sûre ascension des Forces vives... et de son chef. Les obstacles et les provocations ne manquent pourtant pas : prises d'otages, attentats, tentative de putsch, agitation « fédéraliste » à Tamatave et dans d'autres villes de province, etc. Rien n'y fait.

En 1992, les électeurs malgaches, après avoir approuvé, en août, le projet de la nouvelle Constitution, intelligent, en novembre, lors du premier tour de l'élection présidentielle, un sérieux avertissement au locataire du palais d'Avanohoa. L'amiral Ratsiraka obtint laborieusement 29 % des suffrages, contre 48 % au professeur Zafy. Celui-ci, désormais sûr de sa victoire, aborde la dernière ligne droite avec un ferme sourire. « Après le 10 février, notre histoire sera heureuse », jure-t-il à la foule de ses supporters, deux jours avant le second tour. Celui que l'on a surnommé « l'homme au chapeau de paille » devra sonquer ferme pour tenir ses promesses et redresser le gouvernail d'une Grande Ile en plein naufrage économique.

CATHERINE SIMON

SOMALIE

La bataille de Kisimayo aurait fait une centaine de morts

Une centaine de Somaliens ont été tués et quatre-vingt autres blessés par balles, au cours de quatre jours d'affrontements entre factions rivales, dans la ville portuaire de Kisimayo (sud), ont annoncé, vendredi 26 février, les responsables belges de Médecins sans frontières (MSF). Il s'agit du bilan « le plus lourd depuis l'intervention des forces alliées, en décembre », a souligné MSF. La bataille de Kisimayo - où sont présents quelque neuf cents militaires belges et américains - oppose depuis plusieurs semaines les troupes du colonel Omar Jess et celles du général « Morgan ».

Par ailleurs, au Kenya, des sources proches des autorités portuaires de Mombasa ont affirmé, vendredi soir, que le cargo grec *Bana-I*, soupçonné de transporter vers la Somalie des armes en provenance de Serbie (le *Monde* du 25 février), avait rebrousse chemin et se dirigeait vers l'Europe. (AFP, Reuters)

GUINÉE-ÉQUATORIALE

Un opposant met en cause l'attitude de la France

Un dirigeant de l'opposition, M. Severo Moto, président du Parti pour le progrès de Guinée-Équatoriale (PPG), a dénoncé l'attitude de la France, vendredi 26 février, à Madrid (Espagne), l'accusant notamment de participer, avec le Maroc, à la formation d'un « escadron de la mort », au sein des forces de sécurité du président Teodoro Obiang. Selon M. Moto, le Maroc, mais aussi le Gabon et le Cameroun, serviraient de « bases de lancement » à la France, pour s'implanter en Guinée-Équatoriale.

M. Moto a cité l'exemple de la récente « annexion » par le Gabon de deux îles guinéennes, Embane et Cocoteros - dont les sous-sols, selon lui, seraient riches en pétrole. Il a également évoqué la présence de « fonctionnaires camerounais », contrôlant les douanes de plusieurs villes guinéennes. (AFP)

■ ANGOLA : les pourparlers de paix à Addis-Abeba, différés. - La deuxième session des pourparlers de paix en Angola, qui aurait dû s'ouvrir vendredi 26 février à Addis-Abeba, a été différée en l'absence de la délégation des rebelles de l'UNITA. Celle-ci a fait valoir que les combats étaient trop violents dans la région de Huambo, où se trouve son quartier général, pour qu'elle puisse songer à cesser ces discussions. Les diplomates en poste à Luanda sont dans l'ensemble plutôt pessimistes quant aux chances de réussite de ces pourparlers. (Reuters)

■ ÉTHIOPIE : seize mille prisonniers oromos ont été libérés. - Le gouvernement de transition a libéré, jeudi 26 février, quelque seize mille prisonniers, membres de la tribu des Oromos et supposés appartenir au Front de libération oromo (FLO), que l'armée gouvernementale détenait dans des camps, depuis plusieurs mois. De bonne source, on estime à cinq mille le nombre d'Oromos encore détenus. (AFP)

■ RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : M. Lakoué premier ministre. - Le président centrafricain, M. André Kolingba, a nommé vendredi 26 février, au poste de premier ministre, M. Enoch Derant Lakoué. Président du parti social-démocrate (PSD, opposition), M. Lakoué est candidat à la prochaine élection présidentielle tout comme le président sortant qui vient de le nommer. Il remplace à la tête du gouvernement M. Malendron, limogé par le président Kolingba pour avoir voulu « bloquer le processus démocratique ». (AFP)

■ SÉNÉGAL : le dépouillement des votes pour l'élection présidentielle dans l'impasse. - La Commission nationale de recensement des votes chargée de proclamer les résultats de l'élection présidentielle au Sénégal, a suspendu ses travaux sur un « constat d'échec », selon l'expression de sa présidente, M^{me} Yaz. Une divergence d'analyse des textes oppose les adversaires du président Diouf et le Parti socialiste au pouvoir. Les premiers, qui accusent le PS de fraude, estiment que la Commission doit « entretenir, modifier ou annuler » les résultats avant leur transmission au Conseil constitutionnel, tandis que les seconds considèrent que la Commission, n'étant pas une juridiction, doit se contenter de transmettre au CC les résultats avec « ses remarques sur les points de désaccord ». (Reuters, AFP)

ASIE

CAMBODGE : déçu par l'impuissance de l'ONU

Le responsable civil de l'APRONUC le Français Gérard Porcell va abandonner ses fonctions

Le chef de l'administration civile de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), le Français Gérard Porcell, a annoncé qu'il quittera ses fonctions à partir du 1^{er} avril prochain, avant l'expiration du mandat de l'ONU, pour marquer sa déception devant l'impuissance de l'organisation internationale, a déclaré, vendredi 26 février, un responsable militaire à Phnom-Penh. Chargé de prendre le contrôle de l'administration cambodgienne pendant la période de transition - et en particulier des cinq ministères-clés du régime de Phnom-Penh prévus par les accords de Paris, - M. Porcell a estimé, selon un de ses collègues, que l'APRONUC n'avait pas été assez ferme avec les Khmers rouges et n'avait pas tenu bon face au gouvernement de M. Hun Sen.

Un certain nombre de responsables de l'APRONUC éprouvent la même frustration devant la mollesse de leur organisation. Rares sont ceux qui l'expriment ouvertement, comme l'avait fait, par exemple, l'an dernier, le général

français Michel Loridon, ancien numéro deux de la composante militaire de l'APRONUC ; ce dernier considérait que l'APRONUC devait faire preuve de fermeté et non pas reculer face aux violations des accords par les Khmers rouges.

Ancien président de section au tribunal administratif de Paris, énarque, M. Porcell avait pris très au sérieux sa mission au Cambodge. Plus important responsable francophone dans une APRONUC largement dominée par les anglophones - en dépit du rôle traditionnel de la langue française au Cambodge, - il s'était trouvé confronté à la fois à l'intransigence des Khmers rouges, à celle des ex-communistes de Phnom-Penh, prêts à tout pour remporter des élections qui paraissent plus favorables aux partisans du prince Sihanouk, et à la faiblesse persistante du chef de l'APRONUC, le Japonais Yasushi Akashi. M. Porcell paraît en avoir tiré les conséquences.

P. de B.

INDE : les conflits entre hindous et musulmans

Un complexe éducatif en panne à Bombay

« Victime » principalement du parti hindouiste fascisant Shiv Sena, largement responsable des massacres de musulmans, au janvier dernier à Bombay (le *Monde* du 25 février), un complexe éducatif en construction depuis six ans par une fondation chite dans la banlieue de la métropole indienne risque de ne jamais voir le jour.

Selon la Fondation Al-Khot - du nom du grand ayatollah Aboul Hassem Al Khot, le plus haute autorité chite, décédé en août dernier en Irak, - les extrémistes hindous, principalement le Shiv Sena et le BJP (le Parti du peuple), ont leur campagne sur des questions architecturales, ont réussi à obtenir l'arrêt des travaux depuis le 20 janvier. Ils veulent faire démolir la domo central du complexe, parce qu'il est conçu à l'image du Taj Mahal, et ont souligné auprès des autorités locales des problèmes d'infraction aux plans architecturaux initiaux. Le tribunal qui devait se prononcer sur cette affaire a

déjà reporté son verdict à trois reprises.

D'une valeur de 30 millions de dollars, le complexe, qui s'étend sur 60 000 mètres carrés à Dahisar, à 20 kilomètres à l'est de Bombay, est destiné à accueillir quelque 3 000 élèves et étudiants, une petite partie des bâtiments seulement devant ériger des cours de théologie. Il inclut également un orphelinat et un hôpital. Selon la Fondation, il n'était pas uniquement destiné à la communauté chite (estimée de source chite, entre 20 et 25 millions de personnes), ni aux seuls musulmans.

Société de bienfaisance basée à Londres, la Fondation, dont le chef sera le successeur de l'ayatollah Al-Khot, une fois qu'il aura été désigné par les écoles et les chefs religieux chites, travaille en association avec la Centre international de recherche technique, qui collabore avec l'UNESCO.

M. Na.

TAIWAN : affaiblissant la position des conservateurs

Le remaniement du gouvernement consolide l'autorité du président Lee Teng-hui

Le comité central du Parti nationaliste (Kuomintang, KMT) a approuvé, vendredi 26 février, l'important remaniement ministériel décidé par le nouveau premier ministre de Taïwan, M. Lien Chan. Six des principaux portefeuilles changent de titulaire. Seuls demeurent de l'ancienne équipe conservatrice du général Hsu Pei-sun les ministres de l'intérieur (M. Wu Po-hsiung) et des affaires étrangères (M. Frederick Chien). Des présidents d'université sont nommés à la défense et aux transports et communications tandis que le secrétaire général adjoint du KMT, M. Hsu Li-teh, devient vice-premier ministre.

Ce remaniement, décidé par le premier chef du gouvernement de Taïwan qui ne soit pas originaire du continent chinois, marque à la fois un renouveau du cabinet, un entrain des technocrates, et un renforcement de la présence de Taïwanais de souche proches du président Lee Teng-hui. Par ailleurs, M. James Soong, secrétaire général du KMT, a été nommé gouverneur de l'île, en remplacement de M. Lien Chan.

Voici la liste des principaux ministres : finances, M. Lin Chen-kuo, qui dirigeait les finances de la province de Taïwan ; éducation, M. Kuo Wei-tan, président du Conseil de planification et de développement éducatif ; économie, M. P. K. Chiang,

vice-ministre sortant ; justice, M. Ma Ying-jeou, vice-président du Conseil des affaires du continent, architecte de la stratégie de relations avec Pékin et ancien dirigeant du KMT ; défense, M. Sun Chen, président de l'Université nationale de Taïwan ; transports et communications, M. Liu Chao-shuan, président de l'Université Tsing Hua. Ancien ministre de l'économie, M. Vincent Siew prend la tête du Conseil de planification et de développement économique.

Enfin, M. John Chang, vice-ministre des affaires étrangères et qui passe pour être le fils naturel de l'ancien président Chiang Ching-kuo, est nommé président de la Commission des affaires des Chinois d'outre-mer.

■ CHINE : encore deux étudiants dissidents en prison. - Le ministre chinois de la justice a confirmé, vendredi 26 février, que deux dissidents figurant sur la liste des dirigeants du « printemps de Pékin » en 1989 étaient toujours derrière les barreaux, alors que Pékin avait affirmé récemment que tous les étudiants avaient été libérés. MM. Liu Gang, trente et un ans, et Zhai Weimin, vingt-quatre ans, - respectivement troisième et sixième sur la liste des vingt et un dirigeants étudiants les plus recherchés après les manifestations pour la démocratie de 1989 - sont toujours en prison, a reconnu un responsable du ministère. (Reuters)

هكمان الناصر

SPECIA

avec Le

France

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ

Quatre tués dont trois touristes dans un attentat au centre du Caire

LE CAIRE
de notre correspondant

Trois touristes et un Égyptien ont été tués et dix-huit autres personnes ont été blessées, dont six étrangers, vendredi 26 février, par l'explosion d'une bombe à retardement de forte puissance, dans un café de la place Tahrir, au centre du Caire.

La déflagration a eu lieu à 20 h 45 à la porte du café Wadi el Nil (La Vallée du Nil); les trois touristes tués sont un Suédois, un Turc et un Américain, et parmi les blessés - dont trois sont dans un état grave - se trouvent deux Américains, une Canadienne, un Suédois et un Somalien. Le café a été complètement détruit par la déflagration.

C'est sur la place Tahrir, la plus grande de la capitale, que se trouvent le musée du Caire, l'hôtel Nile Hilton, le siège de la Ligue arabe, le ministère des affaires étrangères et l'université américaine. Les touristes y étaient d'autant plus nombreux au moment de l'explosion

que celle-ci a eu lieu à nos heures de pointe, après l'iftar, le repas de rupture du jeûne du Ramadan.

Samedi matin, l'attentat n'avait pas encore été revendiqué; mais il est probable qu'il s'inscrit dans la série d'agressions perpétrées, depuis l'été, par les extrémistes musulmans contre les touristes. Ces attentats - quatorze selon les sources officielles - ont fait un mort et une douzaine de blessés parmi les touristes. Le gouvernement a réagi par une vaste campagne d'arrestations dans les milieux extrémistes musulmans.

L'attentat de vendredi semble démontrer que si les islamistes sont affaiblis, ils ne sont pas pour autant neutralisés. La faible reprise qui s'amorçait dans l'industrie du tourisme - laquelle accuse une baisse de fréquentation de 40 % - en souffrira sans doute. Or le tourisme fait vivre une dizaine de millions d'Égyptiens; il avait rapporté, l'année dernière, près de 3 milliards de dollars à l'Égypte.

ALEXANDRE BUCCIANTI

DIPLOMATIE

Le calendrier diplomatique de M. Clinton

M. Mitterrand en visite officielle aux États-Unis le 9 mars

A l'invitation du président Bill Clinton, M. François Mitterrand se rendra en visite officielle à Washington le 9 mars prochain. Le chef de l'État fera l'aller-retour dans la journée. Le président français précédera de quelques jours le chancelier allemand Helmut Kohl, qui sera aux États-Unis les 25 et 26 mars. M. Clinton a, quant à lui, été invité par M. Mitterrand à venir en France l'année prochaine, à l'occasion du cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.

Outre MM. Mitterrand et Kohl, le président américain - qui a déjà reçu, cette semaine, M. Major - rencontrera le premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, et le Père Aristide, qui vit aux États-Unis depuis le coup d'État militaire de 1991 qui lui a fait perdre le pouvoir en Haïti. Le séjour du président égyptien, M. Hosni Moubarak, est prévu le 6 avril, deux jours après la tenue du premier sommet américano-russe depuis l'administration au pouvoir. D'autres entretiens diplomatiques

auront également lieu avec le premier ministre irlandais, M. Albert Reynolds, et le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner.

La Maison Blanche n'a pas encore confirmé la venue à Washington, en avril, du premier ministre japonais, pourtant annoncée par l'agence de presse japonaise Jiji, mais elle a précisé que d'autres visites officielles seront annoncées « dans les prochaines semaines ».

Le chancelier Kohl au Japon. - Le chancelier allemand Helmut Kohl est arrivé, vendredi 26 février, en visite officielle au Japon, quatrième étape de sa tournée dans cinq pays d'Asie. Lors de son séjour de quatre jours, il devait rencontrer le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, et demander à Tokyo d'aider économiquement la Russie sans attendre le règlement de leur conflit sur les îles Kouriles. Le chancelier Kohl s'est déjà rendu en Inde, à Singapour et en Indonésie, et doit clore son voyage par la Corée du Sud. (Reuters)

AMÉRIQUES

L'explosion de New-York

Suite de la première page

Selon le dernier bilan, l'explosion, qui serait due à une bombe d'une centaine de kilos, et l'incendie qui s'est suivi ont fait cinq morts et environ 300 blessés.

Les premiers secours sont arrivés en quelques minutes, et leur efficacité a permis de limiter le nombre des victimes. Au total, plus de 400 pompiers, la moitié des effectifs des casernes de New-York, ainsi que des policiers, des hélicoptères et des bateaux-pompes ont été mobilisés pour porter secours aux blessés et évacuer les 50 000 personnes travaillant dans chacune des deux tours.

Il a fallu attendre près de dix heures avant que soient dégagés les derniers employés bloqués dans les ascenseurs ou retrouvés à demi asphyxiés dans les bureaux. Dans l'après-midi, les autorités ont craint un moment une autre catastrophe après une alerte à la bombe dans un autre gratte-ciel new-yorkais, le célèbre Empire State Building, mais les milliers d'occupants de cet édifice, évacués en toute hâte, ont pu regagner ultérieurement leurs bureaux après cette fausse alerte.

Il faudra sans doute plusieurs jours avant que les enquêteurs puissent déterminer les conditions et les raisons exactes de l'explosion.

Mais, en fin de soirée, s'appuyant sur les premières indications des autorités, M. Mario Cuomo, le gouverneur de l'État de New-York, affirmait à la télévision qu'une bombe placée dans le parking était bien à l'origine de la déflagration.

« Jusqu'à présent, nous étions invulnérables, aucun groupe étranger n'avait commis un acte de cette nature », a souligné M. Cuomo en faisant allusion au fait que la ville de New-York n'avait jusqu'alors connu aucun attentat terroriste, même au plus fort de la guerre du Golfe. D'après les enquêteurs, l'engin aurait pu être placé à l'intérieur d'une voiture garée en deuxième sous-sol, un emplacement accessible aux particuliers mais réservé pour l'essentiel aux véhicules des services secrets.

C'est notamment là qu'est garée la voiture du président des États-Unis lorsque celui-ci effectue une visite à la Ville de New-York ou au Palais des Nations unies. Interrogée ultérieurement à Washington sur cette coïncidence, M^{me} Dee Dee Myers, attachée de presse à la Maison Blanche, a refusé d'établir un lien entre le lieu choisi par les poseurs de la bombe et la présence de ces véhicules officiels.

SERGE MARTI

Océanie

LOIN DES CAPITALES

Les précieuses fleurs de Tasmanie

ULVERSTONE

de notre envoyée spéciale

Bien des Australiens parlent de la Tasmanie avec une pointe de dédain, considérant ce petit État comme un peu « retardé ». Pour d'autres, la vie y conserve un charme suranné. « C'est un peu comme si on retournait cinquante ans en arrière », commente le journaliste Philip Knightley.

Grande comme la République d'Irlande, cette île ne représente pas même 1 % du territoire australien. En raison de son isolement et de sa faible population (450 000 habitants), elle n'a pas connu le même développement que les autres États. « Même aujourd'hui on nous exhibe, dit une ressource, il est fréquent qu'on ne figure pas sur la carte du pays, comme en 1983 lors de la célébration du bicentenaire. »

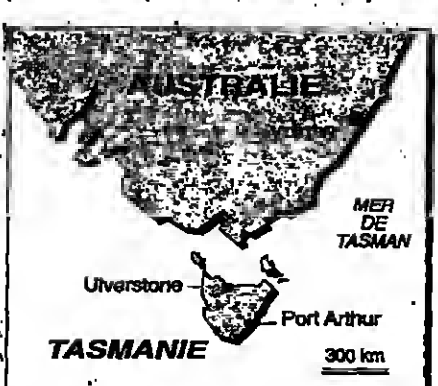
Rien d'étonnant donc ni, à propos de la Tasmanie, on n'évoque en général que deux épisodes du passé : le souvenir de Port-Arthur, le bagne le plus névrosé établi par les Britanniques en 1830; et la bataille contre la construction du barrage sur la rivière Franklin, qui a abouti à la défaite des conservateurs aux élections fédérales de 1983, quelques mois après que les écologistes aient obtenu que le site soit inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO. On y trouve en effet les dernières forêts vierges en zone tempérée avec des arbres uniques, âgés de deux mille ans, les pins d'Huon, du nom du navigateur français Huon de Kermadec.

Mais cette Tasmanie qui fait si peu parler d'elle est aussi, depuis trois ans, le premier producteur de morphine à usage légal : 80 tonnes en 1992, soit 40 % de la production mondiale. C'est précisément parce qu'elle est faiblement peuplée, et en quelque sorte coupée du monde, que l'île a obtenu en 1972 du gouvernement fédéral l'exclusivité de la culture du pavot. En dehors de la floraison qui, pendant quelques jours, colore la campagne de taches mauves ou blanches, le voyageur non averti pourrait ne rien remarquer si ce n'est de grandes pancartes interdisant l'accès aux enclos : « Keep out - Area prohibited ». Mais gare au curieux qui penserait une main entre les barreaux pour cueillir une fleur : il risque 3 000 dollars d'amende et la prison s'il n'est d'un récidiviste.

« La surveillance est d'abord effectuée par les sept cent cinquante cultivateurs », explique M. Wayne Smith, président de l'Association des cultivateurs de pavot, dont la propriété se situe à quelques kilomètres d'Ulverstone, dans le Nord-Ouest, région la

plus féconde en pavover somnifère. « Chacun de nous dispose d'une liste de numéros spéciaux lui permettant de contacter la police immédiatement. Les voisins nous renseignent aussi. Aucun étranger ne passe inaperçu. »

Les cultivateurs doivent avoir un casier judiciaire vierge avant d'être agréés par le ministère de la Santé, après recommandation du Poppy Advisory and Control Board (PACB), chargé de la réglementation de la production - puis ils sont recrutés par les



deux compagnies qui contrôlent toute la récolte en Tasmanie : la britannique Glaxo et la tasmannienne Alcoloid Pty Ltd, filiale de Johnson & Johnson, le géant pharmaceutique américain.

Patrouilles dans les champs

« L'ensemencement se fait sous surveillance et la récolte est effectuée mécaniquement par des employés des deux compagnies », explique M. Brian Hartnett, directeur des ventes de Tasmanian Alcoloids. Nous négocions annuellement avec chaque cultivateur le nombre de graines qui lui seront livrées. Celui-ci doit compter ses pavots. Les champs sont régulièrement patrouillés par la police, les agents du PACB et des deux compagnies, et les fleurs recomptées que quelques « vites » semblent manquer. « On a beau avoir un système de sécurité aussi sophistiqué que celui d'une banque, il y a toujours des voleurs », commente M. Smith. Mais les diverses autorités affirment que les pertes sont infimes.

C'est justement parce que la Tasmanie contrôle rigoureusement sa production que les cultivateurs s'insurgent contre la décision

prise en 1981 par les États-Unis de privilégier l'Inde et la Turquie en leur réservant l'accès de 80 % de leur marché, pour tenter d'encourager le commerce légitime, florissant dans ces deux pays (1). « Cette règle ne fait qu'encourager la culture des pavots en Inde et, par là même, favoriser le trafic de l'opium. Un paysan indien peut obtenir dix fois plus sur le marché noir que ce que lui versent les compagnies », affirme M. Smith, qui s'est rendu à Washington pour faire pression sur le Congrès. Les compagnies indiennes estiment le futur rendement de chaque champ en fonction de la surface, explique-t-on au PACB, mais lorsque la récolte est supérieure aux prévisions il est facile au paysan d'en détourner une partie.

« Nous ne savons pas encore quelle sera la position de la nouvelle administration américaine, indique M. Allan Smith, président du PACB. Mais les démocrates que nous avons rencontrés nous ont donné leur appui et nous avons l'intention de continuer à faire pression pour que la règle des 80 % soit changée. » On comprend l'enjeu lorsque l'on sait qu'une tonne de pavot rapporte 1 500 dollars, dix fois plus qu'une tonne de blé.

Mais la surface cultivée - 8 000 hectares - n'est pas extensible à souhait. Chaque année, les pays signataires de la convention sur les narcotiques participent à Vienne à la réunion de l'International Narcotic Control Board. La tâche essentielle de cette organisation est de faire correspondre l'offre à la demande des compagnies pharmaceutiques et d'inciter les pays producteurs à ne pas dépasser les limites qui leur sont conseillées. Les gouvernements transmettent celles-ci à leurs compagnies. C'est ainsi que Glaxo et Tasmanian Alcoloids définissent chaque année la surface qui sera cultivée. « Nous n'avons pas du surplus », indique M. Hartnett.

« Mais il faut être réalistes. Même si la règle des 80 % était abolie, les compagnies pharmaceutiques continueraient à acheter à des pays qui produisent à bas prix », estime M. Allan Smith. La vertu est bien mal récompensée et, même si l'on respecte la légalité coûte cher, au moins est-on fier du résultat.

SYLVIE LEFAGE

(1) Depuis deux ans, la Turquie a mécanisé sa culture grâce à l'aide américaine, et le commerce illégal a disparu. Mais elle continue à bénéficier de cet accord pour des raisons politiques, notamment à cause de son appui pendant la guerre du Golfe, estime-t-on ici.

Vision d'apocalypse au World Trade Center

« J'ai senti la secousse, c'était comme un tremblement de terre. Je suis vraiment heureux d'être toujours en vie », a confié, en état de choc, Carlesse Lee Price, qui donnait un cours de comptabilité au vingt-quatrième étage de la tour, au moment de l'explosion. « Tout de suite après la déflagration, une épaisse fumée noire s'est répandue dans les étages », a expliqué Mark Sedensky, un ingénieur travaillant pour les autorités portuaires de New-York, évacué par les pompiers du dix-neuvième étage. Robert Ashley attendait son train quand il fut à demi enseveli sous les débris tombant du plafond et des murs de la gare. « Je ne sais vraiment pas comment j'ai fait pour m'en sortir », a-t-il dit aux sauveteurs qui l'ont sorti des décombres sur un brancard.

Trois heures après l'explosion, des centaines de personnes étaient toujours bloquées dans les étages, trop effrayés pour se lancer dans les escaliers. Les ascenseurs ne fonctionnaient plus et l'épaisse fumée continuait d'envahir la

tour. « C'était une vision d'apocalypse. Les rues étaient jonchées de personnes intoxiquées auxquelles les secouristes faisaient inhaler de l'oxygène », a raconté Jacqueline Sullivan, qui rentrait de déjeuner et se disposait à retourner travailler dans l'une des deux tours du World Trade Center, deux gratte-ciel culminant à 410 mètres, les deuxième et troisième plus hauts immeubles du monde après le tour Sears de Chicago (Illinois), haute de 443 mètres.

Fleuron de l'architecture new-yorkaise, le World Trade Center a été construit en 1972, pour 37 millions de dollars, d'après un projet de l'architecte japonais Minoru Yamasaki. Les Twins (jumelles), comme les New-Yorkais appellent affectueusement les deux tours, ont chacune 110 étages et 21 800 fenêtres qui ne s'ouvrent pas pour d'évidentes raisons de sécurité. Elles abritent plus de cinq cents sociétés et organismes ainsi que les douanes des États de New-York et du New-Jersey. (AFP, APJ)

o Selon un rapport du Congrès des États-Unis la menace des armes chimiques est imminente. - Le monde entier est sous la menace chimique et bactériologique. Les pays du tiers-monde disposent désormais de ces armes autrefois réservées aux deux grandes puissances, selon un rapport du Congrès américain, rendu public jeudi 25 février. Les auteurs de ce rapport s'interrogent également sur la menace potentielle que fait planer l'arsenal de l'ex-Union soviétique (signataire en janvier 1993 du traité prohibant l'arme chimique) et sur la capacité des nouvelles autorités à procéder à leur destruction selon le calendrier prévu. (Reuters)

o CANADA : M^{me} Kim Campbell favorise pour succéder à M. Brian Mulroney, selon un sondage. - Le ministre de la Défense, M^{me} Kim Campbell, part favorite pour succéder au premier ministre Brian Mulroney, si l'on en croit un sondage

Gallup, réalisé auprès de 1 153 personnes et publié vendredi 26 février par le Toronto Star. (Reuters)

o NICARAGUA : le chef de l'armée dénonce un plan visant à déstabiliser le gouvernement. - Le chef des forces armées nicaraguayennes a dénoncé, lundi 22 février, devant une commission du Congrès, l'existence d'un plan de l'opposition de droite visant à déstabiliser le gouvernement. Le général Humberto Ortega a accusé M^{me} Alfredo Cesar, ancien président de l'Assemblée nationale, et Virgilio Godoy, officiellement vice-président du Nicaragua mais en fait privé de tout pouvoir, d'être responsables de ce plan. Le général Ortega a également accusé M^{me} Cesar et Godoy d'être aidés dans leurs menées antigouvernementales par le sénateur américain ultra-conservateur Jesse Helms. (AFP, UPI)

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec **Laurent Fabius**

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

LUNDI 1^{er} MARS
8h / 9h

POLITIQUE

L'intervention du président de la République sur RFO

« La France sans l'outre-mer c'est moins que la France »

déclare M. François Mitterrand

M. François Mitterrand a déclaré, vendredi 26 février, de 20 h 30 à 22 heures, en direct, par l'intermédiaire des différentes stations de RFO, avec les électeurs des départements et territoires d'outre-mer. Le président de la République a particulièrement insisté sur le bilan de la politique de décentralisation conduite par les socialistes depuis 1981 et sur les progrès accomplis dans le sens de l'égalité sociale entre les habitants de l'outre-mer et ceux de la métropole.

« L'égalité sociale, c'est la bataille principale qu'en qualité de président de la République française j'ai engagée depuis bientôt douze ans », a souligné M. Mitterrand. « Nous avons fait des progrès considérables, même si je n'ignore rien de tout ce qui reste à faire et qui est immense. (...) Nous ne sommes qu'au milieu de la route et il faut continuer. J'espère que les responsables français continueront sur cette voie au cours des mois prochains ».

Au passage, le président de la République a indiqué que les crédits pour le développement de la lutte contre les bidonvilles avaient « quadruplé » et que les moyens financiers pour le développement de l'habitat social étaient « doubles ».

Nouvelle-Calédonie :

« Tout est contractuel »

Interrogé sur les effets pervers du RMI, considérés par certains comme un encouragement au chômage, M. Mitterrand a répondu : « Il faudrait quand même s'en rendre compte. Le RMI, chez nous, est déjà 20 % moins important qu'en métropole (...). Est-ce que le RMI est inutile ? Me demandez-vous sa suppression ? Cela permet quand même d'assurer le minimum pour se nourrir, pour se vêtir, pour se loger, à des familles d'exclus. J'estime que c'est une des grandes réformes réalisées depuis ces douze dernières années. Moi, je suis absolument pour le maintien du RMI. Si le SMIC se trouvait trop proche du RMI et si l'augmentation du SMIC nuisait au développement économique, faudrait-il établir une règle qu'il ne peut pas y avoir de

progrès social sans progrès économique ? Je ne suis pas de ceux qui croient à cette fatalité ».

Invité par un Calédonien à dire si les accords de Matignon, signés en juin 1988, doivent être « respectés à la lettre » ou s'ils doivent « évoluer vers un processus consensuel à long terme », le chef de l'Etat a répondu : « Les accords de Matignon ont été une grande réussite puisqu'ils ont fait succéder la paix civile à une sorte de guérilla, le cas échéant mortelle. L'état d'esprit des populations a changé, on s'entend, on discute, on fraternise là où naguère, il n'y a pas si longtemps, on s'entrevoit. Donc, c'est une grande réussite. (...) Ces accords de Matignon ont fixé les délais pour un référendum sur le statut de l'indépendance ou pas de la Nouvelle-Calédonie. Tout est contractuel. Si les différentes parties en cause, qui sont aujourd'hui élues à la tête des trois provinces (...), souhaitent plus de flexibilité dans la décision, moi je serais tout à fait disposé à recevoir leurs avis. Si telle n'est pas la situation, si de part et d'autre on souhaite que les accords de Matignon soient appliqués strictement, alors c'est un devoir puisqu'on s'y est engagé. Alors je me retourne, moi, vers vos élus (...), qui représentent des populations d'origines différentes : sont-ils prêts à assouplir les accords de Matignon d'un commun accord et de bonne volonté ? Alors là, le problème peut être examiné. Ne le veulent-ils pas, la route est déjà fixée, il faudra respecter les accords engagés ».

Sur l'avenir des liens entre le territoire et la France, M. Mitterrand a ajouté : « (...) Je suis convaincu à nos compatriotes et amis de Nouvelle-Calédonie d'adopter une attitude plus sage, de ne pas déchirer une communauté qui vient de démontrer depuis quatre à cinq ans qu'elle peut vivre très bien ensemble. Si vous me demandez mon avis (...) je vous le réplique : je suis un patriote français et je tiens beaucoup à ce que nous maintenions nos liens avec la Nouvelle-Calédonie ».

Corruption : « Il faut que la justice frappe ! »

M. Mitterrand a évoqué « la grande bataille de la décentralisation » à propos d'une question sur l'endettement de la plupart des collectivités locales, qui contribue à la baisse des activités économiques :

« Le rôle de l'Etat, a-t-il dit, n'est pas de se substituer aux collectivités locales. (...) L'Etat ne va pas les laisser tomber mais il ne peut pas constamment boucher les trous parce que la contribution du gouvernement est déjà importante. (...) Il faut que cette réforme réussisse ; elle est la seule façon de maintenir des liens très forts entre la métropole et les départements d'outre-mer. Une de ses interlocutrices ayant parlé de « corruption », le chef de l'Etat a réagi en déclarant : « S'il y a corruption, il faut que la justice frappe ».

A propos des conclusions du comité consultatif, présidé par M. Georges Vedel, qui ouvre notamment la voie à l'institution d'une assemblée unique dans chaque DOM, le président de la République a déclaré : « Le projet de réforme ou de révision constitutionnelle qui est actuellement soumis au gouvernement et qui sera dans quarante-huit heures, si ce n'est déjà fait, au Conseil d'Etat, fera l'objet d'une discussion au conseil des ministres. Je pense, le 10 mars, ce qui permettra de saisir le Sénat tout aussitôt. C'est donc une révision très actuelle comportant l'institution possible, si c'est adopté ainsi, de l'assemblée unique, car il nous a semblé que, dans ces territoires qui ne sont pas vastes, où la population est variable, naturellement - 300 000, 400 000, 500 000, - avoir une superposition d'un conseil général et d'un conseil régional pourrait justifier la création d'une assemblée unique ».

M. Mitterrand a poursuivi : « L'assemblée unique n'a pas pour mission de décrier l'indépendance, elle n'en a pas la compétence. C'est simplement une réforme institutionnelle qui simplifiera le maniement des choses, qui réduira les circuits et qui sera donc plus efficace dans l'intérêt économique et social des départements en question. En plus, je ne sais pas si ce projet sera retenu. Simplement, je l'ai proposé bien qu'il ait été écarté dans un passé récent. Est-ce que cela conduira à l'indépendance, ou une autonomie plus large qui conduira à l'indépendance ? C'est un autre sujet. L'assemblée unique, à mon

avis, ne favorisera pas cette démarche ».

En conclusion, M. Mitterrand s'est adressé aux populations des DOM-TOM en affirmant notamment : « Je suis très respectueux du désir des peuples, qui ont le droit de se gérer eux-mêmes, mais nos intérêts, nos origines, nos cultures sont tellement imbriqués, désarmés, que nous formons une communauté. Une communauté si symbolique, si prometteuse - à condition de respecter tous les modes de culture et d'identité de chaque département et de chaque territoire - si passionnante... Je souhaite de toutes mes forces qu'elle soit préservée, maintenue, qu'elle dure. (...) C'est la France modifiée dans son sein par la présence de centaines de milliers d'habitants d'outre-mer qui lui apportent quelque chose de plus. Donc, la France, sans cela, sans l'outre-mer, c'est moins que la France. (...) »

« Nous sommes une seule communauté »

« Je crois que l'outre-mer a besoin de la France, a poursuivi le chef de l'Etat ; je crois que la France a tout autant besoin de l'outre-mer. Ce qui nous unit est fort. Il y a aussi de graves manquements, il faudrait que nous fassions toujours plus pour servir mieux l'égalité, la production, le travail, la joie de vivre... Si vous êtes convaincus que nous le voulons, que ce que nous avons fait depuis quelques années va toujours dans ce sens, si vous comprenez qu'il faille des étapes, parce que cela représente une charge énorme et que nous n'avons pas toujours le moyen, eh bien ! je suis sûr que vous en conclurez que la France a besoin de vous et que vous avez besoin de la France. Nous sommes une seule communauté ».

M. Jacques Laffeur (RPR) : « totalement scé... ». M. Jacques Laffeur, député RPR et président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste), s'est déclaré, samedi 27 février, « totalement scé » par le souhait exprimé par M. Mitterrand de voir maintenir les liens existant entre la France et la Nouvelle-Calédonie.

Aggiornamento

par Frédéric Babin et Alain Rollot

C'ÉTAIT la première fois, vendredi soir 26 février, qu'un président de la République dialoguait à la télévision, en direct, avec les habitants des quatre départements (Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion), des trois territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis-et-Futuna) et des deux collectivités territoriales (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon) d'outre-mer. L'exercice était difficile, l'entreprise, périlleuse. Comment échapper à un inventaire à la Prévert ?

M. François Mitterrand n'y a pas coupé. Il a plusieurs fois été obligé d'égayer des banalités, faute de pouvoir répondre avec précision aux inévitables questions sur le pêche à la mouche, la guerre de la banane, les canoës de l'éducation nationale à Mayotte, etc. Il a même frôlé une certaine légèreté quand il a démontré qu'on pouvait conduire les affaires de la République depuis douze ans sans savoir qu'on appelle « Miquelonnais » les habitants de Miquelon et « Futuniens » ceux de Futuna... Il a ainsi pris le risque d'apparaître très éloigné des soucis quotidiens de ceux dont il s'est dit « honoré » d'être l'allocuteur.

La président de la République s'est montré plus convaincant, en revanche, dans la défense de son bien outre-mer. Qu'il s'agisse de la mise en œuvre de la décentralisation ou de la recherche de l'égalité sociale entre les anciennes colonies et la métropole, il ne manquait pas d'arguments. Il les a soutenus avec ardeur en montrant que, dans son esprit, ces acquis constituent la meilleure garantie de l'arrimage des DOM-TOM à la République.

Quel contraste avec le militant socialiste qui devait assumer, en 1972, l'inscription de la question de l'outre-mer au chapitre de la politique étrangère du « programme commun de gouvernement » de la gauche ! Quelle rupture avec l'élu de 1981 qui s'était exposé, par ses ambiguïtés, au procès un « largage » insinué par le droite !

Affranchi des pressions, séparées qui semblaient alors hypothéquer l'avenir de l'outre-mer français, M. Mitterrand exprime aujourd'hui sans fard ses convictions intimes : les DOM-TOM font partie intégrante de l'identité de la France. Privée de l'outre-mer, la France serait émolée que la France ». Il se proclame

« patriote français » et ne parle plus de décolonisation.

Cela est même vrai pour la Nouvelle-Calédonie. Si « les différences parties en cause » en étaient d'accord, il n'aurait aucune objection à une solution contractuelle qui pourrait faire l'économie du référendum d'autodétermination prévu en 1998 au cas où cette échéance menacerait de « déchirer » à nouveau la territoire. Loin du volontarisme affirmé ces dernières années, il s'en remet à la volonté consensuelle manifestée par les représentants des communautés locales depuis la « grande réussite » des accords de Matignon.

Cela est vrai aussi pour la Polynésie française, en crise économique et sociale aggravée depuis la suspension des essais nucléaires sur le site d'expérimentation de Mururoa. M. Mitterrand balise d'un revers de la main la revendication indépendantiste, « jusqu'à nouvel ordre très minoritaire ». « Je n'ai pas de raison, moi, dit-il, de rechercher une indépendance que la population ne souhaite pas ».

M. Mitterrand a donc enterré les querelles théologiques sur l'outre-mer. Il a procédé à son aggiornamento. Détail révélateur : il n'a, à aucun moment, cherché à polémiquer avec l'opposition.

Sa vision des DOM-TOM n'en comporte pas moins plusieurs conflits potentiels avec la future majorité. La RPR a déjà répété qu'il continuera de s'opposer à l'institution - qualifiée de « chimère » - d'une assemblée unique dans chacun des départements d'outre-mer. Si le projet de révision de la Constitution, qui doit être présenté le 10 mars au conseil des ministres, inclut cette suggestion du comité consultatif, l'affrontement entre l'Elysée et le mouvement charbonnier sera difficile à éviter. De même, les réserves du RPR sur la gestion de l'égalité sociale autorisent à douter que M. Mitterrand « voie » son vœu exaucé lorsqu'il espère qu'au bout de 28 ans « les responsables français » continueront sur sa voie.

Si ses réserves sont réelles, la seconde célébration d'anniversaire malgré tout moins tumultueuse que la première sur cet imprévisible terrain de l'outre-mer et la confrontation entre M. Mitterrand et M. Chirac avait connu son paroxysme.

LIVRES POLITIQUES

PROFESSION PRÉSIDENTIELLE
par Jacques Aulne
Plon, 382 p., 125 F.

PETIT MANUEL DE CAMPAGNE ÉLECTORALE
par Quintus Cicéron,
traduit par J.-Y. Boriard
Arléa, 93 p., 85 F.

LE MANUEL POLITICO-POLITIEN
par Guy Baret, J.-C. Latès
220 p., 110 F.

Le politique, nous en sommes tous convaincus, n'est pas un travail d'amateur. D'où la tentation de le tenir comme une profession, caractérisée par ses lois, ses techniques, ses instruments et son efficacité et de l'examiner sous ce seul jour. Tous ceux qui entrent dans la carrière n'y réussissent pas pareillement, tandis que d'autres s'y maintiennent avec une capacité de rebondir qui ne cesse pas d'étonner : le métier semble leur coller à la peau et ils en connaissent tous les tours et détours. Cela suppose, au minimum, un apprentissage, une formation, des conseils, la maîtrise d'un savoir et d'une pratique, toutes choses susceptibles d'être enseignées et apprises.

C'est par ce biais, plus particulièrement par celui du dévoilement des techniques de communication (dans les deux sens, vers le public et en provenance de lui), que Jacques Aulne s'intéresse à une espèce rare de la corporation politique, celle des candidats potentiels à l'élection présidentielle. L'auteur est un réalisateur connu de télévision, passionné qui lui a permis de voir, au plus près et sous toutes ses facettes, le politico-spectacle. Son ouvrage, Profession présidentielle, découle de ce long regard sur les acteurs du

Un métier, une carrière

petit monde politico-médiatique, qui a nourri une réflexion sur les moyens et méthodes mis en œuvre pour gagner le faveur de l'opinion.

Jacques Aulne décrit les changements intervenus dans le paysage politico-médiatique et les modes de fonctionnement du système. Pour en avoir connu les coulisses et fréquenté les acteurs, l'auteur est en mesure de livrer une multitude de témoignages, de faits, d'observations, de confidences et d'anecdotes qui servent sa démonstration. Car il théorise la politico-spectacle pour en tirer les lois qui le commandent. « Celle-ci, écrit-il, est née en 1982 et s'est développée grâce à la professionnalisation de la politique, due à l'introduction des sondages, au développement du système issu de la télévision et à l'introduction du marketing et de la publicité dans la course présidentielle, imposé par le retour de l'opinion. Elle se décline en trois temps : l'instinct politique, dominé par les sondages, le moment médiatique, dominé par la télévision et le cycle électoral, dominé par la présidentielle ».

A partir de là, les présidentielles doivent se distinguer, chacun à sa façon, mais en veillant à ne commettre aucune erreur à chaque phase du processus et en tenant compte du climat et de la mode. Il y a eu, par exemple, le vase clos de la politique idéologique, jusqu'au début de la République, puis l'avènement du règne de l'image, avec Valéry Giscard d'Estaing, et, maintenant, l'empire de la démocratie consumériste ; ou tire de la mode, l'auteur

cite celle du « parler rare », introduite par Michel Rocard, le comble du raffinement dans l'univers de la communication. Muni de ce viatique, les candidats à l'élection présidentielle disposeraient, sinon d'une recette garantissant la victoire (il n'y en a pas), du moins de règles simples pour éviter les catastrophes. Jacques Aulne ajoute : « L'idéal, naturellement, est d'être en adéquation avec son temps, son époque, ses électeurs et de proposer la politique qu'ils méritent. Giscard en 1974 et Mitterrand en 1981 ont réussi ce cocktail. Ceux qui ne se satisfont pas de ces conseils pourront méditer cet autre avis sur la prochaine élection : « Ni droite ni gauche, ni libéralisme ni socialisme semble être le cri de l'opinion publique. Alors on peut conclure que les Français désirent l'alternance, un changement d'hommes et de politique mais sans risques. Le changement dans une continuité politique qui s'autorise de larges réformes. Une sorte de « droite de gauche ». Ce qui apparaît clairement dans les programmes, les idées et les images que proposent les présidentielles ».

Nul doute, et cet ouvrage le prouve s'il en était besoin, que le monde politico-médiatique a ses contraintes, sinon ses règles. Jacques Aulne en fait le tour et les décrypte avec agilité. Nul doute aussi que cet univers est plus à la double logique de l'élection présidentielle au suffrage universel et du développement de la communication. Il n'empêche que, pour une grande part, le système

qui associe aussi intimement le politique et les médias se crée un mode de fonctionnement qui lui est propre, sans doute plus sous l'effet de la pression médiatique que sous celui de l'urgence politique. Faut-il prendre cette réalité autarcique, subjective et narcissique pour toute la réalité ? Il peut arriver à la politico-spectacle ce qui se produit dans d'autres champs de la communication interactive, où le succès médiatique parvient parfois à l'imposer autrement, en dehors, en dépit ou à l'encontre des circuits balisés qui ont, ou pensent avoir, la compétence et le pouvoir d'en décider. La limite de la politico-spectacle apparaît brusquement lorsque la politique s'échappe de ce carcan pour vivre discrètement sa vie ailleurs en refusant de se laisser récupérer. On n'en est peut-être pas loin.

Le métier politique est, aussi, l'un des plus vieux du monde, comme en témoigne le Petit manuel de campagne électorale que Quintus Cicéron s'adressait, sous forme de lettre, à son frère Marcus Tullius, candidat du consulat de Rome en 64. Jean-Yves Boriard a traduit ce bréviaire de l'offensive opportuniste en cette période électorale. Guy Baret propose, de son côté, le Manuel politico-politien, ouvrage à vocation pédagogique. C'est fait le plus sérieusement du monde avec des questions de cours, des tests de connaissances, des exercices pratiques, des exemples pris dans l'actualité. Faut-il déplorer la partialité de l'auteur, qui s'est délibérément placé sous l'égide du Parti d'an

rire ? Non, on se contentera d'un sourire, puisque l'occasion nous en est si mélancoliquement donnée.

Répondant à huit de ses colistiers

Le maire de Nice « entend poursuivre sa mission »

NICE

de notre correspondant régional

Le maire de Nice, M. Honoré Bailet, sénateur (apparenté RPR) des Alpes-Maritimes, ne donnera pas sa démission. Tout au moins, pas dans l'immédiat. Dans un communiqué diffusé vendredi 27 février, son cabinet indique que « le sénateur-maire tient à préciser que le drame familial qui vient de le frapper (l'annulation du beau-fils de M. Bailet dans une affaire de meurtre) et dont nul n'est à l'abri, ne doit pas générer un problème politique pour la ville de Nice ».

« Il considère que, dans cette campagne électorale, (...) il n'est pas opportun de prendre quelque décision que ce soit, dont les conséquences seraient, en tout état de cause, préjudiciables pour la sérénité de la ville, ajoute le communiqué. Fort du soutien de la grande majorité des élus (...), M. le sénateur-maire entend poursuivre sa mission et préparer le conseil municipal du 29 mars, au cours duquel sera voté le budget de la ville ».

M. Bailet répond ainsi à la déclaration publiée la veille (le 26 février) par huit élus de la municipalité, dont trois adjoints, se déclarant « prêts à se démettre de leur mandat. Son communiqué est rédigé dans des termes évasifs, qui laissent entier le problème de son maintien dans ses fonctions après les élections législatives.

G. P.

Déposée par un conseiller municipal

La plainte contre le maire (RPR) de La Grande-Motte est jugée irrecevable

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Montpellier a jugé irrecevable, jeudi 25 février, la plainte contre X... déposée par un conseiller municipal de La Grande-Motte, M. René Eymard, élu sur la liste du maire, pour infraction, trafic d'influence et corruption, contre la gestion de la commune dirigée par M. René Couvetin, député (RPR) de l'Hérault (Le Monde du 24 décembre 1992).

Consulté lorsque la gestion d'une ville est mise en cause, le tribunal a considéré que la plainte visait plus la gestion de la SADH (société d'économie mixte chargée, notamment, de l'aménagement de La Grande-Motte) que la commune elle-même, et que la demande de plaignant « ne repose pas sur des motifs suffisamment établis pour que l'action qu'il engage présente des chances sérieuses de succès ».

Cette décision ne met pas forcément un point final au contentieux. M. Eymard n'ayant pas, pour l'instant, renoncé à reformuler sa plainte. Elle vient à point nommé, cependant, conforter le maire de La Grande-Motte, en campagne électorale nationale. Son rival au sein du RPR, M. Jean-Pierre Grand, maire de Castelnaudary, qui, après le dépôt de la plainte, avait envisagé de se présenter face à lui, vient d'y renoncer au nom de la discipline de parti.

J. M.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

محاضرات الفصل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Sudre reconduit son alliance avec le PC réunionnais

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant

M. Camille Sudre, président du conseil régional et président de la radio-télévision Free-DOM, sera candidat aux élections législatives dans la cinquième circonscription de la Réunion contre le député centriste sortant, M. Jean-Paul Virapoulle.

Après avoir longtemps hésité entre la première circonscription (Saint-Denis) et la cinquième (Est), M. Sudre a finalement choisi d'affronter M. Virapoulle « pour la beauté du combat ». Il accuse le député d'avoir donné son accord pour la saisie des émetteurs de Télé Free-DOM en février 1991 - opération qui avait plongé le quartier du Chaudron, à Saint-Denis, dans plusieurs jours de graves émeutes - et, surtout, d'être un adversaire acharné de la politique mise en œuvre au conseil régional, depuis mars 1992, par un « directoire » composé de MM. Camille Sudre, Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais, et Pierre Lagour-

gné, sénateur (Union centriste), ancien président de la région.

Le duel entre le président du conseil régional et M. Jean-Paul Virapoulle s'annonce particulièrement serré. M. Sudre aura pour suppléant M. Claude Hoarau, maire de Saint-Louis, considéré comme le numéro trois du PC réunionnais, mais est étiqueté n'est pas du goût de nombreux militants communistes. Ceux-ci ont manifesté, ces derniers jours, leur hostilité à une candidature commune Free-DOM-PCR, préférant une primaire entre M. Sudre et M. Hoarau. Les communistes de la région est de l'île ne comprennent pas, en effet, que M. Sudre vienne tirer profit d'un travail de longue haleine mené sur le terrain par M. Claude Hoarau. Ce dernier s'était déjà « sacrifié », en 1986, toujours face à M. Virapoulle, en faveur de M. Laurent Vergès (ancien député, décédé en 1988), fils du secrétaire général du PCR.

AUX DIJON

Les juges Bruguière et Jean-Pierre sont réprimandés par la chancellerie pour avoir participé à des réunions électorales

La chancellerie a indiqué, vendredi 26 février, que deux magistrats, les juges Bruguière et Jean-Pierre, « qui avaient, en leur qualité, pris part à des démonstrations de nature politique, ont été informés qu'ils étaient l'objet d'une sanction du Conseil supérieur de la magistrature (...) au cas où ils continueraient à ne pas respecter leur devoir de réserve ». M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, est chargé de dossiers terroristes. M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction du tribunal de Nanterre, est notamment en charge d'enquêtes sur le financement occulte du PS, s'était récemment intéressé au prêt privé accordé par Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy.

Le juge Jean-Pierre avait soutenu, le 19 février à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), le candidat UDF-UDF, M. Olivier Darrason. Le juge Bruguière s'était déplacé à Limoges (Haute-Vienne) pour soutenir son collègue, M. Alain Marsaud, ex-magistrat spécialisé dans les dossiers terroristes, aujourd'hui en disponibilité, qui se présente aux élections sous l'étiquette du RPR.

Convoqués par les présidents de leurs tribunaux respectifs, MM. Bruguière et Jean-Pierre ont été avertis du contenu d'une circulaire sur le devoir de réserve récemment envoyée par la chancellerie dans les juridictions. Signé du directeur des services judiciaires, ce texte rappelle que les magistrats peuvent se présenter aux élections, pourvu que ce ne soit pas dans leur juridiction, en évitant leur hiérarchie et en obtenant une autorisation spéciale d'absence ou une disponibilité pour convenance personnelle. Les autres magistrats ne peuvent participer à des manifestations de nature politique, « il importe que chacun, par son attitude, se montre soucieux de ne pas faire douter de la neutralité de la magistrature, condition nécessaire de la confiance des citoyens en la justice », indique la circulaire.

MM. Jean-Louis Debré (RPR) et Roger-Gérard Schwartzberg (MRG) sont condamnés pour « affichage sauvage »

Le tribunal d'Evreux a condamné, jeudi 25 février, M. Jean-Louis Debré, député (RPR) sortant de la première circonscription de l'Eure et candidat aux élections législatives, à retirer les affiches électorales apposées par son mouvement hors des emplacements autorisés en application de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis et des campagnes qui interdit tout affichage dans les trois mois précédant le scrutin. M. Debré était assigné par M. Daniel Guérin, candidat (MRG) défendu par M. Jean-Louis Debré, avocat inscrit au barreau d'Evreux, à verser 5 000 francs à son adversaire UDF. M. Jean-Marie Poirier, qui l'avait assigné en justice pour affichage sauvage. Cette somme ne constitue pas une amende, mais est destinée à indemniser le plaignant de ses frais d'huissier et d'avocat, en application de l'article 700 du nouveau code de procédure pénale. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, M. Schwartzberg ayant fait recouvrer les affiches incriminées avant le jugement.

Le même jour, la première chambre civile du tribunal de grande instance de Créteil a condamné M. Roger-Gérard Schwartzberg, député sortant (MRG) et candidat dans la troisième circonscription du Val-de-Marne, à verser 5 000 francs à son adversaire UDF, M. Jean-Marie Poirier, qui l'avait assigné en justice pour affichage sauvage. Cette somme ne constitue pas une amende, mais est destinée à indemniser le plaignant de ses frais d'huissier et d'avocat, en application de l'article 700 du nouveau code de procédure pénale. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, M. Schwartzberg ayant fait recouvrer les affiches incriminées avant le jugement.

RECTIFICATIF. - Dans la carte accompagnant la présentation des élections législatives dans la région Rhône-Alpes (le Monde du 27 février), les noms des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie ont été malencontreusement inversés. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Selon le RPR

La professionnalisation des armées prendrait au moins cinq ans

La professionnalisation des armées françaises, pour « des raisons à la fois militaires, financières et sociales », prendra « au moins cinq ans », estime le RPR dans le dernier numéro de son hebdomadaire la Lettre de la Nation Magazine. Favorable à cette transformation vers une armée de métier, le RPR « entend procéder avec beaucoup de prudence », précise le député général du RPR à la défense, M. François Fillon, député de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

« La marine est déjà professionnalisée et l'armée de l'air l'est assez largement. Il s'agit donc de faire évoluer l'armée de terre, à échéance de cinq ans vers un effectif de 185 000 hommes composé de professionnels bien équipés », affirme le RPR. Le gouvernement n'a prévu de faire passer cette armée de terre de 280 000 à 225 000 hommes d'ici à 1997 et il vient de répéter (le Monde du

26 février) qu'il entendait maintenir la conscription, c'est-à-dire le service militaire proprement dit et des formes civiles de service national.

Soulignant que l'universalité n'est plus respectée au sein de la conscription - « le système est devenu inégalitaire et il est ressenti comme injuste » -, le RPR « propose de réduire progressivement la durée du service militaire jusqu'à trois mois ». Il envisage « de nouvelles formes de service national : coopération et aide au développement dans le tiers-monde et en Europe de l'Est, actions en faveur de la protection de l'environnement et du patrimoine, renforcement de la sécurité au sein de la police, de la gendarmerie ou dans une garde nationale » à créer. A l'image de ce qui existe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, un système de réserves, composé d'anciens professionnels et de volontaires, médecins et spécialistes, compléterait le dispositif, selon le RPR.

Les budgets régionaux

Nord-Pas-de-Calais : M^{me} Blandin (Verts) l'emporte grâce à la division de la droite et du centre

Le budget de la région Nord-Pas-de-Calais, présenté par sa présidente, M^{me} Marie-Christine Blandin (Verts), a été adopté en seconde lecture, vendredi 26 février, par quarante voix (PS, Verts, Génération Ecologie) contre dix-sept (Front national et chasseraux), avec vingt-neuf abstentions (PCF, groupe Borloo et non-inscrits). Les vingt-sept élus du groupe UDF, divisés devant les conséquences d'un nouveau blocage du fonctionnement de l'institution régionale, avaient décidé de quitter la séance.

M^{me} Blandin avait elle-même lancé un appel contre le blocage du conseil régional qu'elle préside, en soulignant que, dans plusieurs autres régions, ses amis avaient favorisé le jeu des majorités relatives issues du scrutin du 22 mars 1992. Au même moment, le maire de Reubain, deuxième ville du Nord, M. André Diligent (CDS), invitait ses collègues de l'UPF « à voter, sans nouveau délai, le budget régional » (le Monde du 24 février).

M^{me} Voynet, MM. Waechter et Lalonde sur place

Au siège des Verts, enfin, M^{me} Dominique Voynet, porte-parole nationale, proposait de venir apporter son soutien à ses amis du Nord-Pas-de-Calais, en compagnie de MM. Antoine Waechter et Brice Lalonde. A l'heure dite, les trois principaux responsables de la mouvance écologiste ont donc expliqué, vendredi, au siège de la Communauté urbaine de Lille, dans une salle contiguë à celle qui abritait les travaux du conseil régional, que « les Français attendent des pratiques politiques nouvelles ». « La proportionnelle permet d'ouvrir le débat et de renouveler la démocratie », a affirmé M. Waechter. Très réservé, depuis le début, sur l'alignement « rose, rouge, vert » amorcé dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Lalonde, qui avait rencontré auparavant M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, l'un des cofondateurs de Génération Ecologie, a jugé qu'il n'était pas correct de voir les partis faire partout ailleurs la cour au « petit chaperon vert » et freiner, dans la seule région où les écologistes sont aux commandes, « une présidente qui fait son boulot ». « J'ai donné les coups de téléphone que j'ai cru devoir donner », a précisé l'ancien ministre. « Ce n'est pas du charisme, mais ce sera aux électeurs de dire s'ils comprennent le blocage de la région », a ajouté M^{me} Voynet.

La présence, très médiatique, du trio écologiste ne pouvait mieux tomber. Depuis le début de la matinée, chacun savait, en effet, que le groupe UDF tenait en réserve plusieurs prétextes pour quitter la séance et faciliter, ainsi, le vote du budget. Le premier concernait les malversations commises au sein de l'Office régional pour la culture et l'éducation permanente (ORCEP), au sujet desquelles les noms de plusieurs responsables socialistes de la région ont été avancés (le Monde du 20 février). Mais grâce à un habile amendement des Verts, la motion préalable, présentée par l'UPF pour réclamer, dans cette affaire, « une nouvelle saisine de la chambre régionale des comptes », a été adoptée par l'ensemble de l'assemblée, à l'exception des élus socialistes qui, quelque peu gênés, n'ont pas pris part au vote. Pour éviter tout incident, les responsables nationaux des Verts et de Génération Ecologie se sont abstenus, ensuite, de pénétrer dans les tribunes du public.

Au début de l'après-midi, le président du groupe UDF, M. Jacques Legendre (RPR), a donc dû se résoudre à invoquer « la pression inacceptable » exercée par des « dirigeants nationaux » sur les élus de sa région, dont certains, a-t-il affirmé, ont été « menacés de représailles ». « Nous-mêmes, nous n'avons pas à connaître les budgets votés en Rhône-Alpes », a-t-il précisé (1), avant de demander le report du vote du budget au 30 mars prochain, dans l'espoir évident qu'à cette date, le maintien annoncé des candidats écologistes, au second tour des élections législatives, ait pu causer quelques dégâts dans la majorité relative Verts-PS. Devant le refus de la présidente de modifier l'ordre du jour, les vingt-sept élus de l'UPF ont quitté la salle.

Plusieurs d'entre eux, notamment les centristes, avaient constaté qu'après l'acceptation, en pre-

mière lecture, de neuf des dix amendements présentés par l'UPF, ils ne sauraient s'opposer au projet de budget présenté par M^{me} Blandin. D'ailleurs, par la pression médiatique exercée par les écologistes ou les appels lancés par des dirigeants de l'opposition soucieux de la division qui a pesé sur l'attitude de la droite. Si celle-ci avait voulu véritablement obtenir le report du vote au lendemain des législatives, il aurait suffi à ses élus d'être absents, au début de la séance, lors de la vérification du quorum.

Après son entrevue avec M. Lalonde, M. Borloo est parvenu, de son côté, à décider ses amis à changer leur vote négatif de la première lecture en une simple abstention, en invoquant les changements intervenus dans le projet de budget (dans une proportion, en volume de crédits, de moins de 1 %). Après avoir dénoncé publiquement la « surenchère médiatique » et la « manipulation postélectorale » des écologistes, le président du groupe communiste, M. Yvan Renard, est venu confier en aparté à M^{me} Blandin que, sans l'abstention des quinze élus du PC, la droite n'aurait jamais accepté de laisser passer son budget. Et comme s'il était dit que tout le monde devait trouver des raisons de se satisfaire du dénouement de cette longue partie de bras de fer, M. Carl Lang, porte-parole du Front national, a lui-même estimé qu'après « la capitulation en vert campagne de l'UPF », il n'y a qu'une seule opposition : l'opposition nationale.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Les conseils régionaux de ces régions sont présidés, respectivement, par MM. Michel Garmat (RPR), Gérard Loeget et Charles Millon (UDF-RPR), dont les budgets ont été adoptés grâce au soutien ou à la neutralité bienveillante des élus écologistes.

Haute-Normandie : M. Rufenacht (RPR) obtient l'appui de Génération Ecologie

ROUEN

Le conseil régional de Haute-Normandie a adopté, vendredi 26 février, son budget pour 1993, par vingt-cinq voix contre dix-neuf, avec trois abstentions. M. Antoine Rufenacht (RPR), président du conseil régional, qui dispose d'une majorité relative de dix-neuf sièges, a obtenu en outre l'appui de trois élus Génération Ecologie, d'un Vert, d'un écologiste non inscrit et du représentant des chasseurs. En revanche, trois autres conseillers Verts ont préféré s'abstenir. Le PS (quatorze élus) et le PCF (cinq élus) ont voté « contre » ; le Front national (huit élus) a refusé de prendre part au vote.

En décembre dernier, lors d'un premier examen, le budget avait été rejeté par le vote négatif des groupes PS et Front national, le PCF et les écologistes, dans leur ensemble, ayant choisi l'abstention. Finalement, le budget primitif de la Haute-Normandie pour 1993 s'élève à 2,180 milliards de francs, contre 2,191 milliards de francs en 1992. Le budget primitif initial s'élevait à 2,170 milliards de francs. Entre le premier et le second examens, les autorisations de programme sont passées de 1,278 milliard de francs à 1,322 milliard de francs.

Pour parvenir à faire adopter son budget, M. Rufenacht avait longuement négocié, depuis le début de l'année, avec les écologistes, qui ont obtenu des « propositions nouvelles » en matière d'environnement et de transport ferroviaire et des actions de solidarité tant en crédits de paiement (+10 millions de francs) qu'en autorisations de programme (+44 millions de francs).

Le second examen du budget a été marqué par l'absence du Front national, qui, dès le début de la séance, quitté la salle en accusant le président de la région de « compromission afin d'omadouer l'extrême gauche écologiste ». La gauche, notamment le PCF, a immédiatement répliqué en soupçonnant M. Rufenacht « de collusion de fait » avec l'extrême droite ; débarrassé de cette opposition-là, le groupe UDF n'avait plus besoin de négocier le soutien de la gauche, ni de discuter ses amendements, ont expliqué les porte-parole du PS et du PCF.

ETIENNE BANZET

« Le Monde » et WTN (World Television News) présentent

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 1992

en cassette vidéo

Tous les faits marquants de l'année 1992, résumés et expliqués en une heure.

Des images-choc du monde entier, accompagnées de brèves analyses, vous font revivre l'émotion des grands événements et vous donnent une vision complète et ordonnée de l'année que nous venons de vivre.

« Le Journal de l'année » vous emmène de Maastricht à Sarajevo, d'Alger à Mogadiscio, de Washington à Caracas, de Berlin à Soweto. Il vous raconte aussi les grandes et les petites affaires qui ont secoué la France.

Un document qui allie la rigueur éditoriale aux images les plus spectaculaires.

Une production UMK-Images.

BON DE COMMANDE

Une cassette d'une heure : 99 F TTC + 31 F de port.

Total de la commande :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Je règle la somme de : à l'ordre de ADDRESS/LEMONDE par chèque bancaire ou postal.

Envoyez ce bon rempli avec votre règlement à : ADDRESS/LEMONDE, BP 390, 75869 Paris Cedex 18

SOCIÉTÉ

Un ensemble de mesures annoncées par M. Bernard Kouchner

Toutes les personnes contaminées par le virus du sida seront prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale

Au cours d'une conférence de presse, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a annoncé, vendredi 26 février, que le gouvernement avait décidé d'*offrir la possibilité d'une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale à toute personne séropositive pour le VIH*. Il a rendu publique de nombreuses mesures destinées à améliorer la sécurité transfusionnelle.

En décidant de prendre en charge à 100 % la totalité des personnes séropositives contaminées par le virus du sida, le gouvernement a donc décidé de suivre les recommandations du rapport Dormont dont nous avons révisé le contenu il y a quelques jours (*le Monde* du 24 février). Il a du même coup renoncé à ne prendre en charge à 100 % que les personnes

séropositives dont le taux de lymphocytes T4 est inférieur à 500 par mm³, comme cela avait été envisagé dans un premier temps à la suite d'un arbitrage interministériel.

M. Kouchner en a profité pour annoncer une série de mesures destinées à renforcer la prévention et la prise en charge des personnes contaminées par le virus du sida et de l'hépatite C. Ces mesures concernent six chapitres :

1. La sécurité transfusionnelle.

Un décret, publié fin mars, fixera les obligations suivantes : informer le patient de tout acte transfusionnel ; conserver dans le dossier trace de tout acte transfusionnel ; obligation pour les établissements de transfusion de tenir un registre incluant l'identification du receveur du produit sanguin qu'ils ont délivré. Ainsi, il ne sera plus possible, comme cela arrivait fréquemment par le passé, d'être transfusé à son insu au cours d'une intervention chirurgicale et, du

même coup, d'ignorer un risque éventuel de contamination.

En outre, de manière à améliorer la sélection des donneurs, les établissements de transfusion sanguine recevront dans quelques semaines une liste de questions type qui devront obligatoirement être posées à chaque donneur, par un médecin, avant tout don. Le choix des lieux de collecte sera revu avec soin. Outre les collectes en prison, dont l'interdiction a été rappelée par un arrêté du 10 février 1993, les lieux de collecte ne permettant pas un entretien de qualité suffisante entre le médecin et le donneur seront abandonnés « sans délai ».

Conformément aux avis de l'Agence nationale de recherche sur le sida, de la Commission consultative de transfusion sanguine et du groupe de rétrovirologie de la Société nationale de transfusion sanguine, le gouvernement a enfin décidé de ne pas mettre en place de dépistage de l'antigène P24 dans les dons de sang

comme cela avait été envisagé un moment (*le Monde* du 3 février).

2. La définition du sida.

Le ministère de la santé a décidé de modifier la définition du sida. A la différence du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, qui a inclus des critères biologiques (nombre de lymphocytes CD4 inférieur à 200, y compris en l'absence de toute pathologie) dans sa nouvelle définition, les autorités sanitaires françaises ont simplement décidé de rajouter à l'ancienne définition trois nouvelles infections opportunistes (la tuberculose pulmonaire, les pneumonies récurrentes et le cancer invasif du col).

Rappelant que les associations de lutte contre le sida sont très partagées sur l'opportunité de définir le sida à partir de critères biologiques, M. Kouchner a expliqué que « le choix des États-Unis de retenir un critère biologique se fonde notamment sur des considérations liées au mode de prise en charge des patients infectés par le virus du sida et qui ne sont pas transposables en France ». En outre, M. Kouchner estime qu'en retenant un critère biologique, on aurait « faussé le suivi épidémiologique ».

3. L'hépatite C.

De la même manière qu'il avait décidé de procéder à la recherche des personnes transfusées susceptibles d'avoir été contaminées à leur insu par le virus du sida (*le Monde* du 16 décembre 1992), le ministère de la santé a décidé d'agir ainsi pour les transfusés éventuellement contaminés par le virus de l'hépatite C. En conséquence, un dépistage couplé VIH-VHC sera proposé aux personnes ayant été transfusées.

D'autre part, la Sécurité sociale prendra en charge les techniques d'auto-transfusion pré et per-opératoire. Le test de dépistage du virus de l'hépatite C sera mis à disposition dans les centres de dépistage anonymes et gratuits. Ce même test de dépistage du VHC sera pris en charge à 100 % en ville.

4. Immunoglobulines et hépatite C.

M. Kouchner a indiqué que l'attention du ministère avait été attirée récemment sur des possibles varia-

tions du procédé de fabrication (type Cohn Oncley) des immunoglobulines. A la suite d'une inspection réalisée en décembre 1992 dans six centres de fractionnement, il est apparu que seuls deux d'entre eux - Paris et Lille - remplissent les conditions requises. Et ce alors qu'aucune immunoglobuline produite par cette méthode n'a jamais pu être incriminée dans la transmission du VHC.

Néanmoins, en attendant que les centres de Lyon, Montpellier, Nancy, Strasbourg et Bordeaux se conforment aux nouvelles règles de la fabrication pharmaceutique, le ministère (le Recombinant) est autorisé « à distribuer et à rappeler les stocks d'immunoglobulines de ces centres ». Seule la distribution des immunoglobulines spécifiques concernant la rage, le téanus, l'hépatite B et les immunoglobulines anti-D ne sera pas suspendue.

5. Le facteur VIII antihépatite B.

Dans le cadre des mesures transitoires de la loi du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicaments, il a été décidé que le facteur VIII antihépatite B Monoclonal F, fabriqué par la firme Armour, pour- rait, dès à présent, être distribué par les établissements de transfusion san-

guine. Au terme de cette période transitoire, ce produit pourra obtenir une autorisation de mise sur le marché s'il est préparé à partir de « sang éthique » (obtenu à partir de donneurs bénévoles) ou « si la commission d'experts compétente estime qu'il justifie l'octroi d'une autorisation dérogatoire ».

En ce qui concerne le facteur VIII recombinant, l'autorisation de mise sur le marché ne pourra être délivrée que dans les prochaines semaines, après avis de la commission européenne compétente. Dans l'attente de cet avis, l'importation de ce produit (le Recombinant) est autorisée « à titre temporaire » en France en vue de sa prescription. Il est en ce de même pour l'Hémophilie M.

6. Le dépistage.

Chaque médecin recevra dans les prochains jours une lettre de M. Kouchner l'informant des nouvelles obligations concernant le dépistage prénatal et prénatal du VIH et des recommandations concernant le dépistage du VHC. Les chirurgiens-dentistes seront, pour leur part, également informés des règles d'hygiène à observer pour éviter tout risque de transmission de l'un ou l'autre de ces deux virus.

FRANCK NOUCHI

Une manière de prendre date

par Franck Nouchi

NON content d'annoncer une spectaculaire série de mesures, destinées en particulier à améliorer la sécurité transfusionnelle et la prise en charge des personnes contaminées par le virus du sida et de l'hépatite C, M. Bernard Kouchner a, d'évidence, voulu prendre date. Estimant que l'on juge une société par l'organisation de son système de santé publique, il rappelle qu'un tel enjeu est, plus que jamais, fondamental.

Il s'adresse tout à la fois aux professionnels de la santé, aux pouvoirs publics et aux médias. « De la tension du secret à la recherche du spectaculaire, des risques de l'incertitude à la précaution inutile, tous les comportements sont possibles », affirme M. Kouchner. Mais, pour lui, la gravité des problèmes de santé publique impose le maintien, en per-

manence, d'un difficile équilibre entre l'efficacité et la rapidité, l'information et la responsabilité. Rappelant quel a été son souci de « transparence » et de « responsabilité », il invite son successeur à préserver l'héritage et faire de la France « une démocratie adulte en matière de santé publique ».

L'avenir dira si le passage de M. Kouchner à la Santé aura eu pour seul effet, moyennant quelques mesures spectaculaires, de sensibiliser l'opinion publique aux grands thèmes de santé publique, ou si, comme il le proclame, ce passage a créé un mouvement irréversible à la faveur d'importantes mesures structurelles (création du Réseau national de santé publique, de l'Agence du médicament et de l'Agence française du sang).

Le gouvernement devrait avoir l'occasion, dès les prochains jours, de mettre en harmonie ses intentions et ses actes avec la publication des décrets de la loi Evénement de la fin de l'année 1992. Saura-t-il passer outre aux propos de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture, qui avait déclaré qu'il refusait de signer les décrets d'application de la loi Evénement, considérant que « ce sont des problèmes de vétérinaires sans gain évident pour la santé publique » (*le Monde* du 18 février) ?

Estimant qu'il y avait un lien de démagogie et d'outrance dans les déclarations de [son] ami Jean-Pierre Soisson, M. Kouchner a ajouté que, de toute façon, de tels propos ne changeraient rien à l'affaire. Et il a pris à témoin M. Bérenguy, qui, le 18 février, s'est engagé à rendre publics ces fameux décrets « dès la semaine prochaine ».

Malgré les recommandations des experts

Le « poolage » des sérums avant dépistage a continué au CNTS jusqu'en 1989

Une enquête demandée par le ministère de la santé et de l'action humanitaire montre que, contrairement aux recommandations formulées dès 1987 par un groupe d'experts, plusieurs établissements de transfusion ont, jusqu'à ces dernières années, mélangé des sérums (« poolage ») provenant des dons de sang avant de procéder au dépistage de l'infection par le sida. Le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) a eu recours à une telle pratique jusqu'à la fin de 1989. Une actualisation des règles applicables par les CTS est à l'étude, a annoncé, le 26 février, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Le diagnostic des traces de l'infection par le virus du sida se fait par la recherche dans le sang de la présence des anticorps dirigés contre ce virus. Ce dépistage impose une recherche individuelle, le diagnostic étant fait échantillon sanguin par échantillon. Pourtant, des laboratoires ou des centres de transfusion ont, pour des raisons d'économie, pratiqué durant des années la technique du « poolage » des échantillons. Une étude du Laboratoire national de la santé (*le Monde* du 23 février) vient de conclure que de tels procédés sont préjudiciables aux intérêts de la santé publique dans la mesure où ils augmentent le risque de ne pas diagnostiquer comme séropositifs des personnes réellement contaminées.

La question de la fiabilité du dépistage dans les mélanges s'est posée dès la mise au point des tests. Le 13 juin 1985, le groupe « sida et transfusion » (sous-groupe « marqueurs viraux ») de la Société nationale de transfusion sanguine (SNTS) indiquait : « Si un dépistage individuel (...) paraît indispensable, ce dépistage a semblé utile à pratiquer

sur les pools de plasma pour tenter de rattraper d'éventuelles erreurs lors du dépistage individuel. » Il s'agissait donc d'étudier les possibilités techniques d'établir un second maillage.

Des arguments pouvaient alors plaider en faveur d'un tel procédé, puisqu'il était nécessaire, pour l'utilisation de ces tests de première génération, de diluer les réactifs. Une publication française fut entièrement consacrée à ce sujet en 1986 (1). Après différentes études, le groupe de spécialistes de la SNTS se prononçait, le 18 décembre 1986, à l'unanimité, « contre la pratique du dépistage par pools », pour des raisons de sécurité. Il était néanmoins décidé de poursuivre une analyse scientifique en adressant des échantillons « coquins » (à piéger) à quatre CTS.

« A l'économie »

Le 24 mars 1987, le groupe confirmait qu'il était « unanime pour ne pas recommander la pratique du dépistage des anticorps anti-HIV sur pools ». Le compte-rendu précisait que, après une « ultime vérification de la sensibilité », « une note sur les conclusions du groupe » serait transmise à la commission consultative de transfusion sanguine. Rien ne permet d'affirmer que cette note a bien été transmise.

« A mon sens, nous a déclaré le professeur Jean Ducos (CTS de Toulouse), alors président de la commission consultative, il n'y avait pas à interdire une pratique qui, de toute manière, n'était pas autorisée. Depuis toujours, en matière de dépistage sanguin, les tests doivent être réalisés sur chaque don individuellement. Envisager d'avoir recours au poolage pour des raisons évidentes de rentabilité n'était, dans le meilleur des cas, qu'une inépuisable. En fait, la question initiale qui était posée concernait le tiers-monde. Les pays démunis pouvaient-ils trouver dans le poolage des sérums une forme relativement efficace de dépistage à l'économie ? Cette hypothèse de travail s'est révélée une grave erreur compte tenu des taux de séropositivité ren-

contrés dans les pays d'endémie. Pour la France, cette hypothèse était, dès le départ, tout à fait intenable. »

Les arguments techniques avancés en 1986 devaient perdre toute valeur avec l'arrivée des tests d'imposant plus la dilution des réactifs. L'enquête lancée au lendemain de l'affaire du laboratoire d'Artois vient de faire apparaître que plusieurs CTS ont continué à mettre en œuvre le poolage des sérums bien après les prises de position du groupe des experts. Le CNTS l'a fait sur l'ensemble de ses dons (200 000 par an) jusqu'au mois de décembre 1989.

On indique aussi, au ministère de la santé, que le CTS de la Réunion a procédé de la même manière jusqu'en 1991-1992. D'autres responsables de CTS expliquent avoir mis en œuvre un tel procédé jusqu'en 1987 « parce que le CNTS le faisait ». Une telle attitude soulève deux problèmes : celui des donneurs de sang, à qui on ne pouvait fournir une information totalement fiable sur leur statut sérologique ; celui des receveurs car le risque d'infectiosité des produits sanguins dépistés de cette manière n'est pas connu.

Une inspection réalisée par la direction générale de la santé s'efforça, au travers d'un échantillonnage de laboratoires privés, de déterminer la réalité des pratiques mises en œuvre, tandis qu'une enquête sur les conséquences des poolages par les CTS sera confiée au Laboratoire national de la santé.

M. Bernard Kouchner a déclaré, le 26 février, qu'en matière de dépistage du sida les pratiques étaient « différentes » entre les centres de transfusion et les laboratoires privés ou publics qui effectuent deux tests. « Les règles de dépistage virologiques doivent, dans la mesure du possible, être identiques dans les laboratoires d'analyse et dans les établissements de santé », a-t-il ajouté.

(1) Cette étude, signée des docteurs B. Kouchner (Sno-Paul, Brésil), A. Muller et D. Richard (CNTS), a été publiée dans la *Revue française de transfusion et immunohématologie* (1986, n° 3).

JUSTICE

Mise en cause pour des visites domiciliaires

L'administration française des douanes est condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

Dans trois arrêts rendus jeudi 25 février, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour des infractions commises par l'administration des douanes entre 1977 et 1983. La Cour de Strasbourg a accordé 170 000 francs à titre de dédommagement aux requérants qui, soupçonnés d'évasion de capitaux, avaient subi des visites domiciliaires accompagnées de saisies de documents. Elle a jugé que les douaniers avaient ainsi violé les droits à la présomption d'innocence et à un procès équitable, ainsi que le respect de la vie privée et familiale.

STRASBOURG

de notre correspondant

Enquêtant sur des relations financières illicites avec « l'étranger », douaniers des douanes, assistés d'un officier de police judiciaire, fouillaient le 14 janvier 1980 le domicile de M. Jean-Gustave Funke, représentant de commerce allemand vivant en France, et y saisissaient nombre de documents et objets. Ils invitaient, en outre, M. Funke à produire des relevés de comptes bancaires ouverts en dehors du territoire français.

Deux ans plus tard, l'administration obtenait du tribunal d'instance de Strasbourg une ordonnance, confirmée en appel, prononçant la saisie des biens de M. Funke à concurrence de 100 220 francs pour garantir le paiement des sanctions douanières. M. Funke décédait en juillet 1987, avant la fin des procédures nationales (tribunal de police, Cour de cassation, Cour d'appel de Colmar). Sa veuve poursuivait l'action devant la juridiction de Strasbourg, saisie en février 1984.

Dans son jugement, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté que les douanes ont provoqué la condamnation de M. Funke

pour obtenir des documents dont elles supposaient l'existence, sans en avoir la certitude. Faute de pouvoir se les procurer par un autre moyen, l'administration a tenté de contraindre le requérant à fournir lui-même la preuve des infractions supposées. L'arrêt dit : « Les particularités du droit douanier ne sauraient justifier une telle atteinte au droit, pour tout accusé (...), de se faire et de ne point contribuer à sa propre incrimination. »

Pour des soupçons comparables et dans les mêmes conditions, les douanes ont perquisitionné, entre janvier 1977 et février 1980, au domicile et aux résidences de M. Paul Crémieux, PDG de société. Une grande quantité de documents était saisie, et le requérant était incriminé en novembre 1982. L'administration consentait toutefois à une transaction, et une ordonnance de non-lieu mettait fin aux poursuites pénales en juin 1987. Mais M. Crémieux contestait la régularité et la constitutionnalité des perquisitions et des saisies. Après le rejet de son

pourvoi en cassation en janvier 1985, il se tournait vers la Cour européenne. Celle-ci vient aussi de juger qu'il y a eu dans ce cas « *immixtion dans la vie privée et la correspondance ainsi que dans le domicile du requérant* ».

Les juges européens sont parvenus aux mêmes conclusions dans la dernière affaire qui concerne les époux William Mialhe. En janvier 1983, ceux-ci ont subi des visites domiciliaires dans les locaux qu'ils occupaient et qui étaient également le siège du consulat des Philippines. Quinze mille documents ont été saisis, dont seule une partie fut restituée. Les requérants, qui voulaient que la justice française prononce « la nullité des saisies », ont été déboutés à chaque stade de la procédure : tribunal d'instance et de grande instance de Paris, Cour d'appel et Cour de cassation. Ils auront attendu plus de six ans avant que la requête, déposée en décembre 1986 auprès de la juridiction européenne, aboutisse à un résultat.

MARCEL SCOTTO

L'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale

Six associations de magistrats et de policiers prévoient un « blocage » de l'institution judiciaire

A la veille de l'entrée en vigueur, lundi 1^{er} mars, du nouveau code de procédure pénale, six associations et syndicats de magistrats et de policiers affirment que de « graves incertitudes subsistent sur le sens et la portée de certaines dispositions les plus importantes » de la loi. Ils ajoutent que « des divergences d'application inadmissibles en résulteront, au détriment des libertés individuelles et de l'efficacité de l'enquête pénale ».

Dans un communiqué diffusé ven-

dredi 26 février, l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), le Forum pour la justice, l'Observatoire des libertés et le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale affirment qu'« aucun moyen matériel et en personnel n'a été déployé dans les juridictions, les services de police et les barreaux », avant de conclure : « Sauf à consentir à ne traiter qu'une infime partie de la délinquance, le blocage de l'institution judiciaire semble inévitable. »

مكتبة الشرح

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Invités par la Mosquée de Paris

Une trentaine d'imams algériens et égyptiens se voient refuser leur visa pour la France

Le gouvernement français vient de refuser une trentaine de demandes de visa à des imams algériens et égyptiens invités en France pour la période du Ramadan. Cette décision a provoqué une vive irritation de M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, qui s'est adressé directement, vendredi 26 février, au président de la République.

Le Ramadan, qui a commencé en France lundi 22 février, se manifeste toujours par une sensible élévation de la participation aux prières dans les mosquées et autres lieux de culte musulmans. Ceux-ci font donc traditionnellement appel à des imams de l'étranger, notamment pour certaines fonctions spécialisées comme la scansion coranique (tajwid) ou la récitation des prières de la nuit de Ramadan (tarawih). Or, M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, vient d'être évisé par les ambassadeurs d'Algérie et d'Égypte en France que les demandes de visa temporaire, déposées par vingt-deux imams algériens et une dizaine d'égyptiens auprès des représentations diplomatiques françaises au Caire et à Alger, avaient été refusées en bloc.

L'information a été confirmée, vendredi 26 février, par le ministre de l'Intérieur. Celui-ci fait valoir qu'en ce qui concerne l'Algérie une mesure identique avait déjà été prise l'an dernier pour le Ramadan. En ce qui concerne l'Égypte, M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, avait déjà signifié, en novem-

bre dernier, à M. Mohamed Ali Mahjoub, ministre des affaires religieuses en visite en France, que Paris n'accorderait plus d'autorisations de séjour, même à titre temporaire, à des imams égyptiens. Ceci ne correspond pas à un réel besoin, compte tenu de la faiblesse numérique de la communauté égyptienne en France.

M. Mahjoub n'avait pas, semble-t-il, compris le message. De nouveau à Paris en janvier, il avait encore promis à M. Boubakeur de lui envoyer des imams de l'université d'El Azhar, comme l'an dernier, où une dizaine d'entre eux étaient venus diriger les prières du Ramadan dans des mosquées de Paris, de Lyon, de Saint-Étienne et de Marseille.

Si, explique-t-on en substance au ministère de l'Intérieur, nous ouvrons la porte à des contingents d'imams égyptiens, au nom de quoi la fermer à des imams qui voudraient venir d'Arabie saoudite, du Sénégal ou de l'Iran ? Le nombre d'imams actuellement en France, estimé à environ un millier, serait suffisant pour répondre aux besoins spirituels de la communauté musulmane, y compris pour la période exceptionnelle de jéne, de pénitence et de prière du Ramadan.

Cette position est cohérente avec la ligne observée depuis 1988 par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, suivi par ses successeurs, MM. Marchand et Quilès. Elle se résume à favoriser l'émergence d'un islam « à la française », émanant de ses tutelles étrangères, protégé non seulement d'infiltrations islamistes, mais aussi des querelles d'influence et de pouvoir que se livrent les capitales arabo-musulmanes. Des visas

ont été récemment refusés à des candidats, dont une demi-douzaine d'Algériens, souhaitant s'inscrire à l'Institut islamique de Saint-Léger-de-Fourget (Nièvre), appartenant à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). De même, un imam proche du FIS algérien a été expulsé l'an dernier de la mosquée de Grenoble.

« Intolérance caractérisée »

Cette politique de fermeté est jugée excessive par M. Dalil Boubakeur, qui fait valoir le déficit d'imams formés et compétents en France. « Un imam français, je suis naturellement pour, mais laissez-nous le temps et donnez-nous les moyens de le préparer », explique le recteur de la Mosquée de Paris. Il vient de rencontrer M. Michel Girard, président du conseil régional d'Île-de-France, à qui il a demandé de l'aide pour créer un institut supérieur de théologie et d'islamologie.

En attendant, M. Boubakeur se plaint de plus en plus vivement des « brimades » du ministère de l'Intérieur à son égard. Il a immédiatement réagi à la décision de refus des visas opposée aux imams égyptiens et algériens par une lettre au président de la République en date du vendredi 26 février : « A aucun moment, écrit-il, la France, qui entend cultiver l'amitié du monde musulman, n'avait pris de semblables mesures d'intolérance caractérisée. » Il presse le cas de l'États de « rappeler au ministère de l'Intérieur la tradition de la France, fût-elle d'amitié et d'égards pour tous les croyants,

conformément à ses lois. Les dignitaires musulmans, informés des étranges mesures prises par M. Quilès, ont été surpris, indignés, et risquent de réagir contre les relations de la France en pays musulman ».

Ces refus de visas ne sont pas étonnants, en effet, au dossier des relations musulmanes entre le gouvernement, qui entend que l'islam en France vive enfin de ses propres forces, et une Mosquée de Paris qui, malgré l'élection d'un recteur français il y a un an, entretient toujours des liens statutaires et financiers avec l'Algérie et de plus en plus formels avec l'Égypte.

M. Quilès avait récemment déclaré « inacceptable que la Mosquée de Paris soit inféodée à une puissance étrangère » (le Monde du 17 décembre 1992). Et M. Roland Dumas lui-même a déclaré jeudi 18 février, en recevant son homologue algérien à Paris, que « les autorités françaises souhaitent pouvoir disposer d'interlocuteurs représentant l'importante religion musulmane pour trouver des solutions aux différends qui peuvent encore exister, notamment s'agissant de l'avenir et du rôle de la Mosquée de Paris ».

Ce conflit, dont l'enjeu est ni plus ni moins l'indépendance de l'islam en France, risque d'être arbitré lors des prochaines élections législatives. Il y a longtemps que, pour sa part, M. Boubakeur a pris date avec M. Jacques Chirac qui, en tant que maire de Paris, vient de prendre en charge une partie des travaux de rénovation de la Grande Mosquée.

HENRI TINCQ

COMMUNICATION

Les difficultés du « meilleur quotidien local »

« Agen sans le Petit Bleu » ce serait Paris sans la tour Eiffel ! »

Quand on est considéré comme le « meilleur quotidien local », est-on assuré d'échapper aux difficultés ? Voici l'histoire du Petit Bleu de Lot-et-Garonne, qui s'est vu décerner ce titre élogieux au terme du troisième Festival des médias locaux qui a regroupé un millier de participants, les 2 et 3 février, à Mame-la-Vallée.

AGEN

correspondance

Les Ageneins sont formels : leur Petit Bleu, c'est une institution ! Le Parisien du passage qui fait une moue mondaine devant ses colonnes d'avis de décès et de petites annonces, ses petites nouvelles de la vie quotidienne, son tirage de treize mille exemplaires et ses six mille abonnés se mettrait gravement le doigt dans l'œil. A l'échelle du terroir, ces informations prosaïques et ces chiffres d'apparence modeste expriment l'attachement de toute une population à son journal. « C'est le journal du coin », « le journal de proximité type », « il s'implique entièrement dans la vie locale »... L'un des conseillers municipaux, M. Alain Fourgeaud, élu du PCF, affirme même : « Agen sans le Petit Bleu, ce serait Paris sans la tour Eiffel ! »

C'est, à coup sûr, une belle histoire. Elle commence en 1914, au début de la Grande Guerre. Le directeur de l'imprimerie moderne, M. Paul Arjo, décide d'éditer deux fois par jour les communiqués officiels du gouvernement pour apporter à ses concitoyens, sans délai, chaque après-midi, les nouvelles du front. Il le fait sur une feuille bleue dont personne, très vite, ne peut plus se passer, et qui, très vite, élargira donc son information à toutes les nouvelles de la cité. Le Petit Bleu est né.

Aujourd'hui, il n'a plus de bleu que son titre, mais il incarne toujours l'identité de ce Lot-et-Garonne écartelé entre deux régions, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, coincé entre le Périgord et la Gascogne, tiraillé entre Toulouse et Bordeaux. Il reste le fil bleu d'une communauté fortement ancrée dans sa mémoire mais qui ne refuse pas la modernité. La preuve : en 1987, devenu le « Petit Bleu de Lot-et-Garonne », il fut l'un des premiers quotidiens français à être imprimés en offset.

Mais on eût beau être le « meilleur quotidien local », on n'échappe pas aux difficultés de l'ensemble de la presse. Paraissant désormais le matin à 6 heures, depuis 1982, après le réchauffement de l'imprimerie moderne par le groupe de la Dépêche du Midi, l'un des fleurons de la famille Baylet, qui s'en sert comme d'un contre-feu face à son rival régional, Sud-Ouest, le Petit Bleu traverse une mauvaise passe. Le directeur de la Dépêche du Midi trouve que l'imprimerie moderne n'est plus compétitive et que le Petit Bleu a trop tendance à devenir, à compte tenu de son coût de fabrication, un produit de luxe. Elle a bâti un plan de restructu-

ration prévoyant vingt-cinq licenciements au 1^{er} avril d'une centaine de personnes et une réduction de la masse salariale de l'ordre de 8,5 % à 12 % en deux ans.

Une grève et une démission

Du coup, le Petit Bleu a brusquement viré au rouge colère. L'intersyndicale CGT-CFDT du journal et de l'imprimerie a déclenché une grève et les rotatives se sont arrêtées entre le 25 janvier et le 1^{er} février. Les Ageneins ont alors eu le privilège d'une édition pirate de quatre pages, tirée à quinze mille exemplaires, dans laquelle ten grévistes brossaient de la famille Baylet une série de portraits à l'emporte-pièce. Cette initiative a coûté sa place au président-directeur général du Petit Bleu, M. Jean-Marie Hélian, un ancien délégué du Syndicat du Livre, qui s'était taillé une forte réputation en conduisant, à Bordeaux, une longue grève contre Sud-Ouest, en 1972, avant de prescrire au comité de direction de la République des Pyrénées puis de passer, en quelque sorte, à l'ennemi, en acceptant de la Dépêche du Midi, en 1982, la présidence de l'imprimerie moderne à Agen.

Officiellement, M. Hélian s'est démis de son mandat pour raison d'« éthique et de santé ». Il a été remplacé par M. Louis Martinez, jusqu'à la secrétaire générale administrative de la Dépêche du Midi. Celui-ci a aussitôt réduit à quinze le nombre des licenciements envisagés et donné des assurances de reclassement. Le Lot-et-Garonne a ainsi retrouvé son Petit Bleu depuis le 2 février, mais le doute s'est insinué dans la population. Se pourrait-il que le Petit Bleu disparaisse un jour ?

Tous les Ageneins veulent conjurer cette inconcevable hypothèse. Certains reprochent même au maire, M. Paul Chérel, député apparenté UDF, au président du conseil général, M. Jean-François Ponsat, et au premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Gilbert Fargaro, de rester « sourds » aux appels lancés par les salariés du journal : d'autres estiment que M. Jean-Michel Baylet aurait dû « user de son influence au gouvernement » pour nourrir l'imprimerie moderne de l'ornière économique et financière. Selon le même conseiller municipal communiste, M. Fourgeaud, « au-delà de l'attachement sentimental de la ville à cet élément vivant de son patrimoine culturel se pose beaucoup plus profondément, pour elle, la possibilité d'exercer de façon plurielle et indépendante son droit d'expression ».

Si la mobilisation est presque générale, c'est tout simplement parce que, pour la première fois depuis cinquante-neuf ans, le Petit Bleu semble menacé dans son existence. Cette incertitude donne des bleus à l'âme de ses lecteurs. Faut-il ajouter que ceux-ci ont reçu comme un baume le titre honorifique décerné à leur journal par les autres locaux réunis à Mame-la-Vallée ?

JEAN-JACQUES ROLLAT

SPORTS

Réfection de la pelouse

La mise au vert du Parc des Princes

Sur la pelouse du Parc des Princes, à Paris, jardiniers et bulldozers ont remplacé les joueurs. Jusqu'au 12 mars, les équipes aux parties les plus détreillées : le milieu du terrain et la surface de réparation devant les buts, soit 3 000 m² de 7 500 m² de la surface jouable. L'herbe a été arrachée et 300 m³ de sable, trop épais pour que les semences puissent s'épanouir, ont été déversés. Un grain plus fin est épandu. Samedi 27 février, on devait poser les premières plaques du nouveau gazon.

L'aire de jeu du Parc était devenue une vraie tannière. A l'origine du désastre, la réfection du terrain en juin 1992, après le Jumping de Paris. « Le règlement stipule que l'on refasse entièrement un stade après une épreuve équestre par mesure d'hygiène », explique Patrice Lafage, jardinier en chef du Parc des Princes. Après les travaux, six semaines auraient été nécessaires pour que l'herbe repousse et se fortifie. Mais l'organisation du Tournoi de Paris de football, trois semaines après, a empêché la nature de suivre son cours. En août dernier, lorsque Canal Plus reprend la concession de

l'exploitation du Parc, l'herbe est dans un piteux état. Jugé trop fin, son tapis de 2,5 centimètres d'épaisseur ne parvient pas à prendre racine, victime d'une pluie tenace de 1,2 à 1,8 centimètres. Impossible d'envisager de jardiner pendant l'hiver. La pelouse se languit du printemps et ne tient pas le coup, victime des mottes et des taches.

Après le match France-Ecosse, samedi 6 février, son état est déplorable. « Comme si un troupeau d'éléphants était passé dessus », plaisantent les ouvriers. Deux semaines plus tard, lors de la rencontre du championnat de France de première division PSG-Toulouse, les ballons sont déviés par les mottes de terre.

Les Anglais à la rescousse

« A tout refaire était la seule solution », estime Lionel Dreksler, directeur de la société concessionnaire de l'exploitation du Parc des Princes. Il n'a fallu déboursier 3,5 millions de francs et priver pour quelque temps les footballeurs parisiens de leur jardin. Ceux-ci devront disputer en Alsace leur trente-deuxième de finale

de Coupe de France face à Strasbourg, le 7 mars. Deux des trois concerts estivaux prévus ont été annulés. Seul Johnny Hallyday aura le droit de cité au Parc, le 19 juin. Le groupe irlandais U2 et Paul McCartney ont été prêts d'aller chercher fortune ailleurs.

Paris accueille aujourd'hui des hôtes britanniques de marque : Steve Tingley, le jardinier en chef du prestigieux stade de Wembley, à Londres, et vingt de ses confrères. Les Anglais disposent des meilleurs moyens pour refaire à neuf un gazon dans les plus brefs délais. Ils sont venus avec une machine unique au monde, capable de poser des plaques d'un mètre carré d'épaisseur de 5 centimètres. Les nouveaux brins sont français.

Steve Tingley ne craint que la neige et le gel. Les deux prochaines tranches de travaux sont prévues du 21 mars au 3 avril et du 4 au 17 avril. Il faut faire vite et bien car, entre-temps, quatre matches auront été disputés. Sept nouvelles rencontres sont programmées avant la trêve estivale, à la mi-juin. Si le gazon n'a pas reverdi à la reprise du championnat de France en juillet, Lionel

Dreksler affirme qu'il n'hésitera pas à fermer le stade, le PSG risquant alors d'être coté en banlieue.

Depuis sa « mise en service » en 1972, l'herbe du Parc des Princes avait déjà connu de nombreuses infortunes. Il y a dix ans, des pluies avaient même suggéré qu'on y installe une moquette synthétique. En reprenant la concession, Canal Plus s'était engagé à consacrer 30 millions de francs sur six ans pour la rénovation des buvettes et pour la réfection du stade, qui s'élève à 24 millions de francs en 1992, en organisant plus d'événements non sportifs, comme des concerts.

« A condition de trouver des protections suffisantes pour le revêtement », note Lionel Dreksler. Pour cela, il compte, encore une fois, sur le savoir-faire britannique. En 1992, lors de quatre concerts, des milliers d'amateurs ont foulé, sans heurts, le gazon de Wembley. A l'exemple de son aîné, le Parc des Princes préfère leurs trépanements aux sabots des chevaux.

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL : championnat de France

Les attaquants en verve

La vingt-septième journée du championnat de France de football, disputée vendredi 26 février, a été la plus prolifique et l'une des plus surprenantes depuis le début de la saison avec trente et un buts marqués et cinq victoires obtenues en déplacement.

*Monaco B. Marseille.....	1-0
Caen B. La Havre.....	3-2
*Lens et Lille.....	0-0
*Bordeaux B. Nantes.....	3-0
Valenciennes B. Toulouse.....	2-1
*Metz B. Paris-SG.....	2-1
Saint-Etienne B. Lyon.....	2-0
Sochaux B. Toulon.....	4-0
*Auxerre B. Montpellier.....	2-0
Strasbourg B. Nîmes.....	6-2

Classement : 1. Monaco et Marseille, 37 pts ; 2. Paris-SG et Bordeaux, 35 ; 3. Nantes, 34 ; 4. Saint-Etienne, 31 ; 5. Strasbourg, 30 ; 6. Auxerre, 28 ; 7. Sochaux, 28 ; 8. Lyon, 27 ; 9. Metz, 26 ; 10. Montpellier, 25 ; 11. Caen et Toulon, 24 ; 12. Lens, 23 ; 13. Valenciennes et Lille, 21 ; 14. La Havre, 20 ; 15. Nîmes, 17 ; 16. Toulon, 16.

DÉFENSE

Sur décision du premier ministre

Le CNES aura la responsabilité des programmes spatiaux militaires

Le Centre national d'études spatiales (CNES) sera désormais sous la double tutelle, d'une part, du ministère de la recherche et de l'espace (ce qui était déjà le cas) et, d'autre part, du ministère de la défense (ce qui est nouveau). Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, l'a annoncé vendredi 26 février. Son projet, précise-t-il dans un communiqué, est « d'associer plus étroitement la conduite des activités spatiales civiles et militaires ». A ses missions civiles, ajoute M. Bérégovoy, le CNES voit s'ajouter la responsabilité des programmes spatiaux militaires, ainsi que des études financées par le ministère de la défense. Cela représente un investissement total de 11 à 12 milliards de francs par an.

Depuis plusieurs années, le CNES était très impliqué dans le programme spatial militaire français. Notamment au travers du programme de satellite d'observation Hélios, dérivé de Spot, en liaison avec l'Espagne et l'Italie. Son rôle était, en revanche, limité au support et à l'expertise techniques pour

le système de communications Syracuse, embarqué sur les satellites civils Télécom, dont la maîtrise d'œuvre était assurée par France-Télécom. « La synergie entre spatial civil et militaire est évidente. A l'heure où la part de l'espace monte en puissance dans le budget de la défense (NDLR : 3,5 milliards de francs aujourd'hui, 5 à 6 milliards à l'horizon 2000), une clarification des rôles était indispensable », estime-t-on au ministère de la recherche et de l'espace.

Au ministère de la défense, on indique que la délégation générale pour l'armement (DGA) conserve, en liaison avec l'état-major des armées, le contrôle des parties « sol » et spatiales des systèmes lorsqu'ils sont opérationnels, c'est-à-dire les satellites d'observation et de télécommunications militaires définis avec le CNES. Le statut du CNES devra être modifié sur quelques points. Un autre texte précisera que le comité Delta de coordination (créé en 1991) sera coprésidé par les deux ministres concernés.

Le CNES se voit donc confier la

maîtrise d'œuvre des programmes militaires, autrefois attribuée à la DGA. En contrepartie, il est placé sous double tutelle des ministères de la défense d'une part, de la recherche et de l'espace d'autre part.

Ces décisions ont été prises au terme d'une année d'intenses discussions, voire de conflits. Face à la DGA, qui souhaitait garder ses prérogatives et qui a le sentiment que les civils ont lancé « une véritable OPA sur la manne budgétaire de l'espace militaire », le CNES était anxieux de se voir confier de nouvelles tâches, surtout après la mise en sommeil du projet de navette Hébé. De la fusée Ariane-5 aux satellites d'observation de la Terre et de surveillance de l'environnement, la majeure partie des programmes spatiaux sont aujourd'hui européens. Leur maîtrise d'œuvre échappe donc de plus en plus au CNES pour être assurée par l'Agence spatiale européenne (ESA), dont la structure juridique empêche de s'intéresser à des programmes de défense.

CULTURE

THÉÂTRE

Meurtre par inconscience

Première version d'un chef-d'œuvre : la découverte d'un Goethe sardonique

FAUST
à l'Athénée

Sur toute la largeur de la scène, le plancher forme une courbe qui se creuse au centre et se relève des deux côtés. On pense à un vaisseau ancien sur fond de voile blanche. Mur nu, net, sans aspérité, seulement percé d'une étroite porte basse. Dans ce décor abstrait - de Laurent Peduzzi - Dominique Pitoiset a créé au Quartz de Brest, où il était en résidence, le *Faust* de Goethe dans sa première version, appelée *Ufaust*, qui date de 1772 ou 1773. Après Brest et le Théâtre d'Alès, le spectacle vient à l'Athénée du 1^{er} mars au 4 avril. L'adaptation française est de Roger Pillaudin, qui a découvert le texte grâce à Magnus Enzensberger, et l'a traduit par coup de cœur, parce qu'il en a aimé la vivacité corrosive. Pratiquement inconnue, cette version « primitive » est simple, comparée aux deux monuments qui vont suivre. Elle s'inspire directement des spectacles de marionnettes et des mélodrames de foire qui, à l'époque, utilisaient une histoire vraie devenue légende populaire, pour montrer la lutte du bien et du mal. L'adaptation de Roger Pillaudin en vers libres de huit pieds est concrète, fluide, à la fois élégante et tranchante.

Au départ, Faust n'est pas un vieillard nostalgique de la jeunesse. Il ne craint ni Dieu ni Diable. Le pacte arrive à la fin, quand, après avoir supplié Méphisto de sauver Marguerite, Faust s'en remet totalement à lui. Il est dévoré par la boulimie de savoir. Savoir pour posséder et dominer, sinon ça ne sert à rien. Une folie d'enfant qui dit « je veux ». Méphisto est un cynique bon enfant, le double épicurien de Faust. De façon évidente et forte, la lutte entre le bien et le mal se passe dans la tête, dans le corps du héros, incarnation du jeune Goethe.

Le « parti » pris de Dominique Pitoiset est clair. Depuis son *Timon d'Athènes* présenté l'an dernier à l'Athénée déjà, on connaît sa

manière dépouillée, et la rudesse avec laquelle il fonce dans les textes. Ici, il va carrément jusqu'au minimalisme. Pas un meuble, pas une indication de lieu, rien que cet espace comme une toile de peintre sur laquelle viennent s'ancrer les personnages : Faust, Méphisto, Marguerite (Jean-François Sivadier, Hervé Pierre, Nadia Fabrizio). Les autres semblent des manipulateurs faisant intervenir différentes marionnettes pour que s'accomplisse le destin. Claude Guyonnet passe de Wagner à l'Ecce, à Valentin, et Chantal Neuwirth de Marthe, à Lisette, à l'Esprit de la Terre.

Concentrant l'attention sur le trio diable-homme-femme, ce parti pris fait ressortir la dureté sardonique de la pièce. Goethe a vingt-trois ans quand il l'écrit, et ne fait pas de cadeau. Dominique Pitoiset non plus. Implacablement, les actions s'enchaînent et construisent une blague fatale. Un meurtre par inconscience, pourrait-on dire, car, Marguerite n'est pas sauvée. Elle promet ses nattes rouquines, sa robe blanche, sa dégringolade de poupée molle, et une naïveté acablante, à l'opposé de Chantal Neuwirth, animalement charnelle. Les deux femmes apparaissent comme les reflets caricaturés du duo Faust-Méphisto. Superbe duo. Jean-François Sivadier a un grand front intelligent, une hargne de puceau maladroit, des remords ambigus. Tout chez lui, d'ailleurs, est ambigu, alors que Méphisto est le « malin », le faux bon gars charmeur, un Nostératu aimant la plaisanterie, une sorte de Leporello, de Falstaff, de valet servable et sans scrupule, joyeusement amoral plutôt que diabolique. Hervé Pierre est tout ça, de façon magnifique.

C. G.
► Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet, 4, Square de l'Opéra, 75009. Paris. Les mardis à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Billets à 4 et 8 euros. Tél. : 47-42-82-27.

Dominique Pitoiset : la tragédie de l'amour

«Après avoir monté le *Misanthrope* et *Timon d'Athènes*, deux hommes qui fuient au désert, j'aborde le mythe universel de Faust : dans la société de l'argent, l'accomplissement de soi par l'amour. Les personnages féminins, c'est vrai, sont maltraités. Il s'agit là d'une écriture masculine ; mais en même temps, le duo d'hommes incarne le Mal. L'ai souvent pensé à une image de Murau : deux hommes en voyage descendant sur la ville, démesurée comme s'ils atterrirent sur une maquette... Quant à Marguerite, elle est un objet de désir totalement fantasmatique. A vingt-trois ans, probablement vierge, Goethe rêve d'une osmose avec la nature et les grandes forces métaphysiques. Il rêve aussi de pouvoir. D'entre, Faust dit : « sans argent, sans honneur, aucune gloire à être

au monde ». A vingt-trois ans, Goethe est un jeune bourgeois cynique.

► Le beau rôle est celui de Méphisto, toutes les scènes se terminent sur lui. De plus, nous comprenons mieux son nihilisme que la quête d'absolu de Faust, sa quête d'amour. Il suffit que Méphisto s'éloigne dix secondes et le voilà qui s'amourache d'une jeune fille pure, inconsciente de sa pureté - drôle d'image de la femme. Ce n'est pas la personne de Marguerite qui convoite Faust, mais l'innocence qu'il voudrait atteindre, s'approprier. L'amour des hommes n'est jamais généreux, c'est une tragédie pour moi. Un point sensible. Nous sommes en perpétuel délit de fuite.

► Méphisto représente la vie, la sexualité, la part aventureuse de Faust. Il est le révélateur de ses désirs et lui offre les moyens de les accomplir. Comme s'il lui tendait une arme et lui disait : « Voilà de quoi tuer si tu en as envie ». Ses pouvoirs sont limités. Il est plus débrouillard que magicien, c'est ce qui le rend sympathique. J'avoue mon faible pour lui.

► Avant de commencer les répétitions à Brest, je suis allé à Berlin. J'ai aussi visité Weimar, petite ville préservée de l'ex-RDA. On se croirait en Autriche, et à dix kilomètres il y a le camp de Buchenwald. Je suis tombé sur un livre de photos, dont deux m'ont marqué. La première, c'est le théâtre de Weimar, bombardé, rasé, avec sur la place, devant, les statues de Goethe et de Schiller. Autour, les habitants ont construit une petite baraque en bois et apporté des fleurs, des bougies. Goethe ressemble à un grand frère en bonne santé, il tient par l'épaule un Schiller malade qui regarde le bout de sa chaussette. La seconde photo est bien plus terrible : les soldats soviétiques forçant les habitants de Weimar à visiter le camp, alors que les charniers sont encore là. Les visages hurlent. Les gens pleurent, se cachent les yeux, veulent partir. Pourtant, ils devaient savoir. Il faut mettre les deux photos côte à côte : les deux hommes si dissemblables, la ville bonbonnière et l'horreur. Si Méphisto est à ce point valorisé, c'est que Faust, génial, faux, hypocrite, m'est foncièrement antipathique.

Propos recueillis par COLETTE GODARD



Hervé Pierre (Méphisto) et Jean-François Sivadier (Faust)

ARTS

L'Europe découvre les Sassanides

L'exposition des Musées de Bruxelles décrit magnifiquement la dernière grande civilisation persane avant l'islam

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

Depuis des générations, l'imagination occidentale monte et descend les escaliers achéménides de Persépolis et voit d'un bulbe turquois à l'autre au-dessus d'Ispahan. Elle ne s'est guère arrêtée, en revanche, sur ces Sassanides qui, avant d'être détruits par les missionnaires armés de Mahomet, s'imposèrent au cœur de l'Orient antique, du Turkménistan à l'Égypte, offrant quatre siècles de grandeur au génie de la Perse, à l'Iran avant son absorption dans l'univers islamique.

Quelques exemples illustrent la puissance politique et artistique de ce royaume né vers l'an 200 du prétre zoroastrien Sassan : l'empereur romain Valérien mourut captif du Roi des rois tandis qu'un autre César, Julien l'Apostat, était tué en le combattant sur le Tigre. Un peu comme si George Bush ou François Mitterrand étaient tombés entre les mains de Khomeiny ou de Saddam Hussein...

Quant à l'art, sachons que cet édifice si français qu'est Saint-Philippe de Tournus (neuvième siècle) emprunte ses voûtes en berceau transversales aux bâtiments sassanides. A Clésiphon, près de Bagdad, un morceau de la plus haute voûte (26 mètres) de l'Antiquité, élevée sans coffrage, témoigne pour la perfection technique de l'architecture sassanide, qui est à l'image des autres disciplines : glyptique, textiles, armes, vaisselle, piéces, sculptures, monnaies, verrerie, peinture, mosaïques, stucs, etc.

Ce sont deux négociants protestants, français du fin-septième siècle, Tavernier et Chardin, qui redécouvrirent l'art des Sassanides, mais il faudra attendre... 1940 pour que paraisse à Berlin, en allemand, sous la plume d'Erdmann,

la monographie de base sur cette civilisation. Quatre ans plus tard, le Danois Christensen publiait en français, à Copenhague, le travail historique fondamental qu'est *l'Iran sous les Sassanides*.

Les Musées royaux d'art et d'histoire de Bruxelles ont eu le nez fin, à l'initiative d'un sassanidologue belge, le professeur Louis Vanden Berghe, d'inaugurer leurs nouvelles salles par ce sujet « neuf », en y organisant « la plus grande exposition sassanide jamais réalisée et la première du genre en Europe », selon la constatation de Boris Marbak, du Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg, prêteur de nombreux objets dont certains, trouvés jusqu'en Sibérie, n'avaient jamais été vus (la rétrospective passera du Louvre, en 1961-1962, traits les arts sassanides parmi d'autres).

Les cent quatre-vingts pièces exposées à Bruxelles proviennent toutes des collections de sept États du monde développé (en majorité la Russie et les États-Unis). L'Iran, selon le professeur Vanden Berghe, a répondu favorablement mais trop tard pour être présent. Quant à l'Irak, « pour des raisons évidentes », nous dit-on, il n'a même pas été sollicité : l'occasion, donc, a été une nouvelle fois perdue de dissocier culture et politique.

Un chah inventeur du sens interdit

Aurait conféré à l'exposition un éclat supplémentaire, par exemple, s'il était venu du Musée iranien de Téhéran, le portrait gravé sur argent de Khosroès II Parviz, le dernier monarque sassanide brillant, conquérant de l'Égypte et amant de la chrétienne Shirine (« Douce »), liaison nourrie jusqu'à nos jours l'imagerie populaire iranienne.

Reconnaissons cependant que les

DANSE

«Casse-Noisette» fêlé

Le Ballet du Rhin a remis Tchaïkovski entre les mains de la troupe des Pilobolus

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

C'était trop beau, cette série de réussites du Ballet du Rhin (*la Pille mal gardée*, *Jason et Médée*, *Histoires de femmes*...). Ça ne pouvait pas durer. Sur le papier, pourtant, l'idée était amusante de confier ce bon vieux *Casse-Noisette* - à l'occasion du centenaire de la mort de Tchaïkovski - aux facetieux Pilobolus, ces équilibrés américains dont les enchevêtrements acrobatiques insensés nous épatèrent il y a une vingtaine d'années. En fait, il n'y a qu'une « Pilobolus » d'origine dans le trio qui a conçu ce remake : Alison Chase, qui s'est adjoint Alyssa Dodson et Félix Blaska.

Pas triste non plus de mêler à la partition de Tchaïkovski (exécute par le Philharmonique de Strasbourg dans la fosse) des extraits de la *Nutcracker Suite*, de Dnke Ellington (jouée au milieu du public par l'Orchestre régional de jazz d'Alsace).

Trois chorégraphes, deux orchestres, une coûteuse débauche de costumes et de décors à transformations souvent plaisantes, style *Années folles* à New-York (Yolande Sonnabend), une troupe

vallante qui se donne à fond : que manque-t-il donc ? Une seule inviscible, mais de marque : la danse. Notre auteur triéphonie n'a, en ce domaine, pas plus gros qu'une noisette d'invention et ne casse rien. En cherchant bien, on portera à son crédit dans la fête de Noël qui ouvre l'affaire, quelques « portés » rigolos de dames raides comme des piquets ou cambrés en arc de cercle. Et l'idée d'avoir emprunté à E. T. A. Hoffmann, inspirateur du livret de Peipha, *l'Histoire de la nuit dure*, inédite à la scène, donc éveillant un instant l'intérêt.

Oubliions. Au Festival de Montpelier en juin prochain, le Ballet du Rhin reprendra le merveilleux *Jason et Médée* et créera deux pièces commandées à Santiago Sempere et Odile Duboc.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra du Rhin à Strasbourg, les 27 février et 1^{er} mars à 20 h ; le 28 février à 15 h. A Colmar, Théâtre municipal, les 4 et 5 mars à 20 h. A Mulhouse, La Filature, du 3 au 6 juin.

Trésors du Koweït

ART ISLAMIQUE ET MÉCÉNAT
à l'Institut du monde arabe

Avec un petit pincement quelque peu morbide, on s'est précipité à l'IMA : s'agissait-il des œuvres d'art « volées Koweït par Saddam » ? Non, et d'ailleurs, pas plus que l'étendue des dégâts causés au patrimoine historique mésopotamien par les bombardements américains, on ne connaît la vérité sur les « pillages » artistiques de l'Irak dans l'émirat.

Les pièces d'art musulman du Musée de Koweït actuellement présentées à Paris ne risquent pas, en tout cas, d'avoir été dérobées puisqu'elles se trouvaient en tournée quelque part entre la Russie et l'Amérique lors de la seconde guerre du golfe Persique. En revanche, on a affaire à des objets achetés, souvent fort cher, aux quatre coins du monde. Car le Koweït avant le pétrole - petit fortin

entouré de quelques bédouins - ne fut qu'une des grandes banicoes de l'islam, où la création se limitait à un modeste artisanat.

Une fois riches, les Koweïtiens, à l'initiative d'un ou deux princes délaissés, se sont mis en tête, comme le sultanat d'Oman ou le sultanat de Brunei, autres miracles du nupte, de réunir « une collection islamique nationale ». Après tout, le Koweït est d'islam, et le seul intérêt pédagogique d'une telle entreprise lui enlevait d'embolie tout ridicule. Sans goût du terroir certes, on a néanmoins un panorama « islamique international » de qualité, un peu hétéroclite, un peu froid mais faisant défiler hantes périodes et techniques célèbres, des Abbassides de Bagdad (fatatement !) aux Omeyyades d'Andalousie, de la diaderme persane aux céramiques égyptiennes. La série d'ustensiles et de carreaux vernissés de la collection koweïtienne nous a paru particulièrement séduisante, avec des

spécimens rares comme ce blason épigraphique rond, en céramique blanc et bleu, du sultan mamelouk Qaitbay, arraché jadis sans doute à un mur du Caire.

Un objet simplissime atteignant au grand art. On pourrait en citer d'autres à la même exposition, tel ce pendentif lobé en néphrite opaque, fabriqué en 1637 pour le Grand Moghol des Indes ; ou ce tapis de prière turc du seizième siècle, bords et beige, semé de tulipes. S'il ne reste un jour à Koweït, du mécénat de l'or noir, que cette centaine d'œuvres, le règne des hydrocarbures, avec ses turberies et ses salissures, aura au moins servi à ce beau rassemblement dans les sables.

J.-P. P.-H.

► Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés Saint-Bernard, 75005, jusqu'au 16 mai. Tél. : 40-51-38-38. Catalogue revu par Yves Thoraval, 315 p., 280 F.

inventés par les Sassanides survi- vront en Iran sous la nappe islamique. Par exemple à la mosquée du Vendredi, à Ispahan, où triomphe la gigantesque coupole sur plan carré, empruntée aussi bien par les Byzantins que par les Ottomans et que l'on décèle jusque dans la gare Belle Époque d'Anvers...

C'est en Mésopotamie, à la bataille de Kadesieh, en 634, deux ans seulement après la disparition de Mahomet, bataille rappelée telle une litane par Saddam Hussein, que les Arabes l'emportèrent sur les Perses sassanides. A Clésiphon, le *Prinsepens de Khosroès*, « le plus vaste tapis du monde », fut découpé en carreaux de prière par les pieux vainqueurs.

Aujourd'hui, en Iran, où la robuste conscience nationale forgée par les Sassanides s'est perpétuée en s'accommodant de l'islamisation, les derniers zoroastriens, les derniers autels du feu et peut-être encore quelques secrets « tours du silence » où sont exposés aux rapaces les défunts, forment les derniers et modestes vestiges humains d'un âge splendide, fidèlement condensé à Bruxelles.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

► Splendeurs des Sassanides. L'empire persan entre Rome et Chine (224-642). Musée royal d'art et d'histoire, site Albert-Elisabeth, Bruxelles. Jusqu'au 25 avril. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Le mercredi jusqu'à 22 heures. Renseignements, tél. : (2) 741-72-02.

Catalogue édité par le Crédit communal belge, sous la direction du professeur Vanden Berghe (300 pages, 225 illustr., 95 francs belges). Diffusion : Exhibitions internationales, Lauvanssesternweg 18, 3080 Tervuren, Belgique.

L'agence Orientis sur les routes de la soie, 29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : (1) 46-34-29-00, organise, notamment les 13-14 mars et les 3-4 avril, des week-ends à Bruxelles (2 080 francs par personne) autour d'une visite de l'exposition sassanide.

Le budget de la culture sous la barre des 1 %

Le budget du ministère de la culture pour 1993, voté le 7 novembre 1992, s'élève à 13,79 milliards de francs. C'est-à-dire 1 % du budget de l'Etat. Le vœu objectif socialiste, qui datait des années 70, était enfin atteint. Le collectif budgétaire (20 milliards de francs à économiser) présent le 10 février vient de faire redescendre ce chiffre au-dessous de la barre symbolique. En effet, 231 millions de francs de crédits sont annulés et 676 millions sont gelés. Gel qui a de grandes chances de se transformer en annulation. Dans la première hypothèse, le budget de la culture ne représente donc plus que 0,98 % de celui de l'Etat, et dans l'autre, 0,93 %.

MUSIQUE

18^h 75^h

VEN. 5 MARS 18H
QUATUOR MOSAÏQUES
HAYDN - SCHUBERT
BEETHOVEN

SAM. 6 MARS 18H
OLLI MUSTONEN
piano
BARTÓK - BEETHOVEN
SCHUMANN

SAM. 13 MARS 18H
SERGEI EDELMAN
piano
BACH - BEETHOVEN
SCHUMANN

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

AGENDA

THÉÂTRE

AKTEON-THÉÂTRE (43-36-74-62). Quelles nouvelles de Meupassant? 19 h. Sans titre. 20 h 30. Lettres d'une inconnue. 21 h.

ANTOINE - SIMONE-GERIAU (42-08-77-71). L'Amour foot. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-38-02). Notre coupable, notre victime. 18 h et 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Les Passions. 21 h, dim. 15 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-48-80-72). Les Voleurs. 18 h. Les Voyageurs de carton. 21 h, dim. 17 h.

BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN (40-51-84-53). Grande salle. Histoires cachées. 18 h, dim. 17 h. Deux siècles d'amour. 21 h. Petite salle. Entrée par laquelle on sort. 18 h. Un monde fou. 21 h.

BERRY-ZÉBRE (43-67-51-55). Loin ou près de l'écran? 21 h 30. Dim. Les Chemins de la vie. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Les Monstres sacrés. 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Laurent Violet. 20 h. La Graphique de Boscq. 21 h 15.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-38-36). La Tempeste. 20 h 30, dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). États féroces et sa cour... 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-49-27). Sand et Muses. 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Bal du lieutenant Holt. 20 h 30, dim. 17 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (43-79-81-98). On va faire la cocotte. 20 h 30, dim. 15 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Didier Gustin dans Meurtres au music-hall. 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). Venances Redgrave. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente. 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le roi s'ennuie. 20 h 30. Dim. La Serva amorosa. 14 h. Les Précieuses ridicules. L'Impromptu de Versailles. 20 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNES (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (46-85-98-41). La Cantate à trois voix. 18 h, dim. 18 h 30. Les Récits d'un pèlerin russe. 21 h, dim. 16 h.

DAUNOU (42-61-89-14). Le Canard à l'orange. 21 h, dim. 15 h 30.

OCÉANUS (TLD) (42-36-00-02). Germaine. 21 h, dim. 15 h 46.

OEUX ANES (46-06-10-26). Tonton, pourquoi tu tousses? 21 h, dim. 15 h 30.

QUINQUA (45-84-72-00). Dim. Au ras-de-chaussée d'un petit entrepôt précieux. 15 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-52). Tôt. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Guide pour étrangers. 20 h 30, dim. 16 h.

ESPACE HÉRAULT (43-29-56-51). La Ramasseuse de semailles. 20 h 30.

ESPACE JEMMAPES (47-42-59-52). Qui est le véritable inspecteur Hound? 19 h. Les Portes du chaos. 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage forcé. 18 h. L'île des esclaves. 16 h. Feu la mère de madame. 20 h, dim. 16 h. La Mouette. 21 h. Danse avec les fous. 22 h. Dim. 19 h. Dim. Le Mariage de Figaro. 18 h.

ESPACE SAINT-SABIN (47-97-55-20). Intégrité. 20 h, dim. 17 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Kronos et les marionnettes. 15 h. Salle I. Kafka - Auschwitz. 20 h 30, dim. 16 h.

FONDACTION OETSCH-DE-LA-MEURTHE (60-10-55-24). Exercices de style. 18 h 30. La Malade imaginaire. 20 h 30, dim. 16 h.

FONTAINE (40-74-74-40). Le Clan des veuves. 15 h 30 et 20 h 45.

GRAND EDGAR (43-33-32-31). Une fille en or. 18 h et 20 h 15. Tout est en ordre. 22 h.

GUICHET MONTMARNES (43-27-66-61). Chute. 18 h 30.

L'ARCHE (47-42-59-52). Pygmalion. 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-02). La Cantatrice chauve. 19 h 30. Le Léon. 20 h 30.

L'Augmentation. 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-70-89). Temps contre temps. 20 h 30, dim. 15 h.

LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novochina, Novochina, Novochina. 17 h.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE (42-23-88-83). Le Horia. Boule de saut. 20 h 30.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). L'Homme en morceaux. 18 h. Edgar et sa bonne. 20 h 45, dim. 15 h 30.

LE RELAIS DU BOIS (40-50-19-56). Dim. Cœur. 18 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). La Marche. Diderot. 20 h. Théâtre noir. La Petit Prince. 16 h 45. L'escalier. 20 h. Théâtre rouge. Summer Lightning. 18 h 30. Les Pupilles d'États. 20 h. Magdelaine Leduc, dernier amour de Sade. 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-08). Monsieur Klebs et Rozalie. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIAS (42-76-03-53). L'École des femmes. 21 h.

MARIE STUART (46-06-17-60). Ramond vivants. 16 h. Huis clos. 18 h 30. La Ronde. 17 h. Marie and Bruce (en anglais). 17 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MARIGNY (SALLE PESPOCO) (42-55-20-74). Suite royale. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz. 20 h 30, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez. 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36). Bud dans tu t'es vu quand l'as eu. 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une folle. 20 h 30, dim. 15 h.

PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Best of Jango. 22 h.

PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-16. 21 h, dim. 17 h.

PETIT THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Quatre pièces en un acte de Sacha Guitry. 20 h 30, dim. 15 h 30.

P O C H E - M O N T P A R N A S S E (48-48-92-97). Salle I. Vingt-neuf heures de la vie d'une femme. 20 h 46 et 18 h, dim. 15 h.

PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-41-19). Ministral. 17 h et 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise de l'Amour. 18 h 30, dim. 20 h 30. Les nûts et une nuit d'Alceste. 22 h 15, dim. 16 h 30.

RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétouchkine. 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Homme qui plantait des arbres. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une spirale pour deux. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-35-37-27). Une bonne nuit pour tous. 20 h.

SPLÉNIO SAINT-MARTIN (42-08-21-53). Gable et Robert. 20 h 30.

STUDIO OES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-08-08-24). Contre-jour. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (42-45-49-77). Le Report du septième jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE OE OIX-HEURES (46-06-10-26). Les Meilleures de Guy Morgan. 20 h 30. Vous allez rire. 22 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-ÉCLAIR (48-06-57-39). Rendez-vous rue Wurt. 18 h. L'Étranger. L'Étranger. L'Étranger. 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai. Au jour le jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE LA MAINTE (42-08-53-33). Les Zappes. 20 h 30, dim. 15 h 30. Clovennes. 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (44-84-78-78). Vert poème. 19 h. Combat avec l'ombre. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEUIL (43-07-52-94). Cat éternel animal. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Films de Merynau. 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean

Vier. Les Passes Confidences. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grande salle. Domains variés. 20 h 30. Petite salle. Tares mortels. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Les dits de lumière et d'amour. 18 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-54-61-04). Juste le temps de vous embrasser. 19 h.

La Bel Indifférent. 20 h. Retour, retour. 20 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DU ROND-POINT REHAUD-BARRAULT (42-58-50-70). Grande salle. La Siège de Numance. 20 h 30, dim. 17 h. Petite salle. Fächer. 19 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). Lundi, huit heures. 20 h 30, dim. 17 h.

TOURTOUR (45-87-82-48). Les Héritiers noirs. 18 h. Les Petites Femmes de Meupassant. 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolyet. 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thû à la menthe ou l'es citron. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (46-86-02-74). Les Jours; la Sorde d'été. 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-06-02). Deux à jalousie. 18 h et 21 h 15, dim. 16 h 30.

MONTMARNASSE (42-77-74-74). Morade. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (42-77-74-74). Le Carpe du duc de Bréville. 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21). L'île des esclaves. 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les Malheurs d'Alex. 18 h et 21 h, dim. 15 h.

CEUVRE (48-74-42-52). Roméo et Jeanette. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Eclair intégral. 20 h 30, dim. 17 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez. 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36). Bud dans tu t'es vu quand l'as eu. 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une folle. 20 h 30, dim. 15 h.

PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Best of Jango. 22 h.

PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-16. 21 h, dim. 17 h.

PETIT THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Quatre pièces en un acte de Sacha Guitry. 20 h 30, dim. 15 h 30.

P O C H E - M O N T P A R N A S S E (48-48-92-97). Salle I. Vingt-neuf heures de la vie d'une femme. 20 h 46 et 18 h, dim. 15 h.

PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-41-19). Ministral. 17 h et 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise de l'Amour. 18 h 30, dim. 20 h 30. Les nûts et une nuit d'Alceste. 22 h 15, dim. 16 h 30.

RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétouchkine. 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Homme qui plantait des arbres. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une spirale pour deux. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-35-37-27). Une bonne nuit pour tous. 20 h.

SPLÉNIO SAINT-MARTIN (42-08-21-53). Gable et Robert. 20 h 30.

STUDIO OES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-08-08-24). Contre-jour. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (42-45-49-77). Le Report du septième jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE OE OIX-HEURES (46-06-10-26). Les Meilleures de Guy Morgan. 20 h 30. Vous allez rire. 22 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-ÉCLAIR (48-06-57-39). Rendez-vous rue Wurt. 18 h. L'Étranger. L'Étranger. L'Étranger. 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai. Au jour le jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE LA MAINTE (42-08-53-33). Les Zappes. 20 h 30, dim. 15 h 30. Clovennes. 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (44-84-78-78). Vert poème. 19 h. Combat avec l'ombre. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEUIL (43-07-52-94). Cat éternel animal. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Films de Merynau. 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean

Vier. Les Passes Confidences. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grande salle. Domains variés. 20 h 30. Petite salle. Tares mortels. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Les dits de lumière et d'amour. 18 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-54-61-04). Juste le temps de vous embrasser. 19 h.

La Bel Indifférent. 20 h. Retour, retour. 20 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DU ROND-POINT REHAUD-BARRAULT (42-58-50-70). Grande salle. La Siège de Numance. 20 h 30, dim. 17 h. Petite salle. Fächer. 19 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). Lundi, huit heures. 20 h 30, dim. 17 h.

TOURTOUR (45-87-82-48). Les Héritiers noirs. 18 h. Les Petites Femmes de Meupassant. 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolyet. 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thû à la menthe ou l'es citron. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (46-86-02-74). Les Jours; la Sorde d'été. 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-06-02). Deux à jalousie. 18 h et 21 h 15, dim. 16 h 30.

MONTMARNASSE (42-77-74-74). Morade. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (42-77-74-74). Le Carpe du duc de Bréville. 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21). L'île des esclaves. 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les Malheurs d'Alex. 18 h et 21 h, dim. 15 h.

CEUVRE (48-74-42-52). Roméo et Jeanette. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Eclair intégral. 20 h 30, dim. 17 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez. 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36). Bud dans tu t'es vu quand l'as eu. 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une folle. 20 h 30, dim. 15 h.

PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Best of Jango. 22 h.

PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-16. 21 h, dim. 17 h.

PETIT THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Quatre pièces en un acte de Sacha Guitry. 20 h 30, dim. 15 h 30.

P O C H E - M O N T P A R N A S S E (48-48-92-97). Salle I. Vingt-neuf heures de la vie d'une femme. 20 h 46 et 18 h, dim. 15 h.

PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-41-19). Ministral. 17 h et 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise de l'Amour. 18 h 30, dim. 20 h 30. Les nûts et une nuit d'Alceste. 22 h 15, dim. 16 h 30.

RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétouchkine. 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Homme qui plantait des arbres. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une spirale pour deux. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-35-37-27). Une bonne nuit pour tous. 20 h.

SPLÉNIO SAINT-MARTIN (42-08-21-53). Gable et Robert. 20 h 30.

STUDIO OES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-08-08-24). Contre-jour. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (42-45-49-77). Le Report du septième jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE OE OIX-HEURES (46-06-10-26). Les Meilleures de Guy Morgan. 20 h 30. Vous allez rire. 22 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-ÉCLAIR (48-06-57-39). Rendez-vous rue Wurt. 18 h. L'Étranger. L'Étranger. L'Étranger. 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai. Au jour le jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE LA MAINTE (42-08-53-33). Les Zappes. 20 h 30, dim. 15 h 30. Clovennes. 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (44-84-78-78). Vert poème. 19 h. Combat avec l'ombre. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEUIL (43-07-52-94). Cat éternel animal. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Films de Merynau. 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean

Vier. Les Passes Confidences. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grande salle. Domains variés. 20 h 30. Petite salle. Tares mortels. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Les dits de lumière et d'amour. 18 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-54-61-04). Juste le temps de vous embrasser. 19 h.

La Bel Indifférent. 20 h. Retour, retour. 20 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DU ROND-POINT REHAUD-BARRAULT (42-58-50-70). Grande salle. La Siège de Numance. 20 h 30, dim. 17 h. Petite salle. Fächer. 19 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). Lundi, huit heures. 20 h 30, dim. 17 h.

TOURTOUR (45-87-82-48). Les Héritiers noirs. 18 h. Les Petites Femmes de Meupassant. 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolyet. 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thû à la menthe ou l'es citron. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (46-86-02-74). Les Jours; la Sorde d'été. 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-06-02). Deux à jalousie. 18 h et 21 h 15, dim. 16 h 30.

MONTMARNASSE (42-77-74-74). Morade. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (42-77-74-74). Le Carpe du duc de Bréville. 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21). L'île des esclaves. 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les Malheurs d'Alex. 18 h et 21 h, dim. 15 h.

CEUVRE (48-74-42-52). Roméo et Jeanette. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Eclair intégral. 20 h 30, dim. 17 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez. 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36). Bud dans tu t'es vu quand l'as eu. 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-61). Une folle. 20 h 30, dim. 15 h.

PASSAGE DU NORD-OUEST (40-21-88-88). The Best of Jango. 22 h.

PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-16. 21 h, dim. 17 h.

PETIT THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Quatre pièces en un acte de Sacha Guitry. 20 h 30, dim. 15 h 30.

P O C H E - M O N T P A R N A S S E (48-48-92-97). Salle I. Vingt-neuf heures de la vie d'une femme. 20 h 46 et 18 h, dim. 15 h.

PORTES SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-41-19). Ministral. 17 h et 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise de l'Amour. 18 h 30, dim. 20 h 30. Les nûts et une nuit d'Alceste. 22 h 15, dim. 16 h 30.

RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétouchkine. 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Homme qui plantait des arbres. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une spirale pour deux. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-35-37-27). Une bonne nuit pour tous. 20 h.

SPLÉNIO SAINT-MARTIN (42-08-21-53). Gable et Robert. 20 h 30.

STUDIO OES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-08-08-24). Contre-jour. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (42-45-49-77). Le Report du septième jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE OE OIX-HEURES (46-06-10-26). Les Meilleures de Guy Morgan. 20 h 30. Vous allez rire. 22 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-ÉCLAIR (48-06-57-39). Rendez-vous rue Wurt. 18 h. L'Étranger. L'Étranger. L'Étranger. 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai. Au jour le jour. 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE LA MAINTE (42-08-53-33). Les Zappes. 20 h 30, dim. 15 h 30. Clovennes. 22 h, dim. 20 h 30.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (44-84-78-78). Vert poème. 19 h. Combat avec l'ombre. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEUIL (43-07-52-94). Cat éternel animal. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Films de Merynau. 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean

Vier. Les Passes Confidences. 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grande salle. Domains variés. 20 h 30. Petite salle. Tares mortels. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Les dits de lumière et d'amour. 18 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-54-61-04). Juste le temps de vous embrasser. 19 h.

La Bel Indifférent. 20 h. Retour, retour. 20 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DU ROND-POINT REHAUD-BARRAULT (42-58-50-70). Grande salle. La Siège de Numance. 20 h 30, dim. 17 h. Petite salle. Fächer. 19 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). Lundi, huit heures. 20 h 30, dim. 17 h.

TOURTOUR (45-87-82-48). Les Héritiers noirs. 18 h. Les Petites Femmes de Meupassant. 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolyet. 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thû à la menthe ou l'es citron. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (46-86-02-74). Les Jours; la Sorde d'été. 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-06-02). Deux à jalousie. 18 h et 21 h 15, dim. 16 h 30.

MONTMARNASSE (42-77-74-74). Morade. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (42-77-74-74). Le Carpe du duc de Bréville. 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21). L'île des esclaves. 20 h 30,

ÉCONOMIE

BILLET

L'Amérique de mieux en mieux

George Bush l'avait prédit, mais c'est son successeur, le président Clinton, qui en tire profit :

l'économie américaine se porte de mieux en mieux et, même si elle ne crée pas encore les emplois escomptés, la croissance retrouvée permet aux milieux d'affaires d'examiner avec moins d'appéhension le volat le plus contesté de l'ambitieuse opération d'assainissement budgétaire entreprise par le président Clinton : l'augmentation des impôts. A la veille de rencontrer ses homologues du G7 à l'occasion de la réunion des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés qui se tient à Londres, le secrétaire américain au Trésor, M. Lloyd Bentsen, a pu glisser dans sa serviette le communiqué publié par le département du commerce, relatif à la bonne santé du produit intérieur brut (PIB) américain.

Les derniers chiffres publiés le 26 février ont dépassé les prévisions les plus optimistes. Initialement estimé à 3,8 %, le taux de croissance de l'économie au dernier trimestre 1992 a finalement été fortement révisé en hausse pour atteindre 4,8 % à la fin du mois de décembre. Le niveau de l'activité renoue ainsi avec le pourcentage élevé constaté cinq ans plus tôt lorsque le produit intérieur brut américain avait augmenté de 5,9 % au quatrième trimestre 1987. Pour l'ensemble de l'année 1992, la croissance aura atteint 2,1 %, son taux le plus élevé depuis 1989 lorsque le PIB avait enregistré une hausse annuelle de 3,9 %. L'essentiel de cette progression provient à la fois de la forte augmentation des dépenses de consommation consignée à l'approche des fêtes de fin d'année et d'une poussée des exportations, finalement trois fois supérieures aux premières estimations. Pour être admises officiellement, ces statistiques feront toutefois l'objet d'une dernière révision le 26 mars prochain.

Face à ce qui constitue une excellente nouvelle pour l'Amérique et pour ses partenaires économiques, qui guettent l'ampleur de la reprise aux Etats-Unis, la Maison Blanche s'est gardée de tout triomphisme. « C'est un résultat encourageant. Mais beaucoup reste à faire », a-t-elle contenté d'indiquer M. George Stephanopoulos, le directeur de la communication du président Clinton. Cette surprenante retenue a une explication. Depuis plusieurs jours, la nouvelle administration a engagé une partie de bras de fer avec le Congrès pour faire adopter l'ensemble du « plan Clinton » et, surtout, le dispositif de mini-rentée de l'activité, d'une trentaine de milliards de dollars, annoncé par le président pour l'année fiscale 1993-1994.

La Maison Blanche doit continuer à justifier l'utilité de ce « stimulant » alors que la majorité des républicains, rejoints par les jeunes turcs du Parti démocrate nouvellement élus à la Chambre des représentants, veulent le rayer d'un trait de plume au titre de la compression des dépenses, chapitre sur lequel la présidence a été, à leurs yeux, trop timorée. D'où la tentation de l'administration de présenter les excellents résultats du dernier trimestre 1992 comme un simple accident de parcours. Mais le Congrès ne semble pas décidé à se prêter à la manœuvre.

SERGE MARTI

La Slovaquie reçoit de la BERD un crédit de 1,5 milliard de francs. La Slovaquie reçoit de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) un crédit de 225 millions d'euros, soit 1,5 milliard de francs. Le président de la BERD, M. Jacques Attali, en visite en Slovaquie jeudi 25 février, a annoncé que ce crédit serait consacré à l'amélioration des infrastructures du pays.

Un palier provisoire dans la montée du chômage

2 992 600 chômeurs recensés en janvier

Selon les chiffres rendus publics par le ministère du travail le 26 février, le chômage a augmenté au mois de janvier de 0,1 % en données corrigées. Avec 3 900 demandeurs d'emploi supplémentaires, il se situe encore en dessous de la barre des 3 millions, puisque 2 992 600 chômeurs ont été recensés. En un an, la hausse est de 4,9 % et de 139 600 chômeurs.

Selon les critères du BIT (Bureau international du travail), le nombre n'a pratiquement pas évolué d'un mois sur l'autre, mais il progresse de 3,2 % en un an pour atteindre des 2 627 000. Par rapport à la population active, le taux de chômage s'élève à 10,5 %, sans changement sur décembre 1992, mais en croissance de 0,5 point sur janvier 1993.

C'est en données brutes que la montée du chômage reste la plus inquiétante, et laisse deviner la suite de la tendance. A l'ANPE, on comptait 3 112 462 inscrits, le record absolu étant une fois de plus dépassé, soit 1,2 % de plus en un mois et 5 % de plus en un an. A ce compte-là, et avec 36 500 chômeurs supplémentaires en un mois, les résultats de février, qui seront connus fin mars, devraient conduire au franchissement effectif du seuil que l'opinion a déjà en tête.

Quoi qu'il en soit, et bien que M. Martine Aubry, ministre du travail, ait raison de répéter que, en dessous ou en dessus, le chiffre des trois millions ne change rien à la gravité de la situation de l'emploi, le gouvernement socialiste de

M. Pierre Bérégovoy vient de s'élever d'avoir à annoncer le pire. Ce seront d'autres qui devront le faire, en tout état de cause, et qui auront à gérer un marché du travail qui ne cesse de se détériorer. En 1992, les effectifs salariés n'ont pas baissé de 0,9 %, entraînant la perte de 133 000 emplois.

La récession, engagée au dernier trimestre de 1992, avec un recul du PIB (produit intérieur marchand) de 0,5 %, fait envisager un début de l'année 1993 particulièrement difficile. Or on sait qu'une reprise de la croissance, même rapide, ne se traduit que lentement en évolution favorable pour l'emploi.

Rétention et paralysie

Si légère qu'elle puisse paraître, contrairement à ce qui était redouté, la hausse du chômage en janvier n'est en effet pas rassurante. Elle s'explique largement par des attitudes de la population potentiellement active et par les comportements méfiantes des employeurs. Tout se passe comme si les jeunes, à la recherche d'un premier emploi — dont le nombre d'arrivées nouvelles à l'ANPE a baissé de 5,2 % par rapport à janvier 1992 — avaient décidé de ne pas se manifester, sûrs qu'ils étaient d'être éconduits.

De même pour les femmes désireuses de reprendre une activité et qui ont été 9,2 % de moins à solliciter retrouver un travail. Parallèlement, les chefs d'entreprise ont eu moins recours aux contrats à durée déterminée qu'en décembre, parce que le volume d'embauchage temporaire a lui aussi diminué dans cette période de basses eaux économiques. En conséquence, ces

deux facteurs d'entrée dans le chômage, qui étaient jusqu'à présent les plus importants, régressent notablement. Respectivement, ces inscriptions-là à l'ANPE reculent de 2,2 % et de 10,6 % en un an. Ce qui reviendrait à dire que la récession a provoqué une rétention dans un cas, une paralysie dans l'autre.

Si cette explication est la bonne, le palier qui semble atteindre ne devrait pas longtemps résister. Du fait des restructurations en cours, le chômage des hommes, dans toutes les catégories d'âge, ne cesse de croître plus vite que celui des femmes. Ce sont les qualifications, qu'ils soient ouvriers, techniciens, agents de maîtrise et cadres, qui sont les vrais plans sociaux. Plus que jamais, le volume des licenciements économiques s'enfle et, avec 56 500 dans le mois, il atteint le niveau de 1988.

Dans le même temps, d'autres signaux alarmants s'allument ou se confirment. Après avoir longtemps progressé, les effectifs de bénéficiaires de dispositifs publics commencent à diminuer, malgré l'explosion des entrées en stages. Les sorties du chômage vers un emploi régressent de 8,3 % en un an et les offres d'emplois enregistrées par l'ANPE en cours de mois baissent sur un an de 14,6 % au total, de 40 % pour les seuls contrats à durée déterminée.

Même le chômage de longue durée repart, qui s'accroît en un mois de 0,9 % en données corrigées, en dépit de tous les efforts accomplis dans le cadre du programme de M. Bérégovoy. D'ailleurs, la durée moyenne d'attente à l'ANPE, qui est de 245 jours, s'est accrue de 22 jours en un an.

ALAIN LEBEAUCHE

Entrée en vigueur d'un nouvel indice

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier, soit une hausse de 2,1 % au cours des douze derniers mois, selon le nouvel indice des prix, publié pour la première fois, vendredi 26 février, par l'INSEE. Les craintes de déflation, apparues le mois dernier après l'annonce d'une baisse de 0,1 % des prix en décembre, ne sont pas pour autant apaisées.

Les hausses de prix de l'alimentation (+ 0,9 %), celles des services privés (+ 0,6 %) et des tarifs publics (+ 1,4 %), qui expliquent le rebond de janvier sont, en fait, largement ponctuelles et n'éliminent pas les risques de déflation, si d'ailleurs la baisse des produits manufacturés se produisait. Conséquence de la vague de froid de décembre, la flambée des prix de certains produits frais est en grande partie responsable du renchérissement des produits alimentaires, tandis que l'augmentation du prix du tabac (12,1 % de hausse, le 18 janvier) et celle de la redevance télévision (+ 4,5 %) sont les causes essentielles de la hausse des services publics.

En revanche, malgré l'augmentation des prix de vente des véhicules qui, traditionnellement, intervient en janvier (+ 2,3 %), l'ensemble des produits manufacturés affiche une nouvelle baisse de 0,1 %, due en grande partie au secteur de l'habillement et à la stagnation de la plupart des postes d'équipement ménager.

Dans le contexte de récession qui prévaut en Europe, mieux vaut donc rester prudent. Les risques de déflation subsistent en dépit de la baisse des prix enregistrée en jan-

vier. D'autant plus qu'il convient aussi de tenir compte de la mise en vigueur, ce mois-ci, d'un nouvel indice des prix à la consommation. L'indice « 296 postes », calculé depuis 1970 par l'INSEE et publié jusqu'en décembre dernier, a été rénové, sa couverture élargie et harmonisée selon les normes européennes.

Le nouvel indice (1990 = 100) est calculé à partir d'un panier de la ménagère représentatif non plus de la structure des dépenses des seuls « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé » mais de celle de tous les ménages, sans limitation du champ de la population de référence. Sa nomenclature par produit ayant été révisée et complétée, il n'est plus composé que de 265 postes, mais il bénéficie d'une meilleure représentativité par rapport à la consommation effective, du fait notamment d'une meilleure couverture des services (six nouveaux postes ont été créés).

Enfin, le traitement de certains produits a été modifié : abandon du lissage des séries de produits frais, dont le principal inconvénient était d'étaler dans le temps des fluctuations saisonnières importantes ; mensualisation des relevés de prix d'un grand nombre de postes (les vêtements et les loyers), afin d'éviter les à-coups inhérents aux relevés trimestriels ; prise en compte des soldes dans le suivi des prix des vêtements de dessus.

Ces changements, bien que d'un faible impact global sur la mesure de l'inflation, ont néanmoins comme effet d'accentuer la sensibilité des résultats mensuels aux mouvements saisonniers. Le diagnostic mensuel n'en est rendu que plus difficile.

VERONIQUE RICHES

La crise de la pêche

Les marins-pêcheurs résolus à poursuivre leur action

Les marins-pêcheurs restent mobilisés : malgré l'annonce de prix minima à l'importation et celle d'une rallonge des aides aux familles en détresse (le Monde du 27 février). Des manifestations ont eu lieu, vendredi 26 février, à Vannes (Morbihan) et à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), et, pour la première fois, des manifestations ont été signalées à Sète (Hérault) et à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques).

A l'origine du mouvement de protestation des pêcheurs, organisateur des récentes manifestations à Paris et à Bruxelles, le Comité de survie de la pêche s'est dit « choqué » de n'avoir pas été « mis à la hauteur » de la réunion de Rennes, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat à la mer a reçu les professionnels et a dénoncé le manque de représentativité de ses interlocuteurs. De nombreux messages de soutien et d'adhésion continuent de lui parvenir, parmi lesquels ceux de ports de la Méditerranée et du Pays basque.

Dans un communiqué rendu public vendredi 26 février lors de réunions de pêcheurs organisées dans plusieurs ports, dont Douarnenez et

Guilvinec, il suggère à M. Josselin une rencontre « le plus tôt possible, dans un port de pêche ». Il propose également une réunion contradictoire, lundi 1^{er} mars, à tous les candidats aux élections législatives du Finistère, et précise qu'il invitera à boycotter les absents et à voter blanc en cas d'absence générale. Il appelle enfin tous les bateaux à reprendre la mer, le personnel restant à terre poursuivant l'action selon d'autres modalités.

Manifestations de producteurs de pommes de terre en Bretagne. — Quelques trois cents producteurs de pommes de terre du Morbihan et des Côtes-d'Armor ont défilé, vendredi 26 février, 1 800 tonnes de pommes de terre aux différents entrées de Pontivy (Morbihan). Ce mouvement de protestation contre la vente des tubercules se déroulait à l'appel de la FDSEA et du CDJA.

M. Clinton plaide pour la liberté du commerce

Suite de la première page

M. Clinton a profité de son intervention devant les étudiants de l'American University, à Washington, le 26 février, pour souligner enfin le froid. Dans un discours destiné en priorité à l'Europe et au Japon, le président américain a d'abord récusé « les erreurs commises dans les années 20 et 30 », lorsque les Etats-Unis s'étaient repliés sur eux-mêmes, et il a mis en avant « les succès des années 40 et 50 » synonymes de l'ouverture de l'Amérique vers l'extérieur. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, en dépit de toutes les pressions en sens contraire, « nous devons nous prêter au jeu de la concurrence et ne pas nous mettre en position de retrait ».

Ce rappel des principes étant fait, M. Clinton a exposé les cinq idées-forces qui, selon lui, doivent permettre à l'Amérique d'assurer son leadership militaire et politique sur les scènes économique et politique. La première condition consiste à appliquer « une nouvelle stratégie économique nationale ». Le second principe consiste à faire du commerce international « l'élément prioritaire de la sécurité (économique) des Etats-Unis », a indiqué le président. « Nous

continuerons à accueillir les produits et les investissements étrangers, mais nous tenons à ce que nos propres produits et nos propres investissements reçoivent les mêmes traitements dans les autres pays », a averti M. Clinton. Notre politique commerciale sera guidée par un programme économique intégré ce qui ne sera pas seulement un élément destiné à pallier notre absence dans tel ou tel domaine ».

«Maintenant c'est votre tour»

Au même chapitre, le plus abondamment développé de son intervention, M. Clinton a estimé qu'il fallait dépasser le débat entre les politiques commerciales à suivre : multilatérales, régionales, bilatérales ou encore unilatérales, estimant implicitement que les Etats-Unis entendent bien jouer de toutes ces possibilités. Rappelant qu'il était favorable à « une conclusion rapide et réussie » de l'Uruguay Round et des négociations de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), il n'a pas caché cependant son intérêt pour des accords régionaux et bilatéraux, mentionnant l'accord d'un commerce

Un entretien avec M. Jean-Yves Haberer

« Nous ne sommes pas une banque d'Etat ! », nous déclare le président du Crédit lyonnais

La vente par M. Bernard Tapie de sa participation dans Adidas a déclenché une polémique à l'encontre des entreprises à capitaux publics comme le Crédit lyonnais, les AGF et l'UAP, qui ont augmenté leur participation dans la firme d'articles de sport. Elles sont notamment accusées de complaisance à l'égard d'un ministre en exercice. Le Crédit lyonnais, dont la filiale, la SDBO, est le banquier de longue date de M. Tapie, a subi les principales critiques. Son président, M. Jean-Yves Haberer, se dit « surpris » par l'ampleur de la controverse. Il réfute l'ensemble des accusations visant une opération jugée par lui classique pour une banque.

Pour quelles raisons le Crédit lyonnais s'est-il lancé dans l'opération de reprise d'Adidas ? Tout d'abord, rappelle que M. Tapie était dans une position intenable qui finissait par nuire à la gestion d'Adidas. A la fois

homme d'affaires et membre du gouvernement, et de plus en période électorale, il ne pouvait rien faire sans qu'on lui tombe dessus ! Il a décidé de mettre fin à cette situation, en chargeant une filiale, la Société de banque occidentale (SBO), de trouver un repreneur. Il faut savoir que le Crédit lyonnais, celui des agences au sein de la rue, n'a pas de relation directe avec M. Tapie. En revanche, celui-ci est un client fidèle et exemplaire de la SBO depuis ses débuts en 1974-1975. Par tradition, la SBO est la banque des professions de justice, huissiers, administrateurs provinciaux et autres liquidateurs d'entreprises en difficulté.

La SBO a fait son travail et trouvé un opérateur industriel, la personne de M. Robert Louis-Dreyfus, ancien président de Saatchi et Saatchi. Après avoir fait une évaluation approfondie des comptes d'Adidas et s'être entouré de nombreux conseils, il a constaté que le fabricant d'articles de sport était une bonne entreprise. Il a pris 15 % du capital d'Adidas et dispose d'une option pour prendre la majorité. C'est un gestionnaire chevronné qui va y consacrer la totalité de son temps et même s'installer en Allemagne à 100 mètres de l'usine.

Nos filiales, c'est clair, ont agi en fonction de leurs intérêts, sans aucun contact avec les pouvoirs publics. Ainsi, quand Bernard Tapie Finance a cédé des actifs, cette société se désendosse auprès de sa banque, la SBO. Par ailleurs, Clinvest, autre filiale spécialisée dans les investissements industriels du Crédit lyonnais, avait une participation dans Adidas. Comme les autres investisseurs, chacun prenant sa décision séparément, Clinvest a augmenté sa participation, car il était convaincu de l'intérêt de voir Adidas dirigé à plein temps par un gestionnaire qui est, en outre, un expert en publicité et en marketing. C'est un atout considérable dans la vente d'articles de sport. Par ailleurs, si Clinvest n'était pas resté, la SBO aurait été placée dans une position délicate : comment convaincre des investisseurs de participer à un nouveau tour de table et leur expliquer qu'une autre filiale du Crédit lyonnais s'en désengage ?

Adidas a été vendu plus cher qu'il n'avait été acheté. Peut-on parler de bonne affaire alors que le prix avait été vivement contesté par Pentland, candidat au rachat l'été dernier et qu'Adidas affiche des pertes pour 1992 ?

Ce n'est pas un prix de complaisance ! On n'a pas voulu offrir une plus-value à M. Tapie. Les

usages ont été respectés. On a évalué les actifs et appliqué un abattement classique. Croyez-vous que M. Gilbert Beaux, qui, dans l'opération, double sa mise de fonds personnels, aurait accepté une évaluation infondée ? Même chose pour Robert Louis-Dreyfus, les Anglo-Saxons et les autres investisseurs institutionnels. Quant à Pentland, il semblerait comique d'en faire un oracle ! Comme tout acheteur, il cherchait à faire baisser le prix d'achat d'autant plus qu'il savait que Bernard Tapie était condamné à vendre.

Le prix de vente est effectivement plus élevé que le prix d'achat. Mais M. Tapie est un acheteur de talent ! C'est d'ailleurs pourquoi, lors de la reprise, il a obtenu aussi facilement des concours bancaires. Pour ce qui nous concerne, Clinvest comme bien d'autres a vu de plus-values. Il a d'ailleurs donné instruction de les réaliser le moment venu. En attendant, Adidas est une des rares entreprises allemandes contrôlée aux deux tiers par des Français.

La position du Crédit lyonnais, banque nationalisée, est tout de même délicate.

Nous ne sommes pas une banque d'Etat ! La seule banque d'Etat, c'est la Banque de France ! Le Crédit lyonnais est une banque concurrentielle de droit privé, dont l'Etat est actionnaire à 51 %. Les fonds qu'il gère ne sont pas des fonds publics, mais des liquidités empruntées sur les marchés. Par ailleurs, additionner des participations de l'UAP, des AGF et de Lyonnais ne rime à rien. Les centres de décision sont autonomes. Il y a même une loi de 1984 qui précise qu'on ne peut adjoindre leurs participations distinctes pour calculer s'il y a un contrôle public.

Propos recueillis par ERIC LESER et CAROLINE MONNOT

Versement d'un complément salarial à EDF-GDF. — Les salariés d'EDF et de GDF recevront en mars un complément représentant 0,4 % de la masse salariale annuelle, conformément à l'accord signé par les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC, prévoyant pour 1992 deux augmentations générales (1,5 % en avril et 1,1 % en octobre) et un dispositif d'indexation lié à la croissance économique nationale et à l'évolution des ventes d'EDF. Seule l'évolution de ce dernier paramètre a permis de déclencher le versement d'un complément salarial.

L'île de Molène piégée par l'intercommunalité

Les maires de la commune perdent leur pouvoir

Faut-il agrandir Cergy-Pontoise ?

Le projet d'extension de la ville suscite de vives oppositions

Le nouveau rôle de la DDE

Les directions départementales continuent de conseiller les élus

Vesoul : comme toujours...

La ville vit l'ombre de Peugeot

18 Environnement 19 Agenda 20 Textes 21 Concours 22 Publications 23 Propos 24 Livres 25 Courrier

HEURES LOCALES

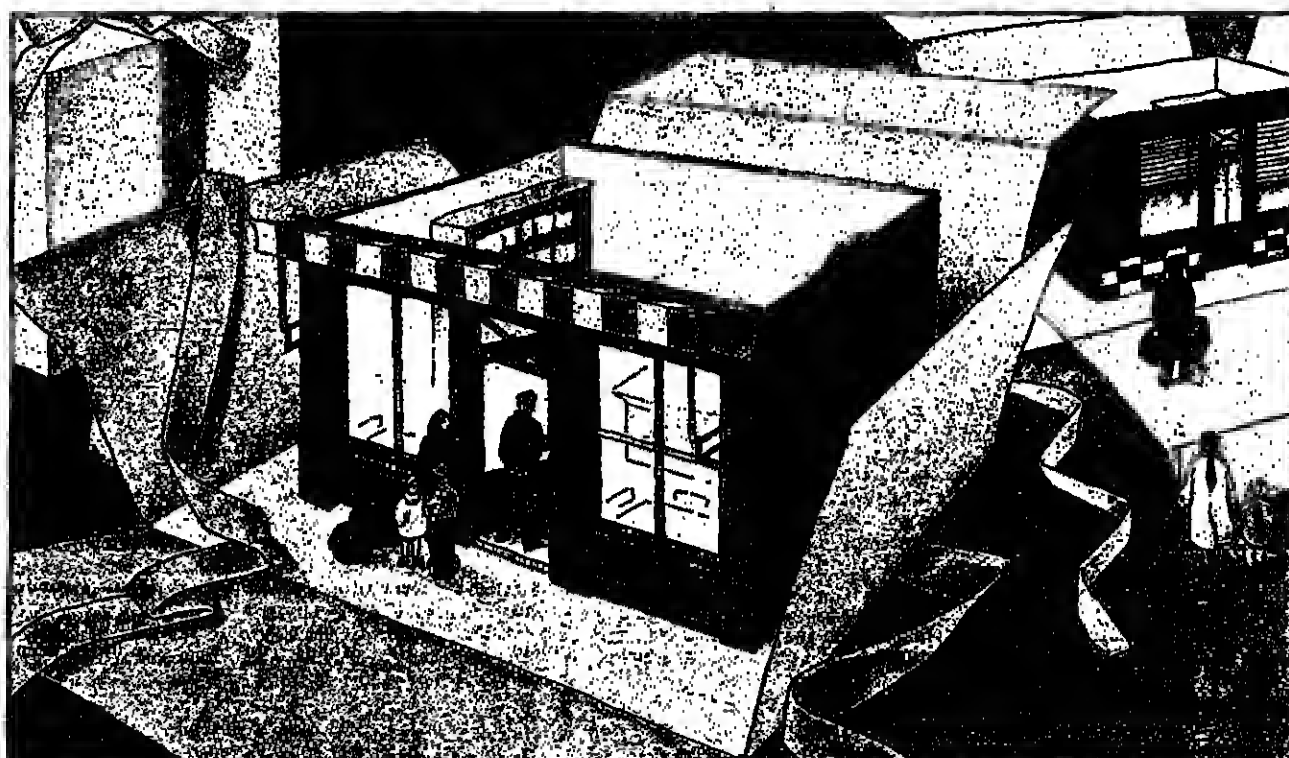
PETITES ANNONCES RURALES

La chaîne de télévision Canal+ offre, chaque jeudi, la possibilité à de petites communes, en quête de candidats, de présenter des commerces abandonnés

GROS plan sur l'ancienne écurie du beau village de Viens, au pied du mont Ventoux. Ou, plus exactement, sur les ouvriers qui travaillent à sa rénovation, à l'initiative de la municipalité. En septembre 1993, ces murs de pierre seront prêts pour abriter une épicerie, il ne manquera plus qu'un stock de denrées et quelqu'un pour les vendre. Depuis 1981, 4 500 communes de moins de 2 000 habitants ont perdu leur dernier commerce. Alors, comme tous les jeudis, Canal+ lance son « SOS campagne » pendant « La grande famille », une émission hebdomadaire diffusée en clair de 12 h 30 à 13 h 30. D'expérience, Martine Mauléon, responsable de cette rubrique, sait que les candidats seront nombreux. Le Luberon est plus facile à « vendre » que certaines contrées du centre de la France. Et pourtant, chaque semaine, lorsque sont présentés à l'antenne un ou deux locaux commerciaux situés dans n'importe quelle commune rurale, la mairie est assaillie de demandes. « Cela fait rêver les citadins », commente sobrement la journaliste.

Un rôle social

Le café-hôtel-restaurant de village, l'atelier artisanal ou le « multiple rural », autrement dit le traditionnelle boulangerie-épicerie-tabac-journaux-dépôt de gaz, se révèle d'autant plus tentants que les loyers en sont modestes. De 2 000 à 2 500 francs dans le Luberon, mais la moyenne est moins élevée. Les propositions de « SOS Campagne » émanent toutes de municipalités qui ont préalablement remis les locaux à neuf. Et leurs offres s'accompagnent souvent d'un logement. Du coup, il arrive que les maires reprennent des visiteurs dès le lendemain matin. « Parfois, des Belges ou des Suisses prennent leur voiture et roulent toute la nuit pour aller se rendre compte sur place », annonce Haby Bourouba, l'assistante de l'équipe. Selon ses recensements, une semaine après la diffusion de l'annonce, les municipalités ont enregistré entre cent et mille réponses. Le taux de reprise frôlerait les 90 %. Un second bilan est effectué six mois plus tard. Mais cette fois, le taux de réussite est plus difficile à évaluer. Parfois la greffe a bien pris, là où cinq magasins se faisaient concurrence autrefois, vit convenablement une famille. Bien intégrée, elle joue alors un rôle social déterminant, s'inquiétant par exemple, lorsqu'une vieille habitante n'est pas venue



chercher son lait. La concurrence de l'hypermarché se révèle très relative lorsque la première boulangerie se trouve à 15 kilomètres en voiture et que le village héberge des personnes âgées. D'autres fois, la vocation des nouveaux épiciers a duré seulement jusqu'aux premiers froids de l'hiver. Des instituteurs, des chauffeurs d'autocars, des chômeurs de toutes origines professionnelles ont ainsi succombé aux charmes de la vie à la campagne.

Les collaborateurs de « SOS campagne » s'interdisent pourtant de se mêler de la sélection. « Il est cuisinier à Paris, elle est serveuse. Ils vivent en grande banlieue et n'ont pas les moyens nécessaires d'acquiescer une affaire. » Tel est le portrait-type des candidats a priori plutôt bien placés pour obtenir le magasin convoité, surtout s'ils ont des enfants. Le conseil municipal voit alors, dans leur arrivée, une aubaine pour son école, menacée de fermeture faute d'élèves. Une famille de trois enfants est moins susceptible de se décider sur un coup de tête.

« Notre propos n'est pas de prôner un retour à la terre utopique », insiste Martine Mauléon. Nous voulons simplement mon-

trer qu'il reste là un gisement d'emplois inexploité. » Le maintien des services de proximité en zone rurale en renfort du traitement du chômage urbain, la journaliste y croit. Le ministère du commerce et de l'artisanat aussi, puisqu'il regroupe depuis peu les offres municipales de cette nature sur un serveur Minitel (3615 Minca).

Voilà cinq ans que cette femme dirige cette rubrique de petites annonces d'un genre nouveau. Son sujet la passionne, elle s'engage avec elle. « Cela me choque que l'on boisse les bras si vite. La plupart des aides vont aux agriculteurs, alors qu'il existe la possibilité de créer ou de conserver des emplois sans avoir besoin d'investir beaucoup. » Martine Mauléon assure n'avoir eu aucune difficulté à persuader les responsables de la chaîne de contribuer à la lutte contre la désertification des campagnes. Finalement, les maires se sont montrés les plus sceptiques. Ce n'est pas faute de les avoir contactés.

L'équipe a écrit plusieurs fois aux 32 324 communes. Au début, la plupart des élus, découragés, ne pensaient pas à rénover les écoles vides, les presbytères, les

commerces fermés depuis le départ à la retraite de leurs derniers gérants. Ils ne parvenaient pas à imaginer que leurs locaux disponibles pouvaient trouver preneurs par l'étonnant pouvoir d'une chaîne de télévision. Et par l'indispensable volonté des municipalités. Aujourd'hui encore, même après le tournage, les plus pessimistes ont du mal à croire que les images de leur bourg vont réellement être diffusées. Ces incertitudes sont généralement prises de court par les appels téléphoniques qui commencent avant même la fin de l'émission.

Une fois par mois, la séquence s'écoule. Des reportages et des invités font découvrir aux téléspectateurs le terroir concerné. Ce jeudi-là, une agricultrice, un producteur de melons amoureux de la flore sauvage et un éleveur de chiens truffiers sont venus sur le plateau de Canal+ parler de leur Luberon. Celui des villages reculés à la morte saison, avec ses presbytères d'olives, ses chasseurs et ses marchés. Pas de la Haute-Provence de carte postale pour estivants avertis.

Martine Valo

Orpheline

UNE ville est en deuil. Rouen n'a plus de maire. Locataire du vaste immeuble de pierres blanches de la place du Général-de-Gaulle depuis près d'un quart de siècle, Jean Lécane n'est plus. Le créateur de la première voie piétonne de France, le rue du Gros Horloge, laisse sa ville orpheline.

L'ancien candidat à la présidence de la République, l'ancien ministre, le centriste défenseur de l'Europe était attaché à la capitale de la région de Haute-Normandie. Pour elle, il avait mené nombre de combats politiques et économiques. Il aimait ses rues à colombages, ses églises, sa scène lyrique, il rêvait de développements futurs dans les quartiers ouest ou sur l'ancienne zone portuaire. Malgré une bourgeoisie locale qui ne l'avait jamais vraiment accepté, le petit prof de philosophie s'est battu jusqu'au bout pour le rayonnement d'une agglomération riche de son passé et fière de ne pas cacher ses faiblesses dans une société où chaque ville s'auto-proclame « surdouée ».

Plus par méfiance que par goût du pouvoir personnel, Jean Lécane a dirigé seul. Ses tentatives pour introniser un dauphin se sont soldées par des échecs. Avocats ou chefs d'entreprise, les postulants ont connu des phases de séduction, rapidement suivies de rejet. Jean Lécane s'était identifié à sa ville au point de ne pas imaginer que l'un de ses amis politiques puisse lui succéder, quitte à repousser la candidature de Michèle Barzach ou les prétentions d'un envoyé spécial de l'UDF.

Rouen est orpheline d'un homme qu'elle respectait sans trop l'aimer. Une situation qui guette d'autres métropoles bercées par l'habitude et l'omniprésence d'un maire devenu, au fil des ans, un nom qui s'identifie à celui d'une ville. Le gouvernement de la cité imploie aussi que l'on pense aux lendemains, car le via des hommes politiques n'est pas éternel.

Serge Bolloch

CENTRE

ORLÉANS TENTÉ PAR LE TRAMWAY

Une étude de faisabilité est en cours pour créer un transport urbain en site propre dont le premier tronçon pourrait être prêt fin 1997

ALORS que la fréquentation des transports urbains marque le pas en province, selon des études récentes (le Monde daté 20-21 décembre 1992), après une période de développement quasi constant depuis vingt ans, l'idée d'un transport en site propre fait son chemin dans l'agglomération orléanaise.

Les élus du Syndicat à vocation multiple (SIVOM, regroupant dix-huit communes de l'agglomération), qui avaient commandé en 1990 une première étude à un bureau spécialisé, la SOFRETU, après avoir pris connaissance de ses conclusions,

ont décidé à la majorité de poursuivre les études.

Selon cette première étude, l'agglomération, malgré sa faible densité, a connu entre 1980 et 1990 une croissance de 9,4 %. Ce qui est « tout à fait exceptionnel ». Les emplois se trouvent concentrés au nord de la Loire (8 % des actifs résidant au nord du fleuve travaillent au sud, tandis que 43 % se trouvent dans la situation inverse), et le fleuve crée une coupure, un goulet d'étranglement pour la circulation dans une ville dont le parc automobile a cru quatre fois plus vite que la population depuis 1976.

L'actuel réseau de transports en commun, la SEMTAO, possède un bon niveau d'offres et une situation financière qualifiée de « très saine », avec une fiscalité propre « très limitée » (de l'ordre de 15 francs par habitant, la valeur moyenne des autres agglomérations étant de 100 francs par habitant selon la SOFRETU).

Augmentation du nombre des voitures, allongement des déplacements, engorgement du centre et des franchissements de la Loire : voilà ce qui attend les Orléanais, si cette dynamique « naturelle » se poursuit, estime la SOFRETU. « Cette évolution prévisible légi-

time l'étude de l'opportunité d'un transport en commun en site propre pour l'agglomération », conclut-elle à l'adresse des élus.

L'état des lieux, assez favorable, dressé par la SOFRETU, propose deux axes, dessinant une croix. Un axe nord-sud de Fleury-lès-Aubrais à La Source, où se trouve l'université. Et un axe est-ouest au nord de la Loire de Saint-Jean-de-Braye à Saint-Jean-de-la-Ruelle. C'est surtout sur l'axe nord-sud, qui comprend le franchissement de la Loire, que les élus ont commencé leur réflexion. La SOFRETU propose deux scénarios.

Le premier prévoit un tracé passant par la place du Martroi, centre névralgique de la cité, franchissant le pont Royal, puis traversant le quartier Saint-Marceau et la commune d'Olivet avant de rejoindre La Source.

de notre correspondant à Orléans Régis Guyotat

Lire la suite page 19

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de l'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F

REPÈRES

PROTECTION DE LA NATURE

L'ARMÉE PREND LA DÉFENSE DU RIVAGE

Le ministère de la défense cède une partie de ses terrains côtiers au Conservatoire du littoral

Où l'oublie parfois : l'armée reste, avec la SNCF et l'Église, l'un des plus gros propriétaires fonciers de France. L'équivalent d'un département français environ. Beaucoup de ces terrains se trouvent en des lieux considérés naguère comme stratégiques pour la défense du territoire, ce qui n'est évidemment plus le cas aujourd'hui. Lorsqu'il s'agit par exemple des forts des Alpes, d'accès très difficile et pratiquement inutilisables, l'armée ne sait trop qu'en faire.

Mais les terrains situés en bord de mer, en revanche, suscitent d'immenses convoitises. C'est pourquoi, afin de ne pas aliéner le patrimoine public, le ministère de la défense s'est engagé, mercredi 17 février, à ne pas céder le moindre pouce de terrain côtier sans le proposer d'abord au Conservatoire du littoral.

L'armée a toujours été bonne fille avec le Conservatoire du littoral, auquel elle a progressivement transféré, par l'entremise de la municipalité de Rochefort (Charente-Maritime), le superbe édifice de la Cordierie royale et ses formes de rochers. La Cordierie remise à

neuf est même devenue le siège du Conservatoire, ainsi que celui de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). D'emblée, donc, un des plus beaux fleurons du patrimoine militaire a été dévolu à la protection de la nature.

A quelques encablures de là, elle a aussi cédé les 13 hectares du fort Liedot de l'île d'Aix, que le Conservatoire a racheté en juin 1990 avec une quarantaine d'hectares civils. Ce fort, construit sur ordre de Napoléon mais achevé en 1834, est le seul de ce type qui soit parvenu presque intact jusqu'à nous. Ses abords, aménagés par un régime du train de La Rochelle, en font un site privilégié pour le tourisme doux, car on n'y accède qu'en bateau.

Deux sémaphores et des batteries

La même année, l'armée s'est également effacée de l'île de Tatihou (29 hectares), en face de Saint-Vaast-la-Hougue (Manche). L'ensemble des bâtiments, et notamment la fameuse tour Vauban, ont été restaurés pour abriter un musée

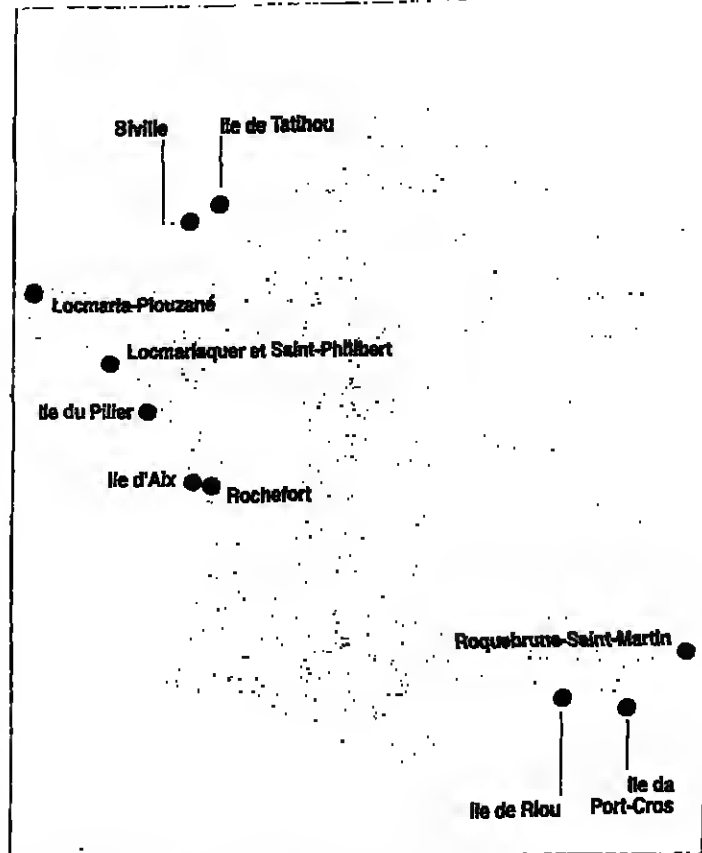
d'histoire militaire (tout de même!) et les espaces naturels sont aménagés pour l'accueil du public.

Sur le littoral méditerranéen, en 1991, l'armée a cédé au Parc national de Port-Cros plusieurs bâtiments et le fort Sainte-Agathe. L'année suivante, par une action conjointe du Conservatoire et de la municipalité de Marseille, elle a cédé l'archipel de Riou, soit 156 hectares très conviviaux, juste en face de la cité phocéenne. Les ornithologues peuvent aujourd'hui y admirer à loisir des oiseaux rares en France, comme le puffin cendré, le puffin des Anglais et le pétrel des tempêtes. Enfin, le dernier terrain militaire cédé au Conservatoire du littoral est un espace de dunes couvrant près de 200 hectares sur la commune de Biville, dans la Manche. Là aussi, botanistes et ornithologues pourront s'en donner à cœur joie sur une plage autrefois labourée par les chenilles et les obus.

Au total, le ministère de la défense a ainsi vendu près de 300 hectares en cinq ans au Conservatoire. Cinq nouveaux sites sont en cours de cession : le sémaphore de Kerpenhir à

Locmariaquer et la batterie de Kernevest à Saint-Philibert, dans le Morbihan; la batterie de Toulbroc'h à Locmaria-Plouzane (Finistère); le sémaphore de l'île du pilier à Noirmoutiers (Vendée) et un ouvrage au Cros-de Castes à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes). Le tout vendu pour moins de 6 millions de francs, une misère si l'on pense aux opérations immobilières qu'aurait pu réaliser le ministère de la défense s'il avait décidé de rentabiliser égoïstement son patrimoine. Sept autres sites, d'une valeur de 40 millions selon l'estimation des Dmaïnes, sont en cours de négociation.

« J'ai découvert au fil des années un ministre vert », a dit le président du Conservatoire, Guy Lengagne, en signant la nouvelle convention avec le ministère de la défense. « Vous allez me faire rougir », coupe Pierre Joxe, avouant tout de même que « c'est un lourd sacrifice de ne pas monnayer ce patrimoine au prix du marché ». L'armée conserve cependant l'essentiel de son patrimoine littoral, avec environ 400 sites emprises côtières. C'est plus que le Conservatoire lui-même, qui



ne possède qu'un peu plus de trois cents sites, répartis sur trente-cinq départements, soit un total de 40 000 hectares sur plus de 500 kilomètres de littoral. Une gestion lourde à assumer pour le Conservatoire et les collectivités locales qui ont en charge ce patrimoine. Bon prince, le ministre de la défense va donc « prêter » des appels de contingent pour renforcer le

personnel du Conservatoire, qui ne compte que quarante agents, soit en moyenne un homme pour 1 000 hectares! Les missions de l'armée, décidément, se diversifient. Après les « casques bleus » de l'aide humanitaire, voici venu le temps des « casques verts » de la défense du patrimoine naturel.

Roger Cans

COOPÉRATION

LES EXPÉRIENCES DE METROPOLIS

Cette association permet aux techniciens de se confronter à d'autres réalités

UNE douzaine de responsables de l'aménagement de la région Ile-de-France étaient présents au Caire au mois de février. Ils accompagnaient Michel Girard (RPR), le président du conseil régional, venu dans la capitale égyptienne diriger le conseil d'administration de Metropolis, l'association mondiale des grandes métropoles, dont il est également le président. Certains de ces techniciens assurent une partie de la gestion de cette organisation créée en 1985 à l'initiative du président d'Ile-de-France et des responsables de la communauté urbaine de Montréal.

D'autres participent directement aux travaux de l'association, qui regroupe aujourd'hui une cinquantaine de métropoles. C'est ainsi que l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF), le bureau de planification urbaine de la région, joue un rôle important dans deux des quatre groupes chargés de préparer le prochain congrès de Metropolis qui aura lieu au mois de septembre à Montréal sur le thème « Citoyen et développement durable », choisi après le Sommet de la Terre réuni à Rio-de-Janeiro en juin 1992. Ses techniciens coordonnent les travaux sur les transports et présenteront deux rapports à Montréal : l'un sur l'utilisation des emprises ferroviaires pour la desserte urbaine des grandes métropoles, l'autre sur les réseaux de voirie souterraine en milieu urbain dense.

Malgré un métro, construit par des Français, la capitale égyptienne est loin d'être un modèle en matière de transports, avec des autoroutes aériennes qui déchirent le tissu urbain. L'expérience du Caire

témoigne de la manière forte, sans grand respect pour l'environnement et l'habitat existant. Mais elle a cependant réussi à légèrement améliorer la circulation dans une ville vouée à d'innombrables encombrements. Malgré son aspect anarchique, la grande métropole égyptienne est l'objet d'opérations d'aménagement dans les quartiers les plus difficiles. Celles-ci ont permis aux représentants de l'Ile-de-France, qui participent au groupe de travail sur « Développement et solidarité », d'enrichir leur propre expérience. Christine Leleuvre, sociologue à l'IAURIF, rappelle ainsi : « En Egypte, comme dans tous les pays en voie de développement, nous avons pu observer que la recherche de solutions aux problèmes des quartiers dégradés passe par une large participation des habitants. C'est une leçon que nous tirons pour faire face aux difficultés de nos banlieues ».

Consultants français

Pour Ruth Ferry, directrice de l'Observatoire régional de la santé d'Ile-de-France et responsable du groupe Environnement urbain et santé dans l'association Metropolis, les problèmes sont comparables au Nord et au Sud : « L'épidémie de tuberculose sévit avec la même ampleur à New-York qu'à Bamako. Nous avons réalisé en Ile-de-France une étude qui montrait les liens entre la pollution atmosphérique et les problèmes de santé. Nous apportons aux pays du Sud, et à l'Egypte en particulier, l'aide technique qu'ils demandent pour mettre au point des réseaux de mesure de la pollution atmosphérique ».

Les schémas directeurs ont la même importance dans la métropole française de 10,5 millions d'habitants et dans la région du Grand Caire, qui regroupe 13 millions d'Égyptiens. Si l'Ile-de-France est dans l'attente de nouvelles propositions des services de l'Etat pour les grandes lignes de son aménagement jusqu'en 2015, le développement du Caire est conduit depuis une dizaine d'années selon les orientations d'un schéma directeur. Celui-ci est le fruit d'une véritable collaboration entre la région Ile-de-France et les autorités égyptiennes.

Une coopération qui date de 1981, lorsque le ministère égyptien du développement décidait de faire appel à un groupement de consultants français, dont l'IAURIF, pour préparer un schéma directeur pour la région du Grand Caire. La capitale égyptienne attirait alors plus de 2 000 personnes par jour, et les terres agricoles de la vallée du Nil étaient menacées par l'urbanisation sauvage.

Les autorités égyptiennes ont souhaité conserver une assistance technique française pour la mise en œuvre de deux des projets les plus importants du schéma directeur de 1983 : l'autoroute périphérique du Caire et l'implantation de villes nouvelles dans le désert.

Cette coopération a été financée grâce à un protocole commercial entre les gouvernements des deux pays jusqu'en 1985. Depuis cette date, un véritable partenariat s'est engagé entre la région Ile-de-France et les autorités chargées de l'aménagement du Grand Caire, qui avaient participé à la création de l'association Metropolis. Marcel Belliot, directeur du projet Grand Caire pour l'IAURIF, est installé dans la capitale égyptienne : « Nous sensibilisons les gouverneurs locaux à la nécessité d'élaborer des plans d'urbanisme à l'image de nos POS. La moitié de la ville s'est en effet développée sans permis de construire ».

Michel Girard tient cependant à rappeler que si l'association Metropolis a pour but de participer à « l'échange d'idées, la recherche de solutions et la promotion du développement des plus grandes agglomérations urbaines du monde où doit vivre 60 % de l'humanité en l'an 2000, elle n'a pas vocation à définir un modèle ».

de notre envoyé spécial
au Caire
Christophe de Chenay

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Intercommunalité en zones rurales. — Quel est l'impact de la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale dans les zones rurales? Comment les habitants des campagnes peuvent-ils participer, en tant que citoyens, à la construction de l'intercommunalité? Et comment l'Etat contribue-t-il à cette nouvelle dynamique territoriale? Telles sont les questions à l'ordre du jour du colloque « Intercommunalité et développement rural », organisé par le ministère de l'Agriculture, jeudi 4 mars au Parc des expositions, à Paris.

■ Renseignements au (16-1) 49-55-48-31.

■ Travail à distance au Ile-de-France. — L'ordinateur a changé la vie. Trop, disent certains, qui y voient une des raisons du chômage. Et pourtant, l'informatique et les nouvelles technologies de communication pourraient permettre la création de nouveaux emplois. C'est ce qu'on appelle le travail à distance. Le Comité pour l'aménagement des temps de travail et de loisirs dans la région Ile-de-France (CATRAL) a décidé d'organiser un colloque, jeudi 4 mars. Les enjeux, l'intérêt pour le développement économique de la région Ile-de-France, les conséquences sur l'aménagement du territoire, ainsi que les expériences étrangères seront au centre de cette journée.

■ Renseignements au CATRAL, 18 boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (16-1) 40-43-84-88.

■ Décentralisation et élections. — L'Association des anciens Sciences-Po organise un dîner-débat public, le mardi 16 mars. Thème de la soirée : « L'Etat et la décentralisation : bilan et perspectives à l'approche des élections », avec Pierre Orléan, ancien président d'EDF, Alain Hoeffel (Union centriste), président du conseil général du Bas-Rhin, Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, et Robert Lion, inspecteur général des finances.

■ Restauration municipale. — L'Association nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRM) tiendra son prochain congrès à Lorient (Morbihan), jeudi 10 et vendredi 11 juin. L'ANDRM est présidée par André Nizard, ancien directeur de la restauration municipale d'Etampes (Essonne). Elle regroupe environ 300 fonctionnaires chargés du suivi de la restauration municipale et « militent » pour la gestion et le régime de ce service public.

■ Renseignements au (16) 98-70-83-08.

TEXTES

■ Consultation des électeurs. — Le Journal officiel a publié, le 19 février, un décret « relatif à l'organisation de la consultation des électeurs par le conseil municipal ». Ce texte précise la loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992, qui autorise la consultation des électeurs sur les affaires relevant de la compétence de la commune. Un dossier d'information sur l'objet de la consultation est mis à la disposition du public, à la mairie. Il doit contenir la délibération qui a décidé de la consultation, ainsi que les observations formulées par les conseils municipaux.

CONCOURS

■ Communication. — Pour son cinquième grand prix, CAP'COM, le forum de la communication des institutions, des collectivités locales et des établissements publics, change les règles du jeu. Cette année, les candidats doivent choisir les thèmes dans lesquels ils souhaitent présenter leurs actions de communication : social, économie, environnement, culture, « grandes causes ». Les villes, départements, régions et établissements publics intéressés doivent s'inscrire avant le vendredi 26 mars. Les années précédentes, toutes catégories confondues, c'est la Bretagne qui a été la plus souvent primée. Le palmarès 1993 sera proclamé lors du prochain CAP'COM, qui a lieu à Lyon, du mercredi 12 au vendredi 14 mai.

■ Renseignements au (16) 78-62-33-62.

PROPOS

■ INNOVATION
« Le service public local est mieux reconnu par les citoyens. Grâce à la dynamique de la décentralisation, il démontre ses capacités de réponse aux besoins de performance et d'innovation. Les fonctionnaires territoriaux sont pour beaucoup dans cette évolution. »

Michel Delafosse,
directeur de la Caisse des dépôts des Pays de la Loire,
la Gazette du 22 février.

■ DÉSÉQUILIBRE
« En Europe, la France est la première au hit-parade du déséquilibre entre la région capitale et l'espace provincial. La plus grande confusion s'est installée entre la décentralisation et l'aménagement du territoire. »

Jean-Pierre Raffarin (UDF),
président de la région Poitou-Charentes,
le Figaro du 19 février.

■ SOLIDARITÉ
« Les stations de sports d'hiver, petites ou moyennes, permettent de maintenir une population locale en montagne. On a aidé les agriculteurs avec l'impôt sécheresse et on a trouvé des plans de reconversion pour les fermiers de la sidérurgie ou des mines. Il est logique de trouver aujourd'hui des solutions permettant le maintien des populations en montagne. »

Gérard Morand (UDF),
maire de Megève,
président de l'Association des maires de stations
de sports d'hiver, le Quotidien du maître, du 24 février.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

محمد المنصور

RÉGIONS

BRETAGNE

L'ÎLE DE MOLÈNE PIÉGÉE PAR L'INTERCOMMUNALITÉ

Au large du Finistère, des insulaires souhaitent bénéficier des avantages de la loi, sans perdre leurs privilèges

U large du Conquet, en mer d'Iroise, au centre d'un archipel disposé entre le passage du Fromveur et la chaussée des Pierres noires, à quelques encablures d'Ouessant, émerge la petite île de Molène. Les parages maritimes au large du Finistère n'ont pas la réputation d'être très fréquentables, comme le rappelle le dicton : « Qui voit Molène, voit sa peine ».

Un accident est gravé dans les mémoires : en 1896, un navire britannique, le *Drumond-Castle*, s'est fracassé sur les rochers au plein brouillard. Toutes les embarcations de l'île furent mises à l'eau, mais, à l'exception de deux survivants, les sauveteurs ne purent ramener que des débris, auxquelles ils donnèrent, dans leur petit cimetière, une sépulture.

En reconnaissance de cet honneur fait aux morts, la reine Victoria offrit aux Molénais un calice, un carillon pour l'église et une citerne pour les provisions d'eau de pluie, car l'île n'a pas de quoi s'abreuver en sous-sol. Ces témoignages de la grati-

tude royale existent toujours à Molène. Dans le « cimetière des Anglais » continuent de reposer les marins infortunés du *Drumond*. Les Molénais n'ont pas été seulement l'objet de faveurs victorienne. Ils doivent aussi à Colbert de les avoir exonérés de toute servitude envers la royauté française. Et depuis ce temps-là, la République n'ayant pas voulu abolir le privilège, ils ne paient pas d'impôts locaux (1). Le célèbre ministre de Louis XIV avait tenu à récompenser ainsi une population qui fournissait les pilotes pour les vaisseaux royaux entrant au port de Brest, à une époque où sur ce rocher, en pleine mer, on craint famines.

Frais supplémentaires

Molène n'est pas devenue pour autant un petit Luxembourg de la fiscalité locale. Cette exonération est ressentie comme une compensation aux frais supplémentaires entraînés par la vie insulaire qui essaie de se main-

tenir avec deux cent soixant-dix habitants l'hiver et six cents l'été. Dix pêcheurs professionnels, quelques marins de commerce, des retraités forment la population d'une petite terre où subsistent une épicerie, un débit de tabac, mais aussi une école privée accueillant quinze enfants et un collège où sont scolarisés quinze jeunes. La liaison maritime quotidienne avec le continent permet quelques services et la visite d'un médecin deux vendredis par mois.

Aujourd'hui, cette disposition d'impôt est un étrange contre-coup. Elle paralyse l'entrée de l'île dans la communauté de communes du pays d'Iroise, créée à la fin de l'année 1992, qui éprouve les contours du canton de Saint-Renan et ceux du SIVOM auquel elle est substituée. Cette communauté est la première à s'être créée dans le Finistère.

Localement, la coopération intercommunale était efficace. Les compétences de l'ancien SIVOM n'ont cessé de s'étendre au fil des années, dépassant le simple stade du ramassage des

ordures ménagères. Le syndicat a investi dans un centre technique, un centre de secours, un programme de déchetterie. Il s'est par ailleurs engagé dans la voie du tourisme en donnant naissance à un pays d'Iroise devenu l'entité fédérative de cette région de vingt-cinq mille habitants, située à l'ouest de Brest.

Miser sur le tourisme

Les élus insulaires et le maire, Marcel Masson, ont tout de suite demandé à en devenir membres. L'île faisait partie du SIVOM mais n'y avait qu'une participation restreinte : 2 338 francs. Pour Molène, une communauté de communes, c'est une meilleure amorce avec le continent. D'autant qu'elle a pu apprécier les avantages de l'intercommunalité en recevant du SIVOM une aide pour la création d'un musée dont l'histoire du *Drumond-Castle* constitue le noyau et pour la signalétique composée de panneaux uniformisés avec ceux des autres communes d'Iroise.

« Le syndicat nous a également rendu des services pour l'information des listes électorales, la mission locale de l'emploi, l'achat groupé de produits », souligne-t-on à la mairie.

Si la communauté de communes n'est pas en mesure d'accueillir Molène, c'est parce qu'elle va avoir, aux termes de la loi, sa fiscalité propre. Elle

votera ses taxes qui s'appliqueront à chaque foyer fiscal, ce qui reviendra à créer un impôt local dans la petite île. Or les Molénais ne voient pas pourquoi leur situation changerait. L'assemblée municipale insulaire a d'ailleurs pris, le 14 septembre 1992, une délibération réaffirmant son désir d'être membre de la communauté, mais en demandant « de maintenir les avantages acquis, qui sont au demeurant légitimes en raison du surcoût de la vie sur les îles ».

Cette particularité juridique a été soumise au ministre de l'Intérieur. Molène est prête à continuer comme avant en versant sa participation, prise sur son budget, alimentée par la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des aides spécifiques données au coup par coup.

L'Etat pourrait peut-être prendre en charge la fraction d'imposition, propose pour sa part Louis Caradec, maire de Plougonvelin, président de la communauté de communes. Car le pays d'Iroise ne veut pas lâcher son île. La jeune communauté de communes mise sur le tourisme. Molène et son archipel, c'est, de ce point de vue, un bel atout. D'autant que, avec Ouessant, elle fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO.

de notre correspondant à Brest
Gabriel Simon

(1) L'île de Sein bénéficie des mêmes avantages.

RHÔNE-ALPES

UN DÉPARTEMENT CONTROLE L'ACTION SOCIALE

Le conseil général du Rhône tente de maîtriser l'évolution des dépenses

« N'importe quel érotisme, on n'est pas trop regardant. Mais à l'heure des restrictions, il faut aborder les difficultés dans un esprit nouveau. » Pour Michel Mercier (UDF-CDS), président du conseil général du Rhône, la politique sociale ne doit pas échapper à la règle imposée, pour la première fois en 1993, par la diminution du budget du département, passé de 5 055 milliards à 4 854 milliards de francs.

Sur le 1,7 milliard de francs du chapitre de l'action sociale, environ 920 millions sont affectés à la couverture obligatoire des prix de journée des établissements sanitaires d'aide à l'économie, d'accueil des personnes âgées et des handicapés. Dans le Rhône, ces centres sont, pour le plupart, gérés par un important réseau de trois cent cinquante

associations réunies au sein de l'Union régionale interdépartementale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPS), qui, très rapidement, s'est inquiétée des conséquences éventuelles d'une diminution unitaire de 10 %. Cette situation a abouti à la modification de la règle d'attribution automatique des crédits pratiquée jusqu'alors.

« Vérité et transparence »

Dès cette année, le conseil général s'est engagé à verser ses subventions par mensualités, non plus à chaque établissement, mais aux associations gestionnaires, sur la base d'une dotation globale révisée en permanence. « Nous nous sommes inspirés du système des hôpitaux, en y ajoutant une pro-

cedure d'évaluation trimestrielle. »

Pour Pierre Jamet, directeur général des services, l'avantage est évident. Outre la « souplesse de trésorerie », cette « mensualisation » doit assurer des budgets les prévisions de frais financiers correspondant aux habituels retards de versement de la collectivité. Elle va aussi obliger chaque association à présenter un budget « de vérité et de transparence », incluant les besoins en personnel, les capacités de fonds propres, les amortissements ainsi que la programmation des investissements, à court et à moyen terme.

« Préoccupé par la dérive des coûts, notamment de personnel », le département est bien décidé à « remettre de l'ordre » dans un secteur qui révèle d'importantes disparités. Le prix de journée pratiqué par

deux établissements de handicapés, apparemment identiques, peut ainsi varier de 500 à 1 300 francs. Certaines associations – les plus importantes bénéficient d'une dotation dépassant 5 millions de francs par mois – sont par ailleurs suspectées de mener un train de vie hors de saison avec les contraintes du temps.

Même s'il n'est pas exempt de suspicion, l'accord signé, lundi 8 février, entre le conseil général et l'URIOPS est présenté comme un axe de travail nécessitant encore d'importants approfondissements.

Tutelle et clarification budgétaire

Pour des associations, « l'optimisation de la gestion » – en clair, la réduction attendue des coûts – n'offre pas une marge infime, dans la mesure où les frais de personnels constituent 80 % des charges. On craint aussi que les petites structures résistent difficilement à l'exercice d'une « tutelle » déguisée sous couvert de clarification budgétaire.

Pour Michel Mercier, ce risque est a priori exclu, dans la mesure où le département a reconnu la mission d'intérêt

général du secteur à but non lucratif. Comme le président de l'URIOPS, celui du conseil général parle de « coresponsabilité » à propos d'un accord « exemplaire ». Dans un secteur complexe – « c'est une véritable poudrière », admet Pierre Jamet, – les structures privées et le département espèrent surtout que cette « révision nécessaire » permettra de mieux prendre en compte les besoins nouveaux, notamment en faveur « des exclus du système social, marginalisés par la crise économique ».

Mais, pour avoir choisi de réduire, de manière arbitraire, le budget alloué aux associations d'insertion du RMI, le conseil général a provoqué de vives réactions. Ainsi adoptées pour le secteur sanitaire, les bases de cette nouvelle « politique contractuelle » devraient être étendues à l'ensemble du secteur social, pour prouver que la rigueur n'est pas seulement budgétaire.

de notre bureau de Lyon
Michel Delberghe

(1) Les négociations d'avants à la convention collective nationale des personnels ont abouti à des ajustements salariaux prévoyant une augmentation située entre 7 % et 12 %.

CENTRE

ORLÉANS TENTÉ PAR LE TRAMWAY

Suite de la page 17

Longue de 24 km, cette ligne desservirait soixante stations (environ cent mille personnes), avec des rampes espacées de trois minutes, pour un coût de 2,9 milliards de francs 1991.

Le second scénario envisage un tracé qui emprunterait les mails est, puis le pont Thinat, avant de rejoindre La Source par des zones peu urbanisées : il transporterait moins d'usagers (quatre-vingt-dix mille), mais serait moins coûteux (2,4 milliards de francs 1991).

Les élus finalement auraient à choisir, car, bien entendu, il ne serait pas question de réaliser les deux, entre une ligne nord-sud, irriguant le centre, jouant les omnibus jusqu'à La Source, ou une ligne conduisant plus rapidement à ce quartier universitaire construit dans les années 60, qui a besoin d'être « réinséré » dans la ville. Enfin pour la ligne est-ouest, dont la faisabilité apparaît moins pro-

blématique, le tracé dans sa partie est pourrait utiliser une portion d'emprise ferroviaire. La SOFRETU dispose de plusieurs mois pour affiner ses études techniques et financières, avant que les élus ne passent aux premières décisions, fin 1993, comme le souhaite Jean-Pierre Lapaire (PS), maire de St Jean-de-Braye et président de la SEMTAO, qui est le responsable de ce projet délicat.

« Une ligne, ou un tronçon de ligne, ce pourrait être le cadeau de Noël 1997 des Orléanais », lance M. Lapaire, qui estime le financement du projet « tout à fait supportable », la part revenant à l'agglomération pouvant être couverte selon lui par les seules recettes provenant du « versement transport » des entreprises.

« Certains disent qu'il y a une crise du financement du transport collectif, que le versement des entreprises diminue. C'est faux à Orléans, mais il faudrait aussi que l'Etat finance

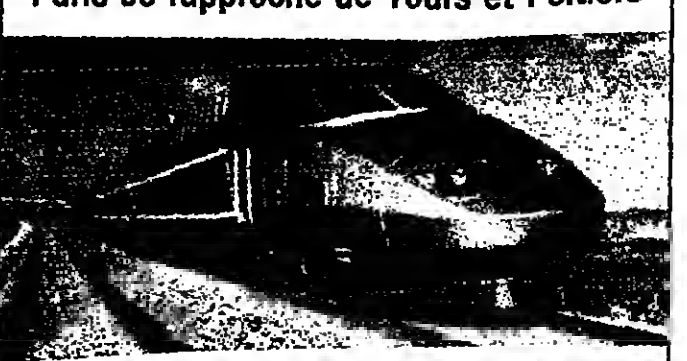
plus les opérations d'investissement. Si les transports en commun subissent en ce moment un coup d'arrêt, c'est parce qu'ils sont moins efficaces. Mais ne rien faire serait encore plus suicidaire », ajoute M. Lapaire.

Fin 1993, les élus devraient débattre également du schéma directeur de l'agglomération. Pour les partisans du tramway, la réalisation d'un transport en site propre serait un élément fort de restructuration d'une agglomération qui a grandi démesurément, avalant l'espace sans une réflexion très forte. Parmi les villes françaises, Orléans possède une des agglomérations les plus étendues, et donc la moins dense, par rapport à sa population. « Nous avons consommé deux fois plus d'espace en vingt ans qu'en deux mille ans », souligne M. Lapaire.

Les responsables devront songer à informer les Orléanais, qui jusqu'ici ignorent beaucoup de ce projet de tramway, alors que les études sont déjà bien engagées. Toutefois, un groupe de réflexion créé à ce que le problème bien décidé à ce que le projet ne reste pas entre les mains d'une minorité d'initiés, et que la population soit informée des scénarios esquissés.

Régis Guyotat

Quand le Monde et la SNCF unissent leurs efforts, Paris se rapproche de Tours et Poitiers



Avec des trains plus rapides, plus nombreux, vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez le Monde le soir même de sa parution en vente à :

TOURS et POITIERS

Le Monde **SNCF**

Régis Guyotat

ALSACE

Déchets allemands toujours indésirables

Le tribunal administratif de Strasbourg a décidé de suspendre le traitement des ordures ménagères allemandes dans l'usine d'incinération de la capitale alsacienne. Les juges ont prononcé le sursis à exécution de la décision du préfet du Bas-Rhin, qui autorisait l'importation de 3 000 tonnes mensuelles de déchets de l'Ortenaurois, canton allemand voisin, traitées par l'usine strasbourgeoise (le Monde daté 30-31 août 1992).

Le jugement estime que l'usine fonctionne dans des conditions non conformes à l'arrêté qui l'autorise : « Le surcoût de pollution engendré par l'incinération de déchets ménagers supplémentaires » serait préjudiciable à la santé publique et justifie cette suspension.

L'association Alsace-Nature, auteur du recours contre la décision du préfet, se félicite de ce sursis. Elle espère une annulation totale de cette importation, qu'elle estime illégale. L'Allemagne n'ayant pas ratifié la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination, la même taxe imposée à la France, qui l'a ratifiée en mai 1992, de gérer les déchets importés de façon « écologiquement rationnelle ».

BOURGOGNE

Dijon en fleurs

La capitale de la Bourgogne doit accueillir du 21 au 22 mars, et pour la cinquième fois, Florissimo, le premier Salon européen de plantes et de fleurs exotiques des cinq continents.

La paré des expositions de Dijon, ville dont Robert Poudjot (RPR) est maire, organise tous les trois ans cette manifestation. 3 millions de francs supplémentaires viennent d'être investis afin de doubler la surface d'exposition, qui passe de 12 500 à plus de 20 000 m², où des reconstructions florales et paysagères en provenance de 20 pays et de 28 villes françaises seront présentées au grand public. Plusieurs réunions professionnelles sont également prévues, notamment, le 12 mars, un colloque international sur l'horticulture ornementale. Dans l'enceinte même de l'exposition florale doit avoir lieu la première édition du salon Réverence, entièrement consacré au tourisme et aux vacances exotiques.

HAUTE-NORMANDIE

Des Britanniques aident le commerce dieppois

« La Manche pour 1 livre sterling » : ce slogan a séduit des centaines de Britanniques qui ont affecté le voyage aller-retour Newhaven-Dieppe le 19 février. L'opération, organisée à l'initiative de journaux d'outre-Manche et d'une compagnie maritime, permettait aux touristes de découvrir le port haut-normand, ses plages de galets... et surtout ses magasins.

Les Britanniques sont en effet très intéressés par les produits exposés dans les rayons des petits et grands commerces. D'autant que depuis le 1^{er} janvier, les limbes aux importations ont été levées mais que les différences de taxes subsistent.

Des bouteilles d'alcool à des caisses de bière ont donc pris la direction de la grande île, pour le plus grand plaisir de consommateurs qui découvrent les avantages de l'Europe, et des commerçants dieppois, heureux de doubler le chiffre d'affaires de leur rayon boissons.

ENVIRONNEMENT

Le retour des véhicules électriques

Bien que la capitale n'ait pas été retenue parmi les vingt-deux communes qui, avec l'aide de l'Etat, vont expérimenter des véhicules électriques (le Monde daté 29-30 novembre 1992), Jacques Chirac ne laisse pas passer l'occasion de prouver sa bonne volonté écologique. Cent quarante engins électriques vont s'éjecter, d'ici à 1995, aux trente et une camionnettes et benne à ordures municipales déjà mues par cette énergie. Surcoût annoncé : vingt-cinq millions de francs.

On sera encore loin des sept cent cinquante benne et des centaines de fourgons à livrer la glace qui, avant la dernière guerre, roulaient à l'électricité dans Paris. Mais cette fois la municipalité veut aller plus loin et préparer l'arrivée sur le marché des voitures particulières. Une douzaine de bornes permettront de recharger leur accus sont déjà en place dans certains parkings. D'autres vont être installées. On songe même à en planter le long des trottoirs, bien que la commission du mobilier urbain fasse la moue.

Cet effort ne serait payant que si les performances des accumulateurs, une heure de charge pour une heure d'utilisation, s'amélioraient enfin. On attend ce progrès-là depuis trente ans à Paris comme ailleurs.

FÊTE

Vignes en ville

La capitale, où jadis on produisait abondance de vin, se souvient de son passé. Après tout, elle est à la même latitude que la Champagne et son climat intra-muros s'apparente à celui du Val-de-Loire. A côté des vignes municipales - situées à Montmartre, dans le parc Georges-Brassens, sur les pentes de Belleville et au pied du Trocadéro - on dénombre plus de deux cents treilles dans des jardins privés et sur des balcons bien exposés.

A l'initiative de Jacques Melac, un Aveniriste moustachu comme un Gaulois, une association s'est créée : les Vignerons de Paris, dont le siège est 42, rue Léon-Frot, dans le onzième arrondissement.

Comme chaque année, ces vignerons urbains vont mettre leur vin en bouteilles, 500 litres, le samedi 6 mars, sur un trottoir de Charonne, dans le quartier de Belleville. Une fête de village qui met le quartier de bonne humeur. Détail encore plus inattendu : il paraît que le vin est bon !

LOISIRS

Le Muséum contre vents et marées

Le vénérable Muséum d'histoire naturelle ne vit que dans le brouillard. En pleine réorganisation, il est actuellement sans statut, sans règlement intérieur, sans conseil d'administration et sans conseil scientifique. A son tuteur traditionnel, le ministère de l'éducation nationale et de la culture, s'est ajouté un second, le ministère de l'environnement. Ces traces administratives n'empêchent pas le Muséum de poursuivre sa cure de rajeunissement, en menant des travaux, notamment dans la Grande Galerie, à la ménagerie et au zoo de Vincennes. Des expositions temporaires, comme celle consacrée en ce moment aux dinosaures, attirent les foules.

Au mois de juin, trois journées vont marquer le deuxième centenaire de l'institution. Le public aura accès gratuitement à la ménagerie, à vingt laboratoires et, espéranto, à la Grande Galerie en fin de chantier, à la bibliothèque et même à la très secrète zoothèque, qui est le coffre-fort souterrain où le Muséum conserve ses inestimables collections.

AMÉNAGEMENT

LE COMPROMIS DE RICHARD-LENOIR

Dans l'est de la capitale, une nouvelle promenade au milieu des voitures va être dessinée

ALORS que la rénovation des Champs-Élysées se poursuit, un nouveau chantier vient de s'ouvrir dans Paris. Il s'agit cette fois de réhabiliter le boulevard Richard-Lenoir qui, sur 1 800 mètres de la Bastille à la rue du Faubourg-du-Temple, traverse, irrigue et sère le onzième arrondissement, le plus densément peuplé de la capitale.

Cette artère de 50 mètres de large doit ses dimensions exceptionnelles au canal Saint-Martin qu'elle recouvre. La voie d'eau joignant la Seine au canal de l'Oise fut ouverte en 1826. Le préfet Haussmann jugea qu'entre le centre et l'est de Paris, elle formait un fossé gênant pour la circulation et dangereux en cas de soulèvement populaire. Il le fit recouvrir en 1859. On donna au boulevard ainsi créé le nom de deux industriels français, François Richard et Joseph Lenoir, qui, au début du dix-neuvième siècle, introduisirent en France

une machine britannique à filer le coton.

Les anciens quais sont devenus des couloirs de circulation et sur le terre-plein central ne restent que des orifices permettant l'aération et l'éclairage du canal sous-jacent. Ces cônes de lumière jalonnent l'obscur navigation des bateaux-promenades font d'ailleurs l'enchantement de leurs passagers.

Vers 1960, le boulevard Richard-Lenoir, comme le bassin de l'Arsenal et le canal Saint-Martin qui le prolongent à ses deux extrémités, excita l'imaginaire des ingénieurs des ponts et chaussées. Fort sérieusement, ils envisagèrent d'utiliser la longue trouée pour y lancer une autoroute urbaine tranchant Paris selon l'axe nord-sud. Ce déliré ne fut jamais émis.

Restent donc aujourd'hui deux rubans d'asphalte où passent selon les tronçons 10 000 à 14 000 véhicules par jour dont une forte proportion de

camions et autres véhicules de livraison. Le long des trottoirs, mille voitures stationnent, sans compter celles qui sont en double-file. Entre les deux, le terre-plein, planté de 750 platanes et sophoras, reçoit des marchés forains, des clubs de boulistes, les rares usagers de meigres jardins et, bien entendu, des voitures ventouses. Que faire de cette bande de 30 mètres de large ainsi prise en sandwich ?

Même vacarme et même pollution

Où y réfléchit depuis trois ans. La première idée fut de démolir les voitures et de faire réapparaître le canal. Toutes les municipalités redécouvrent les états que représentent les plans d'eau urbains. Quand elles les ont occultés, elles rêvent de les reconquérir. Nantes, par exemple, a songé un instant à retrouver le cours de l'Erdre. Sous les pavés, la

plage ! Rendre au onzième arrondissement le canal Saint-Martin cût transféré le quartier entièrement voué aux activités utilitaires. « Impossible », troncèrent les techniciens. « Et ruineux », ajoutèrent les financiers. « Domage », dit aujourd'hui Alain Devaquet, le maire (RPR) de l'arrondissement.

On s'est donc rabattu sur un compromis. Seul le mail central va être réaménagé. Comme pour donner la nostalgie des caux, l'équipe des architectes et paysagistes, David Mangin et Jacqueline Osty, a conçu une sorte de coulée verte légèrement en contre-bas des chaussées, sinuant entre des massifs de plantations, équipée de bancs, de kiosques et de jeux pour enfants. De place en place, les bouches d'aération du canal seront assorties de fontaines, comme l'avait initialement prévu Haussmann, entourées de bambous, de fougères et de mousses, le tout humidifié par des dispositifs de brumisation.

L'éclairage sera assuré par des réverbères Second Empire, et les trottoirs défilés de gazon et de marbre. Deux rues transversales sont effacées, quatre autres rétrécies. Les jardins passent de 7 500 à 17 500 mètres carrés. Boulistes et marchands forains bénéficieront d'espaces améliorés. Au total, le devis initial se monte à 150 millions de francs, pour deux

ans de travaux. Comme tout compromis, celui de Richard-Lenoir reste boiteux. Sur les voies latérales, stationnement et circulation garderont tous leurs droits. Même vacarme, même pollution de l'air, mêmes risques pour accéder au mail central.

Les anciens, les mères de famille, les bambins et les promeneurs apprécieront. En outre, les nouveaux jardins, qui n'occupent finalement que le tiers de l'espace total vaste de 5,5 hectares, seront fermés le soir. Dans la journée, la longue promenade sera coupée par quatre passerelles pour piétons surélevées et bordées, on ne sait trop pourquoi, de rambardeaux. Pour remonter Richard-Lenoir, il faudra figurer parmi l'élite des champions d'une nouvelle épreuve à créer, le 1 800 mètres haies !

Il reste, malgré tout, que les piétons du onzième - il paraît qu'ils ont été consultés et que certaines de leurs suggestions ont été prises en compte - profiteront du réaménagement du boulevard. Ils obtiendront peut-être une gestion intelligente de l'espace réhabilité : par exemple la fermeture du boulevard à la circulation les dimanches et jours fériés. Sinon, le compromis Richard-Lenoir risque de ruser une de ces bonnes intentions dont l'enfer est pavé.

Marc Ambroise-Rendu

MOBILIER URBAIN

LES ARTISTES DU CANDÉLABRE

La Ville Lumière va remplacer ses lampadaires disgracieux

QUARANTE des deux cents modèles de candélabres et d'appliques murales qui éclairaient les rues de Paris vont progressivement disparaître. Ils datent, pour la plupart, des années 30-60, période considérée comme particulièrement indigente dans le domaine du mobilier urbain.

Ainsi en a décidé la commission municipale qui, depuis quelques années, veille à l'esthétique des multiples objets jalonnant les trottoirs. Au cours de la même séance - elle en tient trois par an - la commission a agréé une douzaine de nouveaux modèles, mieux dessinés. Parmi ceux-ci, l'un au moins ne sera qu'une reprise. Il s'agit d'un lampadaire conçu jadis par l'architecte Mallet-Stevens, dont certains exemplaires illuminent encore l'avenue du Président-Wilson, entre l'Alme et le Trocadéro. Sa fabrication, qui avait été interrompue faute de commande, va donc être relancée.

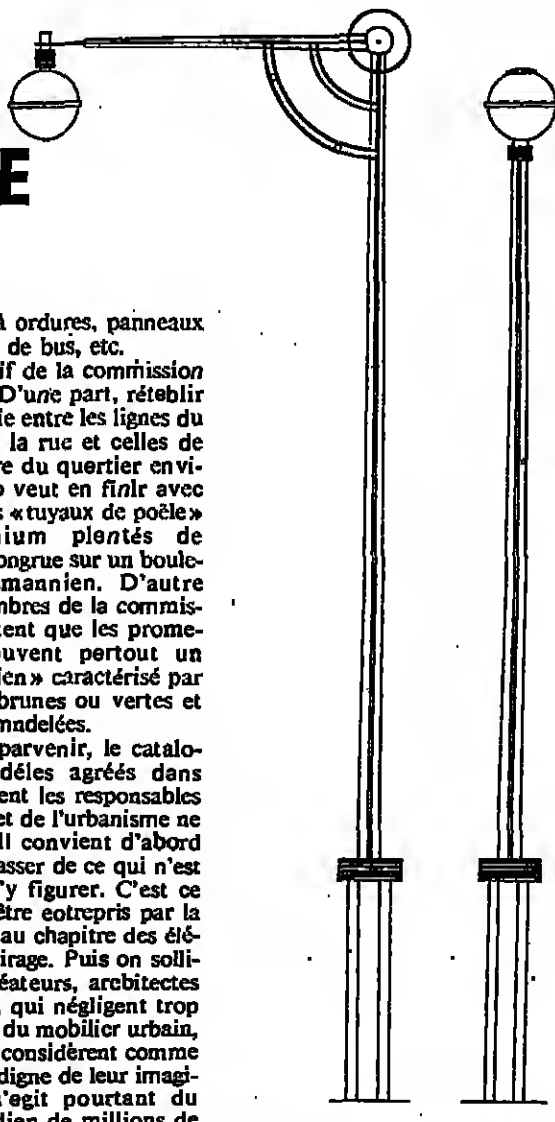
Le nettoyage du paysage parisien a commencé. Ce sera une œuvre de longue haleine. On ne dénombre pas moins de 60 000 points d'éclairage. Compte tenu de leur longévité - certains assurent leur service depuis 1830 - il faudra plusieurs décennies pour les remplacer. Même souci pour les bancs, poteaux indicateurs,

réceptacles à ordures, panneaux divers, arrêt de bus, etc.

L'objectif de la commission est double. D'une part, rétablir une harmonie entre les lignes du mobilier de la rue et celles de l'architecture du quartier environnant. On veut en finir avec les mécanismes « tuyaux de poêle » en aluminium plantés de manière incongrue sur un boulevard haussmannien. D'autre part les membres de la commission souhaitent que les promeneurs retrouvent partout un style « parisien » caractérisé par des teintes brunes ou vertes et des formes modelées.

Pour y parvenir, le catalogue de modèles agréés dans lequel piochent les responsables de la voirie et de l'urbanisme ne suffit plus. Il convient d'abord de le débarrasser de ce qui n'est pas digne d'y figurer. C'est ce qui vient d'être entrepris par la commission au chapitre des éléments d'éclairage. Puis on sollicitera les créateurs, architectes et designers, qui négligent trop souvent l'art du mobilier urbain, que certains considèrent comme mineur et indigne de leur imagination. Il s'agit pourtant de décor quotidiens de millions de citadins. Paris a résolu de redonner vie à cette discipline si importante pour le cadre de vie.

M. A.-R.



Le lampadaire conçu par Mallet-Stevens en 1936. Sa fabrication va être relancée.

DÉCALAGE HORAIRE

Perth, l'urbanisation à l'australienne

Rien ne caractérise mieux l'hyper-urbanisation de l'Australie que Perth, la capitale occidentale du continent : plus de 70 % de la population totale de l'Etat sur moins de 1 % de son territoire, soit 1,25 million d'habitants sur 2 500 km² et 550 000 sur le reste, soit 2,5 millions de kilomètres carrés. La seconde ville de l'Etat, Bunbury, n'a qu'environ 30 000 âmes : la population, il y a cent vingt ans, de Perth, dont la croissance est phénoménale.

En dehors d'un centre-ville, dont le superbe panorama de gratte-ciel élégants au bord de la rivière Swan se retrouve sur toutes les brochures touristiques, Perth n'est qu'un immense faubourg-jardin. Une zone verte qui s'étend jusqu'au port-satellite de Fremantle, rendu célèbre par la Coupe de l'America, et eux pieges de l'océan Indien, un paradis du « quarter acre », ce quart d'acre (un hectare équivaut à 2,5 acres) dont rêve tout Australien moyen pour bâtir « sa » maison. Il en résulte un urbanisme écoré au maximum, diététique services et transports, de plus en plus coûteux à mesure qu'ils s'éloignent le long des quatre axes de développement. Ce qui inquiète planificateurs et polliciens.

Resserrer la densité

D'où une politique incitative lancée par le gouvernement travailliste local de Carmen Lawrence en faveur d'un « habitat de moyenne densité ». Il ne s'agit pas de HLM, mais de convaincre environ 20 % des futurs propriétaires qu'une maison plus petite sur un terrain moins grand serait plus économique, mais non moins agréable à vivre. Resserrer quelque peu la densité urbaine (10,8 habitants à l'hectare) rentabiliserait les services publics.

« Perth ne sera jamais France, avec ses rues bordées de monuments et de magasins », explique John Forbes, directeur de la planification. Mais au moins faudrait-il que la métropole se rapproche plus de Los Angeles que de Denver ou de Phoenix pour l'utilisation de voitures privées par foyer. Autre initiative, redévelopper un centre-ville où travaillent 85 000 personnes le jour mais où ne vivent plus que 5 600 irréductibles dans une sorte de désert

nocturne. Cependant, ajoutait-il, « il faut être très prudent afin de ne pas perdre la spécificité de Perth, ses plages, son ciel bleu, sa rivière bordée d'arbres et ses buildings dinocorants ».

Une antienne reprise par les responsables de l'environnement. « A Perth, il n'y a aucun endroit d'où l'on ne puisse voir des arbres. Les gens veulent pouvoir pêcher des poissons dans la Swan, et les manger. Si elle était comme la Seine à Paris, nous serions tous vireux », assure John Ottaway, sous-directeur de la pollution à l'Agence de protection de l'environnement.

Et d'aligner les « problèmes » de sa métropole : six jours par an où la pollution descend en dessous des normes de l'OMS ; une urbanisation tentaculaire ; une pollution automobile due à une trop grande utilisation des véhicules privés. Il faut donc rapprocher les gens de leur travail, un « développement économiquement gérable » par l'utilisation rationnelle des ressources, en particulier de l'eau, dont 50 % provient de puits artésiens.

Il nous reste aussi de la nécessité du respect par les industries de strictes normes antipollution, ce que, selon lui, elles font sans difficulté ; du traitement des déchets, qui devraient, d'ici à l'an 2 000, être recyclés à 50 %. Tout cela, le plus souvent « sans que l'on ait besoin de recourir à des sanctions, car les gens aiment leur environnement et entendent le préserver ».

Perth, comme les quatre autres métropoles australiennes, présente de sérieux problèmes de service international : la décision de privatiser une large partie des services publics. Comme peut-être ces sociétés françaises implantées de l'autre côté du continent, à Sydney, CGE ou Lyonnaise des eaux, qui viennent d'y remporter les appels d'offres pour l'adduction d'eau. « La privatisation, c'est la seule solution, et elle va faire bouillir de la neige », affirme Doug Dean, le patron de Colley Onyx, filiale australienne de la CGEA spécialisée dans le traitement des déchets industriels. La mode court jusqu'aux antipodes...

de notre envoyé spécial à Perth
Patrice de Beir

ÉGLISE ET HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AFRIQUE

L'avenir des jeunes Eglises

294 F 424 pages

BEAUCHESSNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

politique étrangère

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

L'Allemagne après l'unité

Numéro spécial consacré au bilan d'un an d'unité telle qu'elle a été vécue en Allemagne et perçue en Europe.

Analyses documentées, commentaires d'experts permettent de mieux comprendre les difficultés que créent les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne et les problèmes qu'entraîne la réalisation d'un édifice européen commun aux deux moitiés de notre continent.

n° 4/91 - 98 F

En vente en librairie ou par correspondance à : Armand Colin BP 22-41353 VINCENNES

Tél. (01) 54-43-89-94

هكرام الناصر

VAL D'OISE
FAUT-IL
CERGY-P

SEINE-ET-MARNE
UN GÉNÉRAL
ENCOMBRA

I L E - D E - F R A N C E

VAL-D'OISE

FAUT-IL AGRANDIR CERGY-PONTOISE ?

Le projet d'extension de la ville nouvelle provoque l'opposition d'élus et d'une partie de la population

LES élus et la population de la ville nouvelle et des communes alentour sont mobilisés contre l'éventuel débordement de Cergy-Pontoise. Le projet de schéma directeur pour la région Ile-de-France (SDRIF) a ainsi ramené les élus du Val-d'Oise plusieurs années en arrière, au moment même de la construction de la ville nouvelle, à la fin des années 60. Ce n'est pas la récente remise en cause du schéma directeur qui mettra un terme à ce débat.

Les élus réclament, en effet, la modification ou même l'abandon pur et simple de « ces objectifs de développement en tôle d'huile de Cergy-Pontoise », selon les termes de Jean-Philippe Lachenaud (UDF), président du conseil général du Val-d'Oise. Ils ont reçu le soutien, très intéressé, des quelque quatre-vingts communes du Vexin qui ressentent cette éventuelle extension comme une menace pesant sur un autre projet beaucoup plus avancé : celui du parc naturel régional du Vexin français.

En fait, le schéma directeur envisage l'aménagement de 1 410 hectares supplémentaires. S'il devait se réaliser en l'état, 300 hectares de terres agricoles disparaîtraient sous le béton des aménageurs. Et ce ne serait pas moins de quatre communes qui se retrouveraient annexées à la ville nouvelle : Ennery, au nord-est, Boissy-l'Aillerie, au nord-ouest, Pierrelaye, au sud, et Sargis, à l'ouest. Les trois premières villes appartenaient déjà à Cergy-Pontoise au moment de sa création, mais avaient profité de la loi de décentralisation de 1983 pour hisser les chaînes qui les reliaient à elle. Quant à Sargis — où l'opposition des habitants est sans doute la plus déterminante —, elle ne compte aujourd'hui que 1 100 habitants, répartis autour de quatre hameaux typiquement ruraux : Faillancourt, Le Grand-Mesnil, Le Petit-Mesnil et Cherdronville.

Aujourd'hui, Cergy-Pontoise compte un peu plus de 180 000 habitants pour environ 75 000 emplois, 710 000 m² de

bureaux et 563 000 logements construits. En 2015, le schéma directeur prévoit 50 000 habitants supplémentaires, tandis qu'une programmation locale élaborée jusqu'en 1995 prévoit quelque 1 500 logements supplémentaires par an, 2 000 emplois, 25 hectares de parcs d'activités et entre 20 000 et 40 000 m² de bureaux. Une programmation déjà revue à la baisse et que la conjoncture économique actuelle risque fort de bouleverser.

La cohérence de l'agglomération

Avec une prévision de 150 000 m² de bureaux, 2 500 logements et environ 5 000 m² de commerces, le futur quartier de Cergy-le-Neuf, qui devrait également accueillir en mai 1994 le troisième gare RER de l'agglomération, fait aujourd'hui figure de véritable geyser. Il s'agit pourtant d'une « pièce maîtresse », selon les termes de Gilles de Beauregard,

directeur de la communication à l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle (EPA).

Mais à toute chose malheur est bon : c'est cette impossibilité conjoncturelle de prévoir l'avenir immédiat de Cergy-Pontoise qui est devenue le meilleur argument des opposants à son extension. « Achevons la ville avant de penser à l'étendre », suggère Alain Richard (PS), président du Syndicat d'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise (SAN). En effet, il reste dans le périmètre de la ville 1 000 hectares de surfaces urbanisables, dont 480 pour les logements et 520 pour les zones d'activités.

Dominique Gillot (PS), conseiller général de Cergy-Sud, lors de la séance au conseil général portant sur le SDRIF, a repris à son compte le débat de la limitation des extensions urbaines envisagées dans le projet de schéma et s'oppose à « l'urbanisation au nord-ouest de l'agglomération nouvelle, qui empièterait sur le paysage agricole et naturel du Vexin ». Une position très nette mais pas toujours facile à défendre lorsqu'on ne souhaite pas trop égratigner le projet de schéma directeur.

« Il est impossible d'occuper, à l'horizon 2015, 30 000 nouveaux habitants, explique-t-on au SAN. Un chiffre de 30 000 paraît être le maximum compatible avec la qualité de vie urbaine de Cergy-Pontoise. » Un chiffre repris par Gérard Claudel

(div. d.), maire d'Ennery. « On compte 30 habitants à l'hectare, 1 000 hectares à urbaniser, cela équivaut à 30 000 habitants. On ne peut pas faire plus. »

Jacky Leser (PC), maire de Bezons, ajoute, lui, à ce concert de protestations un autre élément : « Il faut que la ville nouvelle cesse de donner l'illusion qu'elle va se développer économiquement alors qu'elle n'est bien souvent que le simple point de chute d'activités et d'emplois transférés. » Une critique mal acceptée par l'EPA. Si Philippe Hugon, directeur du développement économique, reconnaît avec Alain Richard qu'il est préférable d'éviter de « terminer » la ville nouvelle, il n'empêche que, pour lui, « la cohérence de l'agglomération passe par son développement ».

Jusqu'en 1995, ce dernier est prévu dans les limites du périmètre. Mais après ? « Il faut penser à loger la deuxième génération des Cergypontois qui ont grandi ici et veulent continuer à y vivre une fois mariés. » Il y a aussi que les nombreux équipements publics qui ont été construits ainsi que leur fonctionnement ont coûté et coûtent encore fort cher. La solution est peut-être d'en faire profiter les communes alentour, même au prix de leur indépendance. Des paroles de technocrates qui risquent fort de ne pas être bien comprises sur le terrain.

Jacqueline Meillon

ESSONNE

Quatre communes s'accordent pour gérer le logement social

La ville nouvelle d'Evry (Essonne) vient de se doter d'un protocole d'occupation du patrimoine social (POPS). Le document a été signé entre l'Etat, les quatre communes de l'agglomération (Bondoufle, Courcouronnes, Evry et Lisses), le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), le conseil général, la Caisse d'allocations familiales et trente-cinq bailleurs, tant publics que privés. C'est le premier document intercommunal, conclu en Ile-de-France, après la loi de 1991, sur le droit au logement. Le POPS a pour objectif de répondre à la demande de logement des exclus du patrimoine social. Si la ville nouvelle d'Evry se caractérise par la prépondérance de l'habitat social (10 178 logements), le parc étant récent, les loyers fléchissent souvent avec le maximum des plafonds HLM, et le taux de rotation baisse régulièrement. Dès la première année de mise en place du POPS, les signataires entendent réserver un dixième du flux annuel de rotation (estimé à 1 132 logements) aux ménages à faibles ressources. Des mesures doivent permettre de freiner la concentration des familles mono-parentales dans certains secteurs et de mieux répartir l'accueil des populations étrangères.

INSTITUTIONS

Services de l'Etat et conseillers sur mini-annuaires

Ils se présentent sous forme de petits dépliants serrés entre deux couvertures aimantées et vont vite devenir indispensables aux élus, décideurs économiques et responsables d'associations de la région capitale. Ce sont les annuaires édités par la préfecture et le conseil économique et social de la région d'Ile-de-France. Ils permettent de retrouver, de façon synthétique, des données essentielles sur la région et sur le fonctionnement des institutions. Ils sont disponibles au 23 rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.

CHOMAGE

Contrats emploi-solidarité en augmentation

Ils sont 19 000 chômeurs de longue durée à avoir bénéficié d'un contrat emploi-solidarité en Ile-de-France entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 1992. Un chiffre important puisqu'il est trois fois supérieur à celui de l'année précédente durant la même période. Des données fournies par Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, à l'issue d'une réunion de la cellule chargée de suivre l'exécution du programme « 300 000 chômeurs de longue durée ».

INFORMATIQUE

Carte à puce multiservice à Issy-les-Moulineaux

La commune d'Issy-les-Moulineaux adopte à son tour le monétique pour le paiement des services municipaux. La municipalité vient de signer avec les sociétés Innovatron et IBM France un accord de partenariat qui va permettre, dans un premier temps, dans deux écoles de la ville, le paiement par carte de la captivité, des cantines de laits, de la garderie et de l'école. Appelée Puci, cette carte offre la particularité d'enregistrer des inscriptions de manière centralisée au maire, ou décentralisée dans les bureaux d'associations ou de sociétés d'économie mixte. L'usage de cette carte personnalisée, gratuite et fonctionnant sur le principe du prépaiement sera progressivement étendu à l'ensemble des activités proposées par la commune.

Philippe Bavarel

SEINE-ET-MARNE

UN GÉNÉRAL ENCOMBRANT

L'arrivée de Michel Aoun suscite l'hostilité dans le canton de Crécy-la-Chapelle.

LUNDI 22 février, la bise glaciale qui souffle sur le plateau de Brie inciterait plutôt les Seine-et-Marnais à se barricader. A la Haute-Maison, un village de 205 habitants isolé au milieu des champs, dans le canton de Crécy-la-Chapelle, ils sont pourtant une vingtaine à braver la nuit pour tenir réunion à la mairie-école. Il n'est question ni de PDS, ni d'association, mais de la présence d'un hôte jugé encombrant : le général Michel Aoun, ex-premier ministre libanais, réfugié en France depuis août 1991, installé à la Haute-Maison depuis le 15 février.

En quittant sa résidence marseillaise pour la propriété de Seine-et-Marne de Joseph Diwan, un ami libanais, Michel Aoun voulait se rapprocher de ses filles, étudiantes à Paris, ainsi que de la communauté libanaise de la région parisienne. Ni lui ni son hôte n'avaient imaginé que sa présence provoquerait de tels mouvements d'hostilité. Voilà déjà un mois que une banderole est tendue entre deux arbres, en face de l'église, avec pour tout message : « Non à la venue du général Aoun. »

Trop de policiers

Tandis que les entrepreneurs se relayaient dans la ferme du château pour y installer les systèmes de sécurité sous la surveillance des CRS, de nouveaux panneaux fleurissaient de part et d'autre de la route départementale qui traverse le village, et les réunions publiques se succédaient. C'est l'école, située à moins de 200 mètres de la propriété, qui focalisait les angoisses des habitants : « Nous ne voulons pas du général Aoun, déclarait une mère d'élève. Il ne s'agit pas d'un réfugié quelconque mais d'un personnage à risques. Nous avons peur des prises d'otages, dont nos enfants pourraient être les victimes. »

Depuis lors, les motifs de la colère se sont déplacés et l'on évoque pile-mêle la lumière des projecteurs illuminant l'entrée du château, les aboiements des chiens au moment de le reléver des CRS ou encore les ellées et venues des visiteurs libanais du général. Surtout, les riverains

ont le sentiment d'avoir été privés d'une parcelle de leur territoire et déçoquent la politique du fait accompli. « Les policiers et les autorités préfectorales nous ont d'abord fait croire que le général viendrait peut-être, mais que ce n'était pas sûr. Le jour de son arrivée, le maire lui-même n'était au courant de rien. »

La présence de CRS dans un département où de nombreux élus se plaignent de l'insuffisance des effectifs policiers est paradoxalement ressentie comme une gêne : « On ne peut plus promener son chien ou bavarder à proximité de la grille

sans qu'un policier nous demande une pièce d'identité. Il y a deux jours, des malfaiteurs ont tenté de voler la voiture de mon voisin. Croyez-vous que les CRS se soient manifestés ? »

Du côté des pouvoirs publics, on tente d'apaiser ces inquiétudes. Michel Aoun est en France en situation régulière ; il est donc libre de choisir son lieu de résidence, explique le sous-préfet qui ajoute : « La propriété est isolée, à l'entrée du village ; je crois qu'il faut faire la part des choses réelles et des fantasmes : le dispositif policier mis en place est interne au château, les voisins se rendront vite compte que la présence du général ne dérange pas leurs habitudes. »

Pourtant, dimanche 21 février, la tension est montée lorsque les leaders du mouvement de protestation ont découvert que leurs panneaux avaient été arrachés durant la nuit, « par des amis libanais du général », affirmait l'un des plus déterminés. S'ils continuent de venir nous narguer, cela se terminera

CABLE

LES TÉLÉVISIONS MANQUENT DE FONDS

L'attraction de Paris rend difficile la rentabilité des chaînes locales

FATALE Saint-Valentin pour les amoureux du câble à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) : la télévision locale BB Com (Boulogne-Billancourt communication) a diffusé ses dernières images dimanche 14 février.

Créée en 1988 et directement rattachée au service communication BB Com, l'association BB Com fait les frais des mesures d'économie décidées par la municipalité. De 4,5 millions de francs en 1991, la subvention de la ville est tombée à 2 millions en 1992 (avec suspension d'antenne pendant cinq mois et réduction des effectifs de moitié). Pour 1993, le maire, Paul Graziani (RPR), a simplement fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de remettre le main en portefeuille, sinon pour éponger le déficit de 1992 (290 000 francs). L'investissement aura sans doute été jugé disproportionné au regard du faible taux de pénétration du câble à Boulogne (6 000 foyers abonnés sur 100 000 habitants)...

Quant au câble-opérateur, la Lyonnaise communication, qui diffusait les émissions par décrochage sur Paris Première, il ne sera sans doute pas fiché de ne plus avoir à apporter ses subides

(1 000 000 de francs par an). Triste bilan pour une télévision conçue comme un bulletin municipal en vidéo, qui n'avait de toutes façons pas vocation à faire de l'information : la nouvelle grille (février 1992) faisait même l'impasse sur le journal local. Sport, santé, environnement, culture à Boulogne... alternaient donc chaque soir à 19 heures selon les magazines, rediffusés en boucle le lendemain matin de 7h30 à midi.

La faillite de BB Com illustre les difficultés inhérentes à l'implantation durable des chaînes locales en Ile-de-France. Généralement très marquées en province, l'identité culturelle et le sentiment d'appartenance propres à une région, qui constituent le terrain de toute chaîne locale, apparaissent fortement amoindris en banlieue parisienne. Sans parler de la « proximité de Paris, lieu de magnétisme extraordinaire », comme dit Jean-Michel Leguennec, délégué général de l'Association des villes câblées. L'Ile-de-France, qui ne compte plus que deux chaînes locales câblées, apparaît donc « à la traîne » par rapport aux quinze télévisions de ce type qui émettent dans l'Hexagone.

Partenaire du même câble-

opérateur, utilisant le même mode de diffusion (décrochage sur Paris Première avec rediffusion le lendemain matin), l'association Yvelines Première est néanmoins mieux lotie que sa consœur des Hauts-de-Seine, ce serait-ce que parce qu'elle compte 16 000 abonnés dans sa zone de diffusion.

Audience confidentielle

Emanation du Syndicat intercommunal pour le développement de la communication (SIDECOM), Yvelines Première regroupe 42 communes autour de Michel Péricard (RPR), maire de Saint-Germain-en-Laye. Un bassin de population qui lui permet de goûter au gâteau publicitaire et au sponsoring (300 000 francs au total en 1992). Mais surtout, Yvelines Première bénéficie de sources de financement diversifiées : 1 million de francs de la Lyonnaise Communication, 2 millions de francs des communes et 450 000 francs du conseil général. Au total, un budget de 4 millions pour produire un journal local de dix minutes agrémenté chaque soir d'une page spéciale (« Bonsoir Monsieur le maire », sport, entreprises...).

Seule chaîne locale « de plein exercice » en Ile-de-France, Télésonne, depuis septembre 1989, fait figure de pionnière. Diffusée sur Bièvres, Chilly-Mazarin, Igny, Massy, Palaiseau et Les Ulis (oord de l'Essonne) par France Telecom Câble (par décrochage sur la mosaïque du câble), Télésonne est financée à 90 % par l'opérateur (pour un

budget total de 5 millions de francs), le reste provenant de subventions allouées par le syndicat intercommunal, en échange de la programmation de films pédagogiques aux heures scolaires. Avec un secteur de 130 000 habitants dont 6 000 foyers câblés, le taux de pénétration du câble, comme à Boulogne, apparaît insuffisant pour engranger des recettes publicitaires (à peine 30 000 francs l'an dernier).

Fort de trois Bétacam et d'une dizaine de salerités, dont cinq journalistes, Télésonne joue la carte du professionnalisme et de la proximité. Chaque soir à 19 h 45, un journal local de dix minutes, « Quoi d'neuf ? » suivi d'un magazine d'un quart d'heure (sport, culture, « club de la presse »...). Et pour confronter les expériences, Télésonne vient de lancer, avec cinq autres télévisions locales (dont Lille et Marseille), « Vie », premier magazine mensuel « interlocal » réalisé en commun.

A l'heure du « village planétaire », l'information de proximité, « composante fondamentale de la démocratie » selon les propos de Jean-Noël Jeanneney lors du Festival des médias locaux de Marne-la-Vallée, se réduit comme peau de chagrin sur le câble d'Ile-de-France. Le coût élevé des investissements, la confidentialité de l'audience et la quasi-absence de recettes publicitaires font reculer nombre de bailleurs de fonds. Pourtant, comme à Sartrouville, plusieurs projets de chaînes locales existent en région parisienne. L'avenir dira s'ils sont économiquement viables.

DOSSIER

LE NOUVEAU RÔLE DE LA DDE

Frustrées par la décentralisation
les directions départementales de l'équipement continuent de conseiller les élus

CENTRE

La musique
d'Europe centrale
à Chinon

Joueur de hautbois et passionné de musique baroque, Eric Baude est parvenu, après trois ans d'efforts, à obtenir l'ouverture en novembre 1992 d'une médiathèque à Chinon (Indre-et-Loire). Auparavant, ce spécialiste de musique tchèque avait séjourné huit mois à Prague, durant lesquels il avait réuni 3 000 partitions, 300 disques compacts, 500 disques vinyle et une bibliographie en plusieurs langues. Les objectifs de cette médiathèque sont la diffusion de la musique d'Europe centrale, la participation à des manifestations culturelles, l'inventaire des fonds français, tchèque et slovaque, la transcription de manuscrits et la formation de professeurs spécialisés. «Cela peut aussi être l'occasion de promouvoir les fabricants d'instruments de musique de la région Centre», précise Eric Baude. Pour cette entreprise, le musicien, qui dirige par ailleurs l'Ensemble Philidor, a reçu des financements de la ville de Chinon, du département, des ministères de la culture et des affaires étrangères.

PICARDIE

Les grandes villes
jouent
la complémentarité

Après avoir signé une charte de coopération avec Daniel Le Meur (PC), maire de Saint-Quentin (Aisne), et Jacques Becq (PS), maire d'Abbeville (Somme), Gilles de Robien (UDF), maire d'Amiens, a passé samedi 20 février un accord de coopération avec Walter Amelien (PS), maire de Beauvais (Oise). La capitale régionale et le chef-lieu du département, qui se voulaient désormais «plus complémentaires que concurrents», se promettent à leur tour aide et assistance dans les domaines des transports, de l'enseignement supérieur, de l'économie, de la culture, du tourisme, de l'urbanisme et de tout ce qui concerne la gestion de la santé. Grâce au réseau de villes qui se met en place dans la région Picardie, les élus des grandes agglomérations entendent prendre eux-mêmes en main l'aménagement de leur région.

RHONE-ALPES

L'accord
des écologistes
pour une station de ski

Pour la première fois dans l'histoire de l'aménagement des Alpes, une association de protection de la nature participera à la conception et à la réalisation d'une station de ski. Signé le 19 février à Chambéry, en présence de Michel Barnier (RPR), président du conseil général de la Savoie, un protocole d'accord lie désormais la commune savoyarde de Saint-Foy-Tarentaise (650 habitants) et la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA). Il concerne l'aménagement d'une station de 82 500 mètres carrés et 11 remontées mécaniques sur le site de Bon-Conseil, au pied du massif du Tignes, où l'urbanisation d'une première tranche de 30 000 mètres carrés (environ 2 000 lits) a déjà été autorisée par le Comité des unités touristiques nouvelles (UTN). Saint-Foy, officiellement ouverte durant l'hiver 1990, ne compte aujourd'hui que trois téléskis et une cantine de lits mais la commune a déjà investi plus de 100 millions de francs. La signature de ce protocole met fin à un conflit qui opposait depuis dix ans cette commune aux associations de protection de la nature.

Depuis les lois de décentralisation, les communes dotées de plans d'occupation des sols (POS) sont seules compétentes en matière d'urbanisme. Pourtant, la majorité des maires se tournent, comme par le passé, vers les directions départementales de l'équipement (DDE) pour modifier ou réviser leur POS, aménager des bordures de trottoir ou une rue piétonne. Mais ils le font spontanément et non plus parce qu'ils y sont forcés.

Les élus entretiennent le plus souvent de bons rapports avec leur DDE. Si ce n'est avec le directeur départemental de l'équipement lui-même, grand commis de l'Etat et connu tel regardé parfois avec méfiance, du moins avec «son» ingénieur subdivisionnaire. C'est vers lui qu'ils se tournent quotidiennement pour élaguer les arbres, refaire un revêtement de chaussée ou aménager un rond-point. Les 101 DDE ont un domaine réservé : celui de l'entretien et de la construction des routes et ouvrages d'art, qui représentent 70 % de leur activité. En ce qui concerne les 35 000 kilomètres de routes nationales, rien n'a changé. Préparer les marchés, programmer les travaux, mettre en place la signalisation, entretenir les voies et accotements, assurer la viabilité hivernale et la sécurité des usagers, tout cela entre toujours dans leurs missions.

Pour les 340 000 kilomètres de routes départementales, la décentralisation a quelque peu modifié les habitudes de travail. Une partie des agents — ceux qui étaient chargés des études, des acquisitions foncières, de l'ingénierie routière — sont en effet passés sous l'autorité du conseil général. Ils ont changé de lieu de travail : la majorité des départements ont souhaité transférer ce type de compétences, et les hommes les exerçant, au siège du département.

«Les élus ont craint que la méthode de la mise à disposition ne leur permette pas d'avoir la responsabilité entière que leur reconnaissait la loi, notamment en matière de programmation routière», explique Jacques Scriver,

ingénieur général des Ponts et Chaussées, chargé de l'inspection générale des régions Alsace-Lorraine et Champagne-Ardenne.

La décentralisation a placé, pour la première fois de leur histoire, les DDE en situation de concurrence. Les conseils généraux sont libres de passer avec elles une convention et les maires de préférer s'adresser au secteur privé. Avec le temps, cette décision a eu pour effet de dynamiser les équipes et de les rendre plus performantes. Les DDE doivent en effet justifier le coût de leurs prestations.

La force
des subdivisionnaires
tient
à leur nombre

Dans les années 1982-1985, le moral des troupes était au plus bas. «La décentralisation a été globalement un séisme moral : on a expliqué soudain aux gens qu'ils faisaient mal leur métier, qu'ils empêchaient l'Etat d'exercer son pouvoir, qu'ils étaient illégitimes dans le domaine de la prospective et de l'aménagement», explique Patrick Gandil, sous-directeur des services de la décentralisation au ministère de l'équipement. Certains techniciens n'hésitaient pas alors à partir de «casse du service public» et le prestigieux corps des ingénieurs des Ponts avait du vague à l'âme.

«Les éléments les plus brillants sont partis, car il n'y avait plus de grands dossiers à traiter, les financements d'Etat s'étaient taris», estime Christophe Bayle, architecte-urbaniste plus éleveur, certains ingénieurs ont préféré aller travailler pour des grandes villes, des sociétés d'économie mixte, plus rarement des entreprises privées.

Si les jeunes logisticiens des Travaux publics de l'Etat (TPE), placés à la tête des subdivisions dès leur sortie d'école, ont, dans leur majorité, joué le jeu de la

décentralisation, leurs aînés ont parfois eu plus de mal à s'adapter aux nouvelles règles. «A l'époque où les DDE régnaient en maîtres, quelques subdivisionnaires avaient une fâcheuse tendance à imposer leurs vues de manière autoritaire aux élus», reconnaît Franck Mousset, ingénieur subdivisionnaire à Meaux. Agé de trente-quatre ans, il juge passionnant d'être «à l'écoute des maires et des interlocuteurs concernés par un projet».

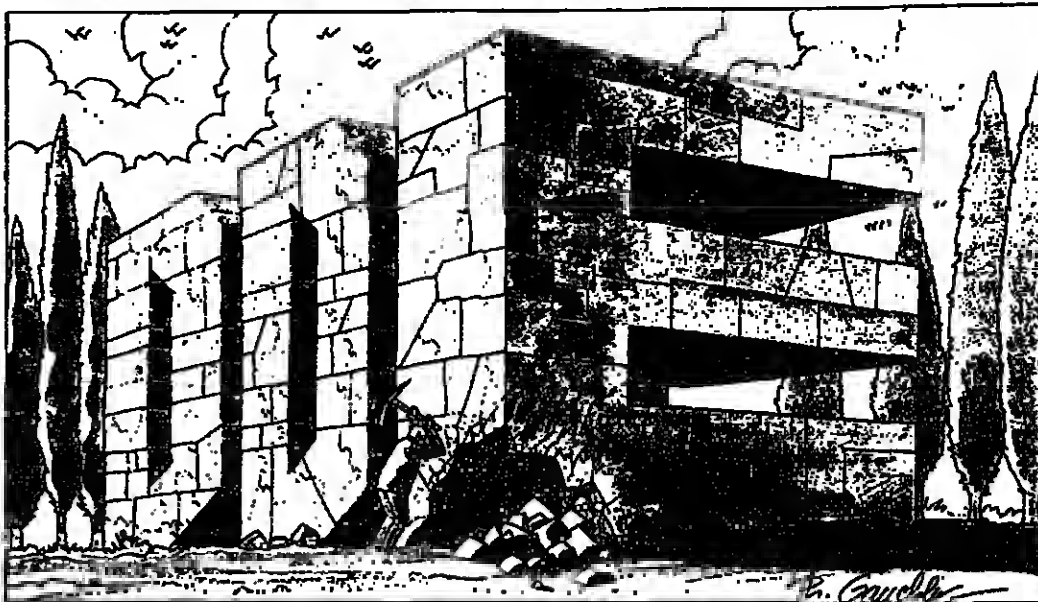
Les subdivisions assument un rôle majeur dans le domaine de l'assistance technique à la gestion communale, du conseil en ingé-

coastate Pierre Mayet, vice-président du conseil général des Ponts et Chaussées au ministère de l'équipement. «Sur les 13 388 communes compétentes, 502 seulement instruisent elles-mêmes, 145 confient cette instruction à un établissement de coopération intercommunale et 12 741 s'adressent aux DDE», précise Jean-François Morand, chef de bureau des documents d'urbanisme, des autorisations d'occupation du sol et de la publicité du ministère de l'équipement. Sans doute les petites communes n'ont pas toujours les

voquer un malaise au sein même des DDE. «Les agents ainsi mis à disposition des élus ont mal supporté de travailler pour deux patrons — la commune (pour le compte de laquelle l'action était menée) et l'Etat (telle hiérarchie) — aux intérêts parfois contradictoires», confie Catherine Bergal, directeur du bureau d'application du droit des sols à la DDE du Val-de-Marne.

Certains d'entre eux ont eu du mal à se situer, ayant l'impression d'être «les scribouillards des maires», de ne plus disposer d'aucun pouvoir, hormis celui de signaler une irrégularité faisant courir à l'élus le risque d'un recours contentieux.

Les instructeurs de permis sont en effet chargés de «dire le droit», un autre service de la DDE étant chargé de contrôler la légalité des actes et de signaler tout manquement grave au préfet ! Beaucoup ont souffert de ne



niérie et de la maîtrise d'œuvre : «On fait appel à nous car on est la mémoire — on a tout fait sur une commune, on sait où passent les tuyaux — mais aussi parce qu'on sait décoder les messages, et qu'on a une présence quasi naturelle».

La force des «subdi» tient à leur nombre : on en compte 1 300 réparties sur tout le territoire, à raison d'une douzaine par département, chacune d'entre elles étant active pour deux ou trois cantons, un seul s'il est très urbanisé. «95 % des maires qui pourraient instruire eux-mêmes leurs permis de construire confient encore cette mission aux DDE»,

explique Georges Crepey, son directeur, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Rattachées à la préfecture de Paris, la DUAE comprend deux sous-directions : les affaires économiques, d'une part, et l'urbanisme, le logement et l'équipement, d'autre part. Première originalité pourtant, cette DDE très spéciale n'a aucune responsabilité technique dans le domaine de la voirie — «toutes les routes sont municipales», elle ne sa charge ni de «service hivernal» ni de signalisation, «du ressort exclusif de la préfecture de police».

Il entre dans les compétences de l'Etat d'exercer un droit de regard sur les documents d'urbanisme : «Un projet de révision du POS de Paris, en 1989, a été annulé par le préfet, le coefficient d'occupation des sols (COS) ayant été dépassé», la DUAE demande à être associée à l'élaboration de ces documents lorsqu'il s'agit de réviser les schémas directeurs locaux.

«On leur a fourni des éléments de prospective sur les évolutions démographiques de leurs communes. Nous disons ce qui nous paraît souhaitable, mais nous n'imposons rien», Jean-Marc Danizon est formel : «La DDE est plus indépendante à l'égard des élus qu'un bureau d'études privé : on ne nous fera jamais dire quelque chose que nous ne croyons pas ou qui nous paraît contraire aux faits».

«Compte tenu du statut original de Paris, à la fois commune et département, la direction de l'urbanisme et des actions de l'Etat (DUAE) est une direction un peu particulière», explique Georges Crepey, son directeur, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Rattachées à la préfecture de Paris, la DUAE comprend deux sous-directions : les affaires économiques, d'une part, et l'urbanisme, le logement et l'équipement, d'autre part.

Première originalité pourtant, cette DDE très spéciale n'a aucune responsabilité technique dans le domaine de la voirie — «toutes les routes sont municipales», elle ne sa charge ni de «service hivernal» ni de signalisation, «du ressort exclusif de la préfecture de police».

Il entre dans les compétences de l'Etat d'exercer un droit de regard sur les documents d'urbanisme : «Un projet de révision du POS de Paris, en 1989, a été annulé par le préfet, le coefficient d'occupation des sols (COS) ayant été dépassé», la DUAE demande à être associée à l'élaboration de ces documents lorsqu'il s'agit de réviser les schémas directeurs locaux.

«On leur a fourni des éléments de prospective sur les évolutions démographiques de leurs communes. Nous disons ce qui nous paraît souhaitable, mais nous n'imposons rien», Jean-Marc Danizon est formel : «La DDE est plus indépendante à l'égard des élus qu'un bureau d'études privé : on ne nous fera jamais dire quelque chose que nous ne croyons pas ou qui nous paraît contraire aux faits».

Le statut particulier de Paris

«Compte tenu du statut original de Paris, à la fois commune et département, la direction de l'urbanisme et des actions de l'Etat (DUAE) est une direction un peu particulière», explique Georges Crepey, son directeur, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Rattachées à la préfecture de Paris, la DUAE comprend deux sous-directions : les affaires économiques, d'une part, et l'urbanisme, le logement et l'équipement, d'autre part.

Première originalité pourtant, cette DDE très spéciale n'a aucune responsabilité technique dans le domaine de la voirie — «toutes les routes sont municipales», elle ne sa charge ni de «service hivernal» ni de signalisation, «du ressort exclusif de la préfecture de police».

Il entre dans les compétences de l'Etat d'exercer un droit de regard sur les documents d'urbanisme : «Un projet de révision du POS de Paris, en 1989, a été annulé par le préfet, le coefficient d'occupation des sols (COS) ayant été dépassé», la DUAE demande à être associée à l'élaboration de ces documents lorsqu'il s'agit de réviser les schémas directeurs locaux.

C. L.-V.

L'exemple de la Seine-et-Marne

Département où doivent être réalisées d'importantes infrastructures routières et ferroviaires, la Seine-et-Marne compte 1 250 agents dans sa direction départementale de l'équipement (DDE). «Six cents travaillent dans le domaine des routes et des infrastructures, 220 dans celui de l'habitat et de la construction, 300 (en équivalent temps plein) pour la compte du département», précise la DDE, Jean-Marc Danizon, ingénieur des Ponts et Chaussées.

L'organisation de la DDE est territoriale. Le siège, à Melun, regroupe différents services fonctionnels : aménagement et réglementation de l'urbanisme, développement urbain et logement, constructions publiques, notamment. Services constructeurs de différents ministères (intérieur, justice, jeunesse et sports et santé), la DDE de la Seine-et-Marne a réalisé un hôtel de police, la sous-préfecture de Meaux, la cité judiciaire de Melun et différents établissements hospitaliers.

Les bureaux d'études sont répartis entre 4 arrondissements (Est, Nord, Ouest et Sud) situés à Provins, Meaux, Melun et Fontainebleau.

Chaque des 19 subdivisions compte 21 agents, placés sous l'autorité d'un ingénieur TPE, et est responsable de projets touchant aux routes, à l'assainissement ou aux équipements publics. C'est aussi dans les «subdi» que sont gérées les procé-

duras d'application du droit des sols.

Sur les 514 communes saines-et-marneaises, 155 ne disposent pas encore de POS. «Sur les 359 communes compétentes en matière d'urbanisme, 29 seulement ont totalement repris l'instruction de leurs permis de construire, 126 assumant cette mission partiellement et 145 se tournant vers le DDE qui leur apporte une assistance technique», précise Jean-Marc Danizon : pour les dossiers les plus pointus, la «subdi» n'hésite pas à faire appel au siège.

La DDE participe à l'élaboration des documents d'urbanisme et aux réflexions techniques pilotées par la direction régionale de l'équipement (DRE) de l'Île-de-France, elle est aussi associée aux travaux des 21 syndicats intercommunaux d'études et de programmation chargés d'élaborer ou de réviser les schémas directeurs locaux.

«On leur a fourni des éléments de prospective sur les évolutions démographiques de leurs communes. Nous disons ce qui nous paraît souhaitable, mais nous n'imposons rien», Jean-Marc Danizon est formel : «La DDE est plus indépendante à l'égard des élus qu'un bureau d'études privé : on ne nous fera jamais dire quelque chose que nous ne croyons pas ou qui nous paraît contraire aux faits».

C. L.-V.

L'ingénierie publique coûte moins cher

Si les DDE aiment bien se décharger des missions d'application du droit des sols, elles ne dédaignent pas de réaliser, comme conducteurs d'opérations, certains travaux, facturés cette fois aux maires : aménagements de places ou de rues piétonnes, bordures de trottoir ou stations d'épuration. Ce qui chagrine architectes et urbanistes libéraux, prompts à critiquer la qualité de leurs interventions et à dénoncer cette «concurrence déloyale».

L'ingénierie publique coûte beaucoup moins cher que l'ingénierie privée. La décentralisation a eu des effets pervers : «L'Etat a laissé tomber le potentiel de maîtrise grise dont il disposait dans ses services extérieurs et n'a pas renouvelé ses cadres. Or, dans un département qui ne compte qu'un réseau de villes moyennes, les communes n'ont pas la possibilité financière de mettre en place leurs équipes propres», constate Gilles Choquer, directeur de la nouvelle agence d'urbanisme d'Oise-la-Valle.

Relancer la planification d'imposerait, les logiques «supra-communales» ayant été quelque peu négligées au profit d'intérêts strictement communaux. Des directives d'aménagement du territoire permettraient de coordonner la mosaïque des POS et de définir les grandes options. Reste à convaincre les maires que, loin de vouloir exercer le pouvoir à leur place, l'Etat peut être un véritable partenaire.

Carine Lanfant-Valère

محمد المنصور

REGARDS

LIVRES

L'ILE-DE-FRANCE A LA LOUPE

ATLAS DES FRANCILIENS (T. 2),

Édité par l'IAURIF et l'INSEE.
En vente à l'IAURIF-DNTC.
Service diffusion,
251, rue de Valenciennes
75882 Paris Cedex 12
160 p., 400 F.

PRÈS d'un Francilien sur deux habitait en 1990 un logement différent de celui qu'il occupait en 1982. Quatre millions d'entre eux sont des nouveaux venus dans leur commune. C'est dire que les élus d'Ile-de-France ont des excuses s'ils ne connaissent pas parfaitement leurs administrés.

C'est à eux que s'adresse en premier lieu cette formidable somme d'informations que constitue le tome II de l'Atlas des Franciliens, qui vient d'être édité conjointement par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Le premier tome, paru à l'automne 1991, présentait les chiffres de population et de logements extraits d'une première analyse du recensement de 1990 (*le Monde* daté 8-9 décembre 1991).

Ce deuxième tome est beaucoup plus ambitieux puisqu'il constitue une étude très détaillée, en 7 chapitres et 175 cartes, des singularités de la première région de France, tant sur la qualité des logements, la structure de sa population, l'emploi et l'activité économique, que sur les modes de

vie de ses habitants. Ces chiffres proviennent de l'analyse systématique d'un bulletin sur quatre parmi ceux qui ont été rassemblés par les 1 281 mairies de la région en 1990.

Les chiffres permettent de confirmer l'amélioration globale de la qualité de la vie. Ainsi, en 15 ans, le confort des logements a considérablement augmenté (9 % sont inconfortables contre 28 %) et l'espace habitable est devenu plus important en raison à la fois de la construction d'appartements et de maisons plus vastes, ainsi que de la diminution moyenne du nombre d'enfants par famille.

En effet, les phénomènes de société interfèrent sans cesse dans les statistiques. Les femmes franciliennes font aujourd'hui plus d'enfants que les provinciales (183 enfants en moyenne pour 100 femmes contre 178 dans la France métropolitaine), mais elles ont souvent fait ce choix plus tard (34 % après 30 ans, contre 24 % en province).

Une région qui attire

La fécondité est plus forte dans les villes nouvelles, où les maternités ont quelquefois des difficultés à répondre à la demande. Mais le nombre de personnes vivantes seules a considérablement accru ces dernières années, et 1 enfant sur 8 vit avec un seul de ses parents. L'Ile-de-France apparaît à travers les chiffres comme une zone active et dynamique. Elle

reste à l'écart du phénomène de vieillissement général de la population française puisque c'est la région où l'on compte le moins de personnes âgées et le plus de personnes en âge de travailler. Avec la fécondité, l'espérance de vie y est cependant un témoignage d'une qualité de vie souvent contestée. On y vit légèrement plus vieux que la moyenne des Français (espérance de vie de 77 ans contre 76,6 pour la France métropolitaine), et encore plus vieux dans les départements des Yvelines et de l'Essonne (78 ans en moyenne).

La région attire depuis 10 ans de nouveaux habitants et en voit moins la fuir. Le déficit migratoire avec la province s'atténue progressivement : il a baissé de 40 % depuis 1982. Les régions du Nord-Est et les grandes villes voient encore nombre de leurs habitants gagner la capitale alors que les Franciliens continuent à s'installer dans les régions Centre et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En revanche, la Bretagne et les pays de la Loire attirent beaucoup moins les Franciliens qu'il y a une dizaine d'années.

On savait déjà que l'Ile-de-France est une région riche. Les Franciliens, qui représentent le quart des contribuables français imposables, paient le tiers des sommes collectées dans le pays. 38 % des cadres supérieurs français vivent en Ile-de-France, particulièrement à l'ouest et au sud-ouest de Paris. Il y a cependant trois fois plus de cadres supérieurs dans la capitale qu'en Seine-Saint-Denis, et le potentiel fiscal important de la région se trouve exclusivement dans sa partie ouest. En matière d'emplois, l'Ile-de-France reste en tête pour les créations en valeur absolue ; en revanche, elle arrive en sixième position pour le taux de croissance annuel moyen. Le taux de chômage dans la région y est inférieur (8,6 %) à la moyenne des pro-

vinces françaises (11,5 %). Les provinciaux sont 259 000 à y travailler sans y habiter. La majorité d'entre eux font chaque jour le trajet depuis leur lieu de résidence, en général situé dans les franges les plus proches des autres régions du Bassin parisien. L'Ile-de-France attire toujours autant les étrangers : 4 sur 10 de ceux qui vivent en France sont installés essentiellement au nord de la région et le long de la Seine. Malgré ses problèmes, la région-capitale conserve tout son pouvoir d'attraction.

C. de C.

ANJOU

Collection « Encyclopédies régionales »,
éd. Christine Bonneton,
17, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris,
300 p., 280 F.

Destination l'abbaye de Fontevraud, les coteaux du Layon, les troglodytes des environs de Saumur, le château d'Angers et les maîtres ruraux du roi René au bord de la Loire. Cet ouvrage s'adresse aux amoureux de l'Anjou et à ceux qui souhaitent découvrir ce pays au patrimoine riche.

Depuis les invasions bretonnes jusqu'aux conquêtes des ducs d'Anjou, son histoire ne s'est jamais déviée, avant de se fonder dans le régime commun à l'ensemble des provinces françaises.

Le terroir et le folklore local sont présentés avec minutie par les différents auteurs de cette encyclopédie régionale, au risque d'apparaître parfois un peu long.

Pour le reste, ce livre, illustré de nombreuses photos et de dessins, parvient à faire revivre les coutumes du passé, les pratiques des « désenvoiteurs », la musique, les danses, et surtout les jeux, dont les Angevins forment de grands amateurs.

COURRIER

Querelle de services

J'ai bu du petit lait en lisant votre article du supplément « Heures locales » (*le Monde* daté 7-8 février). Les choses de la vie font, en effet, que depuis le début de janvier j'ai eu, pour des amis, à connaître les affres, ou les joies et délices, selon l'angle où l'on se place, bien sûr, de la navrante réalité de ce qui est appelé « le contrôle de légalité ».

J'ai été abruti car, pour une très modeste affaire – la construction de deux villas – j'ai eu la manifestation éclatante de la dégradation de l'administration, de la notion de l'intérêt général et du service public. Du temps où il fallait reconstruire le pays, il me semble que les services se tiraient moins dans les pattes, se comprenaient mieux et s'aidaient, généralement, pour aplanir les difficultés entre eux et vis-à-vis des sinistrés. Depuis, la suspicion, naturelle à tous les fonctionnaires et à toutes les administrations, semble-t-il, s'est développée, et le contrôle a posteriori, même sur des choses modestes, « le contrôle de légalité », est exercé par un service, voire une partie d'un service à l'encontre d'autres services, et semble ainsi avoir été créé pour empoisonner l'autre.

Et que dire de l'application abusive, selon moi, depuis quelque temps, de la loi dite « littoral » du 3 janvier 1986, grâce à laquelle les juristes, jusqu'au niveau le plus élevé, la Cour de cassation, s'en donnent à cœur joie d'analyser, disséquer, « couper les cheveux en quinze dans le sens de la longueur... » et procèdent sur les POS à des revirements importants de la jurisprudence (par exemple la circulaire numéro 92-67, relative aux

effets de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité d'un plan d'occupation des sols révisé, et qui, en l'occurrence, en est, je crois, à sa sixième « mouture »). Je ne saurais donc assez vous encourager à persévérer !

GUSTAVE VERGELIN
Antony

Des tombes comme mobilier urbain

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt (*le Monde* daté du 7-8 février) l'article de Cécile Maillet sur la « saturation » de nos cimetières car je préfère savoir à quoi m'en tenir et même, finalement, reporter peut-être à un peu plus tard le moment de savoir où je mettrai les pieds devant.

L'idée même qu'on ait pu offrir, parfois, aux défunts un hébergement gratuit sur cinq ans me laisse imaginer toute une grivellerie possible. Des saïot Lazare de mauvaise foi qui n'hésitent sûrement pas à ressusciter à temps pour aller recommencer ailleurs. Et qu'on crie donc enfin la vérité sur ces concessions sans limite dans le temps – dans le dehors du temps, plutôt – où tant de rentiers de situation excipent avec celui de leur prétendu état de défunt éternel.

Les cimetières considérés par la journaliste comme d'éventuels « équipements de quartier », pourquoi pas ? La tombe en mobilier urbain, le Styx en réseau d'adduction intercommunal, nos POS optimisant la Parquie en gardienne de parking... Que surmonterait une école. Avec une caserne à l'entre-étage. Ou un lieu de plein emploi. On sait bien que la vie, malgré certaines accélérations, n'est qu'une lente dégringolade.

GILLES-DANIEL PERCET
Paris

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le ministère du Travail,
de l'Emploi, et de la
Formation professionnelle
recrute
pour sa direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques

UN CHARGÉ D'ÉTUDES SUR LA NÉGOCIATION SALARIALE

Missions : suivi de la négociation salariale de branche ; réalisation d'études sur les systèmes de fixation des salaires dans la CEE ; conception, animation et suivi de recherches sur les mécanismes de négociation des salaires.

Profil : Economiste ou sociologue capable de travailler dans un cadre pluridisciplinaire. Une expérience d'analyse comparative internationale serait appréciée. Connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand. Esprit de synthèse et facilité de rédaction.

Recrutement : poste à pourvoir immédiatement, statut de contractuel ou détachement.

Candidature : lettre manuscrite + CV à l'adresse suivante :
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
SES, à l'attention de T. Costot, pièce 3210 B,
1, place Fautouzy 75735 Paris 07 SP

ASSOCIATION HUMANITAIRE
recrute des

RESPONSABLES DE PROGRAMME

Vous avez :

- une formation supérieure (bac + 4)
- des qualités de gestionnaire
- le sens des relations humaines
- une expérience de l'expatriation.

Vous êtes :

- capable d'autonomie et de dynamisme
- bilingue anglais (l'espagnol est un plus).

Nous vous confions, dans un PVD, un programme intégré de développement dont la finalité est la scolarisation et l'éducation.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. RP à :

EUROPACT
44, rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES

Le Département de l'Ariège recherche

un Directeur du Comité Départemental du Tourisme

Missions

Garant de la démarche qualité, il sera chargé avec l'appui d'une équipe comprenant des responsables de production, promotion, communication, centre de ressources et une centrale de réservations :

- Supervision de la production et de la promotion touristique ;
- Coordination des acteurs départementaux du tourisme et relations publiques ;
- Gestion de la structure et du projet de développement du Comité.


Profil de poste

35 ans minimum. Formation supérieure (bac + 4). Expérience prouvée du management, marketing, ingénierie de projet. Des compétences touristiques seraient appréciées.

Conditions de recrutement

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à

Monsieur Augustin BONREPAUX
Président du Comité Départemental du Tourisme
Hôtel du département - BP 143
09004 FOIX CEDEX - Tél. : 01-02-09-11



CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

LE CONSEIL GÉNÉRAL

RECRUTE UN SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA CULTURE ET DES SPORTS

(Direction de l'Innovation et des Finances)

Le Conseil Général a décidé de regrouper dans une sous-direction l'ensemble de ses moyens humains dans les domaines de la culture et du sport pour renforcer la dynamique et la cohésion de ses interventions.

PROFIL DU CANDIDAT

- Un intérêt réel pour les activités culturelles
- Une grande disponibilité,
- Capacité à mobiliser une équipe autour des projets culturels du Département (lecture, musique, danse, théâtre, patrimoine, soutien aux équipements et organismes culturels et sportifs),
- Une forte motivation pour développer le partenariat avec tous les acteurs départementaux.

STATUT

Cadre A expérimenté. Niveau minimum : Bac + 3.
Encadrement de plusieurs services et coordination des partenaires.

Les candidatures devront parvenir à
M. le Président du Conseil Général
31, boulevard Emile-Roux, BP 1404 - 16017 ANGOULEME Cedex
AVANT LE 15 MARS 1993

